

La police belge sur la piste d'un réseau international de pédophiles

LES RESPONSABLES de l'enquête sur les meurtres et disparitions d'adolescentes en Belgique semblent s'orienter vers l'existence d'un réseau international de pédophiles, qui aurait notamment des ramifications aux Pays-Bas et en République tchèque. Alors que deux jeunes flamandes, enlevées en août 1995, n'ont toujours pas été retrouvées, l'opinion publique belge, fortement traumatisée par la découverte, samedi, des cadavres de deux fillettes enlevées en juin 1995, demande le renforcement des peines contre les violeurs d'enfants. Tout en annonçant une réforme de la justice à réaffirmer son opposition à l'application de peines incompressibles.

Lire page 2

La gauche s'unit pour demander à M. Chirac de négocier avec les Africains sans papiers

Se dissociant du RPR, M. de Robien (UDF) propose la médiation de parlementaires

LE CONFLIT opposant le gouvernement et les trois cents Africains sans papiers, réfugiés à l'église Saint-Bernard à Paris, a pris, mardi 20 août, un tour directement politique. L'ensemble des partis de gauche et d'extrême gauche - de Radical à Lutte ouvrière - ont signé dans la matinée un appel commun au président de la République, lui demandant « solennellement d'intervenir auprès du gouvernement afin que celui-ci reprenne immédiatement les négociations ».

Rédigé à l'initiative du PCF, ce texte précise qu'« au-delà des considérations de nature politique, il y a le risque que se produise un drame humain auquel nul ne peut rester insensible ». Un appel du même type avait été signé la veille au soir par les quatre grandes centrales syndicales, CGT, CFDT, FEN et FSU. Les sans-papiers « ne sont pas des coupables mais des victimes », déclarent les signataires qui mettent en cause « l'application des lois Pasqua ».



La majorité apparaît pour sa part moins unie dans la défense des positions de fermeté exprimées par le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré. Ainsi, Gilles de Robien, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, devait recevoir, mardi, une délégation des Africains sans papiers. La veille, M. de Robien avait proposé la constitution « d'urgence » d'une mission parlementaire « pour aider à la recherche de solutions humanitaires justes et légalement acceptables ». Patrick Stefanski, secrétaire général adjoint du RPR, regrette cette initiative « sans concertation ». M. Stefanski avait réaffirmé, lundi 19 août, que le gouvernement n'entendait pas céder. On indiquait à Matignon, mardi matin, que des arrêtés d'expulsion avaient été pris et « qu'une partie d'entre eux » avaient été adressés aux sans-papiers de Saint-Bernard.

Lire page 5 et notre éditorial page 10

Grozny déchirée

Les forces fédérales russes ont donné deux jours aux civils pour quitter la capitale tchétchène.

Heurts à Séoul

La police sud-coréenne a expulsé de l'université Yonsei de Séoul deux mille étudiants retranchés depuis une semaine pour revendiquer la réunification de la péninsule.

Cogitation à Buckingham

La reine Elizabeth d'Angleterre réfléchit à une profonde réforme de la monarchie.

Elections au Liban

Les élections législatives au Mont-Liban ont été largement favorables au pouvoir.

La ville de pierre



François Maspéro raconte la première étape de son voyage au cœur de l'Europe, en Albanie.

L'obstination de M. Carignon

Le conseil général de l'Isère est paralysé. Son président en titre, Alain Carignon, est en prison et refuse de démissionner.

L'été des banlieues

Près de 700 000 jeunes des banlieues ont bénéficié des opérations Ville-Vacances. Avec une « exigence éducative » proclamée par les pouvoirs publics.

Le progrès en débat

Alain Finkielkraut contribue au débat lancé sur le progrès par Le Monde.

Boom aéronautique

La forte reprise des commandes d'avions perturbe la stratégie des constructeurs, qui doivent envisager un redéploiement de leurs effectifs.

Une guerre des chefs

Jean-Pierre Quélén consacre sa chronique gastronomique à la guerre des chefs à Paris.

International	3	Aujourd'hui	16
France	5	Agenda	18
Société	7	Annuaire	18
Carnet	8	Météorologie	18
Horaires	9	Météo croisée	18
Entreprises	12	Culture	19
Finances/marchés	14	Radio-Télévision	21

Quand des intellectuels arabes répliquent à Roger Garaudy

LE DERNIER livre de Roger Garaudy, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, est paru en arabe aux éditions El Ghad el Arabi (L'avenir arabe), au Caire. Invité à Beyrouth par le Forum nationaliste arabe, en Syrie par le ministère de l'Information et en Jordanie par l'Association des écrivains, l'auteur s'est rendu dans ces trois pays, dans les dix derniers jours de juillet pour présenter son ouvrage négationniste. Au Liban, il a reçu de nombreux témoignages de sympathie de la part d'intellectuels chrétiens et musulmans. A Damas, il a été reçu par le vice-président, Abdel Halim Khaddam, et par les ministres de l'Information et de la Culture, respectivement Mohamed Salameh et Najah El Attar.

Pourtant, afin de couper court à tout amalgame et pour que ne surgissent pas - tant dans les esprits des Arabes que dans ceux des Occidentaux - les clichés en vertu desquels tout ennemi d'Israël est forcément l'ami des Arabes, certains intellectuels libanais ont publié des textes critiques. Ainsi le romancier Elias Khoury, rédacteur en chef du supplément hebdomadaire du quotidien à grand tirage *El Nahar*, écrit-il que le fond du problème demeure une lacune énorme dans « la culture arabe, qui, à l'exception de quelques rares contributions (...), ne s'est pas sérieusement penchée sur la portée

terrifiante de l'idée de la solution finale, et n'a pas compris la nécessité de la combattre pour des raisons humaines, morales et culturelles d'abord, mais aussi pour l'autodéfense ».

« Comme des imbéciles, nous nous sommes hâtés d'ignorer cette question et d'applaudir qui-conque banalisait ou minimisait l'importance des camps d'extermination nazis », ajoute M. Khoury avant de poursuivre : « L'idée d'exterminer les juifs (...) ne porte-t-elle pas en elle le germe de l'extermination de toute autre race ou peuple ? » Plutôt que de « considérer objectivement "l'holocauste" comme l'incarnation la plus pure du racisme européen (...) dont nous continuons de pâtir, nous avons considéré que c'était un problème purement européen, oubliant que l'oppression de tout individu... équivaut à celle de l'humanité tout entière ; et, plutôt que d'étudier l'histoire de la relation entre le mouvement sionniste et les nazis, nous avons fermé les yeux, comme si cela ne nous concernait pas », indique cet intellectuel, selon qui il faut dénoncer à la fois l'holocauste et « la manière dont il a été exploité pour en faire une couverture légitime d'Israël ».

Roger Garaudy s'est aussi vu récusé le droit d'utiliser les « arguments et prétextes faciles, légers et tronqués », les « propos glorieux, les témoignages partiels recueillis là » pour « réfuter

des mythes sur lesquels se sont accumulées nos souffrances pendant un demi-siècle », par Dalal Bizzri, chercheuse et professeure d'université dont les propos ont été publiés par le quotidien saoudien *El Hayat*, publié à Londres. Dans le même temps, un autre universitaire, Waddah Charara, publiait une note de lecture assassine de l'ouvrage, et Abdel Wahab Badrakhan, éditeur de *El Hayat*, expliquait les raisons pour lesquelles les Arabes risquent d'être dupes.

Ce qui indignait les Arabes, écrit-il en substance, c'est que les crimes commis par Israël soient minimisés ou demeurent impunis. Il est stupide « de nier un crime contre l'humanité dont ont effectivement été victimes les juifs et d'autres aux moins des nazis, dans le seul but de prouver un autre crime contre l'humanité dont ont été victimes les Arabes aux moins des juifs israéliens », souligne-t-il. Qu'on ne nous dise pas que les massacres commis par les juifs contre les Arabes ne sont pas comparables au génocide parce que c'est « un discours aussi criminel que raciste » : « Faut-il un million, quatre millions ou six millions pour que le parallèle soit pertinent ? »

Malgré ces saluaires mises en garde, le livre de Roger Garaudy continue de bien se vendre à Beyrouth.

Mouna Naïm

POINT DE VUE

Les trois défis du chef de l'Etat par François Léotard

LA crise que traverse notre pays est d'abord une crise de l'espérance. C'est une interrogation sur l'avenir qui ne trouve pas de réponse immédiate : ni matérielle, ni morale. Le président de la République est conscient de cette crise. A sa manière il s'emploie à la conjurer en faisant appel aux ressources du courage et de la volonté. Face à une situation si difficile à maîtriser, la réflexion sur les solutions possibles doit être à la fois modeste, positive et globale. C'est à ce débat national que je souhaite, avec toute l'UDF, participer.

Le chef de l'Etat se trouve aujourd'hui devant trois enjeux majeurs : l'enjeu monétaire issu des engagements souscrits lors de la signature du traité de Maastricht, l'enjeu institutionnel et l'enjeu politique.

Le premier, l'enjeu monétaire, est marqué par une forte contradiction : la réussite de la

monnaie unique, à laquelle nous sommes très attachés, passe - dans un premier temps - par un ralentissement mécanique de la croissance. Cette faiblesse à court terme de la croissance nous empêche d'apporter aux grandes difficultés nationales (et d'abord le chômage) les solutions immédiates qu'elles appellent. On ne créera pas d'emplois avec une croissance trop faible. Or notre croissance sera provisoirement faible si l'on n'agit pas. Sans oxygène pour la croissance, nous ne pourrions réussir dans la lutte contre le chômage.

Cet oxygène proviendra notamment de taux d'intérêt plus bas et de l'obtention d'une marge provisoire de flexibilité sur les critères de Maastricht.

François Léotard est président de l'UDF.

Lire la suite page 10

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents Since 1980
714 Sansome Street # San Francisco, CA 94104 U.S.A.

Université à San Francisco

MBA Master of Business Administration for International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

Autres programmes de l'université : **BACHELOR, DOCTORATE** of Business Administration

European Information Center :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : (1) 45-51-52-52 - Fax : (1) 45-51-09-08
- 114 Sansome St. San Francisco CA 94104
Tél. : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052
E-Mail : IUA @ IUA. EDU

LES CAHIER
DE SCIENCE & TECHNIQUE
LES GRANDS INGENIEURS

Léonard de Vinci

Il maîtrisait toutes les techniques du dessin : peinture, sculpture, architecture, construction de machines... Découvrez Léonard de Vinci à la fois artiste et ingénieur de la Renaissance.

DES HISTOIRES RICHES EN DECOUVERTES

Contrebassiste sans vanité



DIDIER LEVALLET

CONTREBASSISTE et compositeur, Didier Levallet a dirigé plusieurs formations de jazz : Perception, Confluence, Swing Strings System, jalons d'une carrière sans vanité, d'accompagnateur des grands musiciens en tournée, de découvreur et de professeur. Installé près de Cluny depuis vingt ans, il y organise du 24 au 31 août, l'une des manifestations musicales importantes de ce mois d'août.

Lire page 19

Allemagne, 3 DM ; Angleterre, 8 F ; Autriche, 25 S ; Belgique, 25 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 D ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 34 NOK ; Pays-Bas, 8 FL ; Portugal, 200 Esc ; Espagne, 200 PTA ; Suède, 200 Kr ; Suisse, 2,50 S ; Tchécoslovaquie, 100 Kč ; USA, 2 \$; USA (Hawaï), 2,50 \$.

M 0147 - 821 - 7.00 F



INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 21 AOÛT 1996

BELGIQUE Traumatisés par le drame de Charleroi, les Belges ont manifesté leur émotion et leur colère, en demandant notamment l'application de peines de prison in-

compressibles pour les auteurs de crimes sexuels contre des mineurs. Les enquêteurs semblent être maintenant sur la piste d'un réseau international de pédophiles.

● **DANS LE MONDE**, on compte plusieurs millions d'enfants prostitués, victimes des mafias qui les exploitent. L'Asie reste le continent le plus touché ● **POUR LUTTER**

contre ce fléau, le premier Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales va se tenir à Stockholm du 27 au 31 août. Dans un

entretien au *Monde*, June Kane, porte-parole de cette réunion, insiste notamment sur la nécessité de renforcer la coopération entre les Etats pour faire appliquer les lois.

Les tortionnaires de Charleroi pourraient être liés à un réseau pédophile

Traumatisée par le martyre des fillettes enlevées par Marc Dutroux et ses complices, l'opinion publique belge réclame des sanctions plus sévères pour les auteurs de crimes sexuels contre les mineurs. Le ministre de la justice réaffirme son hostilité à l'application de peines de prison incompressibles

BRUXELLES
de notre correspondant

Trop longtemps passifs, les responsables chargés d'élucider le mystère des disparitions d'adolescentes en Belgique mettent maintenant les bouchées doubles dans l'enquête sur Marc Dutroux et ses complices. Dans une grande discrétion, interrogatoires et perquisitions se sont multipliés lundi 19 août, sans qu'on ait encore retrouvé An Marchal et Esfje Lumbrechts, les deux jeunes limbourgoises dont le sort angostait la Belgique. Si Dutroux et son complice Lelièvre ont bien avoué le rapt, ils se rejettent mutuellement la responsabilité de ce qui a pu advenir ensuite. « J'ai passé les deux filles à mon copain », assurent-ils l'un et l'autre. Un nouveau suspect, d'origine néerlandaise, a été interpellé lundi. Son domicile bruxellois et sa caravane ont été fouillés. Selon l'agence Belga, une série de mandats d'amener ont été lancés et des interrogatoires nouveaux devaient avoir lieu mardi.

Hors les fuites, treize adolescents passent pour avoir été enlevés en Belgique depuis 1989. Sept ont été retrouvés morts et on ignore le sort des six autres. Diverses fuites donnent à penser que les enquêteurs envisagent la possibilité de ramifications aux Pays-Bas et en République tchèque, où Dutroux se serait rendu à plusieurs reprises. Le juge d'instruction Connerotte, qui centralise désormais les diverses enquêtes trop longtemps menées dans le désordre, a fait parvenir un message à Interpol Prague, affirmant

La *Libre Belgique*. Ce quotidien fait état de la présence récente de jeunes filles tchèques chez Dutroux à Sars-la-Bussière. Alors, actes isolés de pervers à la recherche de « plaisirs personnels » partagés éventuellement avec quelques amateurs locaux ? Ou bien vaste organisation internationale dont la Belgique serait un des maillons minables ?

COLOGNE

Jean-Michel Nihoul, un ancien agent immobilier bruxellois arrêté en raison de ses relations avec Dutroux, devait être de nouveau interrogé mardi. La presse belge le présente parfois comme une possible tête pensante du groupe. Le complice que Dutroux avait exécuté - soi-disant parce qu'il était responsable de la mort de Julie et de Mélissa - était un petit truand français, Bernard Weinstein. Il disposait d'un matériel photographique sophistiqué dans le taudis qu'il habitait près de Charleroi. Les enquêteurs cherchent à savoir qui se contentait de séances de photos rémunératrices, qui se livrait par la même occasion à ses vices personnels et qui avait éventuellement une « carrière » de trafiquant international d'enfants.

Selon un expert interrogé lundi soir par la télévision belge francophone, plusieurs pays d'Europe de l'Est servent aujourd'hui de base à des réseaux pédophiles internationaux. D'une part, parce que les pays d'Asie ont commencé à prendre des mesures de répression. D'autre

part, parce que les amateurs de « chair fraîche » estiment que les risques de contamination par le sida sont actuellement moins grands en Europe de l'Est. « C'est la pédophilie qui a tué nos filles, mais également l'incroyable magnanimité que lui manifestent ceux qui ont pour mission de protéger nos enfants », ont

« Comme au temps de l'esclavage »

En principe sans moyens financiers, Dutroux disposait de plusieurs « résidences secondaires ». Il est vrai peu nombreuses, dans diverses localités wallonnes. Selon *Le Soir* du 20 août, « les enquêteurs s'interrogent avec effroi sur les projets qu'avait encore Dutroux » dans l'une de ses maisons à Marchienne-au-Pont. Dans cette dernière, Dutroux avait enlevé, au printemps 1993 puis ces dernières semaines, des tonnes de terre pour aménager ce qu'Alain Lallemand, le reporter du *Soir*, présente comme un tunnel menant à trois cellules. « Ont-elles jamais servi ? », se demande le journaliste. Un voisin se souvient d'un adolescent parlant une langue slave que Dutroux employait pour ces travaux. « Il se conduisait avec lui comme on se conduisait au temps de l'esclavage. » Les policiers ont fouillé les lieux, mais « apparemment de manière fort incomplète », affirme *Le Soir*.

accusé les parents de Julie Lejeune et de Mélissa Russo, découvertes mortes de faim au domicile de Dutroux. La colère contre les enquêteurs locaux chargés de faire la lumière sur ce qu'ils ont peut-être trop longtemps considéré comme une fugue est particulièrement démonstrative dans la région de Liège, où les fillettes habitaient. Sans que cela soit officiellement confirmé, les familles des victimes ont affirmé que celles-ci avaient été violées et filmées pendant leur calvaire. Toutefois, l'actuel ministre de la justice,

été traité, ce qui pourrait aboutir à des sanctions.

Lors d'une conférence de presse, M. De Clerck a écarté l'hypothèse du rétablissement de la peine de mort réclamée par les habitants des localités, en proie à une grande exaltation, où vivaient les victimes et leurs bourreaux. Le ministre s'est même déclaré opposé à la création d'une peine incompressible, inexistant en Belgique. « Plutôt que de parler de peine incompressible, il faut revoir les conditions des libérations anticipées », a-t-il dit. Il a donc an-

noncé la création rapide d'une commission spéciale composée de magistrats qui devra se prononcer à l'unanimité pour que le ministre se trouve en droit d'élargir un détenu. « Qui donc suis-je pour pouvoir prendre une telle décision ? » a dit M. De Clerck sur un ton qui semblait juste. Refusant que quiconque puisse endosser une « responsabilité politique » en de telles matières, M. De Clerck a, non sans élégance, pris implicitement la défense de son prédécesseur, Meirchior Wathelet. Il a dit que, s'il avait eu à décider du sort de Dutroux, dans le contexte de l'époque et au vu du dossier, il aurait peut-être décidé sa libération, comme M. Wathelet. En revanche, il a regretté les mauvais suivis de Marc Dutroux en liberté par les magistrats et les assistants sociaux.

UN SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

Devenu juge à la Cour européenne de justice, M. Wathelet, actuellement en vacances en Italie, s'est entendu demander par un journaliste s'il n'avait pas « amorcé une bombe à retardement » en faisant sortir Dutroux de prison. Il a simplement répondu que celui-ci était un pervers intelligent, capable de « tromper tout son monde », magistrats, policiers et ministre. En passe de devenir un bouc émissaire, M. Wathelet a dit : « Je ne peux expliquer que par la raison, alors qu'aujourd'hui c'est l'émotion et le cœur qui parlent, et je le comprends. »

Plus de huit cents délinquants

Jean de la Guérivière

Des bars de Patpong aux ghettos d'Amérique, plusieurs millions d'enfants prostitués

CHACQUE ANNÉE, un million d'enfants - c'est-à-dire des mineurs de moins de dix-huit ans selon la définition des Nations unies - sont recrutés dans la prostitution. Ce seul chiffre justifie amplement la réunion à Stockholm, du 27 au 31 août, du premier Congrès mondial « contre l'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales ». L'intitulé de cette réunion est délibérément assez large pour englober toutes les formes de commerce du sexe : trafic et vente d'enfants, prostitution proprement dite, tourisme sexuel, pédophilie, pornographie.

Les organisateurs tiennent l'exploitation sexuelle des enfants pour l'une des pires formes de l'esclavage contemporain. Dans la plupart des cas, le mot ne semble pas abusif. Des bars de Patpong, le quartier chaud de Bangkok, aux trottoirs du Brésil, des ghettos d'Amérique aux bordes de Bombay, les enfants prostitués ont perdu prise sur leur destin. Maltraités, malades, endettés, exploités, drogués, ils n'ont - sauf miracle - aucune chance de briser leurs invisibles chaînes ni d'échapper, le plus souvent, à une mort d'adolescent.

Certaines des fillettes enlevées à l'âge de dix ou douze ans - et parfois moins -, dans les villages des minorités ethniques du nord de la Thaïlande, porteront toute leur vie les cicatrices des tortures qui ont précédé ou suivi leur « initiation » violente :

coups répétés, brûlures de cigarette, voire mutilations. A Kamathipura, le principal quartier « rouge » de Bombay, où entre 45 % et 70 % des 60 000 prostituées sont séropositives, celles-ci ne quittent leur lit de travail et leur emploi que lorsqu'on les chasse, parce que trop vieilles ou sidérées.

Selon les estimations de l'Unicef et des organisations non gouvernementales spécialisées, l'Asie est le continent le plus touché, de l'Inde (300 000 enfants prostitués) au Cambodge (2 000) en passant, dans l'ordre décroissant, par la Chine, la Thaïlande, les Philippines, le Népal, le Sri Lanka et quelques autres pays. Si les filles restent, de très loin, les premières victimes, les garçons sont de plus en plus nombreux. Tous sont de plus en plus jeunes, la peur du sida poussant les « consommateurs » à réclamer des enfants vierges, à peine ou non pubères. Physiquement plus vulnérables que leurs aînés, et ayant plus de « clients » qu'eux, ces enfants sont plus exposés aux maladies sexuellement transmissibles, dont le sida.



La prostitution enfantine rapporte gros, et aux moindres risques, à ceux qui la gèrent : sans doute plusieurs milliards de dollars par an. C'est une activité économique - et criminelle - florissante qui, depuis le village où un enfant est enlevé jusqu'au bord où il échoue, implique toute une chaîne d'intermédiaires, trafiquants, financiers - jusqu'à des spécialistes du « marketing » - qui compromettent des

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

d'élection. Le Japon est son principal marché. Internet oblige, sa diffusion est devenue facile et peu coûteuse.

La lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants est d'abord d'ordre juridique. Il s'agit en particulier d'inciter les Etats à adopter une législation extraterritoriale qui leur permet d'enquêter hors de leurs frontières, et surtout de poursuivre leurs ressortissants lorsqu'ils rentrent chez eux. Les

policiers et corrompent des politiciens. C'est un secteur qui fonctionne à coups de contrebande, de faux passeports et de pots-de-vin. Il est le plus souvent entre les mains des mafias qui contrôlent notamment le commerce de la drogue que les enfants consomment.

Dans ce sombre tableau, le tourisme sexuel et la pédophilie occupent une place accrue. Loin de chez eux, de bons pères de famille, européens, américains ou japonais, couchent avec des enfants étrangers. En Thaïlande, on les surnomme les « crocodiles ». La pornographie enfantine, réprimée en Europe, trouve en Asie une nouvelle terre

Boris Eltsine ordonne au général Lebed de rétablir l'ordre à Grozny

Les forces fédérales ont donné quarante-huit heures aux civils pour quitter la capitale de Tchétchénie où un assaut imminent des troupes russes est redouté

Boris Eltsine, qui n'est toujours pas apparu en public depuis plus d'une semaine et qui, selon son porte-parole, règle « les principaux problèmes » par téléphone, a demandé, lundi 19 août, au général Alexandre Lebed de

« rétablir l'ordre » à Grozny. Le président russe a ainsi infligé un camouflet à l'homme qui était son « représentant personnel » et qui avait mené la semaine dernière des négociations de paix avec les indépendantistes.

Ces derniers redoutent un assaut imminent des forces fédérales qui ont donné, lundi, quarante-huit heures aux civils pour quitter la ville. Toutefois, des discussions entre les deux parties se poursuivaient, mardi matin, à

Nassam, capitale de l'Ingouchie voisine. Par ailleurs, le porte-parole du président russe a annoncé, mardi, que Boris Eltsine était parti en vacances pour deux jours à Valdai, à 300 kilomètres au nord-ouest de Moscou.

MOSCOU

De notre envoyé spécial
En ordonnant au général Lebed, lundi 19 août, de « rétablir l'ordre qui prévalait à Grozny » avant l'offensive des indépendantistes sur la ville, le 6 août, Boris Eltsine vient apparemment de tirer un trait sur la mission de paix de son « représentant officiel en Tchétchénie ». Sommé de « débloquent les bâtiments gouvernementaux, les postes de contrôle et les lieux de stationnement des unités russes » de la capitale tchétchène, aux mains des rebelles, le général Lebed portera donc la responsabilité de l'assaut, si celui-ci a lieu.

Engagé dans un processus de paix « long et difficile » avec les indépendantistes, Alexandre Lebed est mis au pied du mur. En tant que militaire, il lui est difficile de ne pas obéir mais, s'il s'exécute, ses maigres efforts pour négocier la paix et son capital de confiance auprès des indépendantistes seront réduits à néant.

Infligeant un véritable camouflet au général Lebed, Boris Eltsine a,

de plus, assorti ses ordres d'une remontrance personnelle. « Les événements de Grozny ne doivent pas être l'objet d'une large discussion », faisait allusion à la conférence de presse houleuse qu'Alexandre Lebed avait donnée, vendredi à Moscou, lorsqu'il avait réclamé la tête du ministre de l'Intérieur, Anatoli Koulikov, « seul responsable de la déroute des forces fédérales ».

MILLE-FEUILLES

D'autre part, le général doit, avant le 26 août, présenter au chef de l'Etat un plan prévoyant la rupture de l'encerclement des unités russes à Grozny ainsi que des « propositions raisonnables » sur les responsabilités du commandement russe lors de l'offensive indépendantiste du 6 août. « Des forces tentent de ruiner la carrière politique du général Lebed à qui l'on tend un piège », a commenté, lundi, Sergueï Iouchenkov, député et spécialiste des questions militaires. Si dans une déclaration, faite, lundi, à l'agence Interfax, Alexandre Lebed a rappelé que son passé militaire ne

lui faisait pas oublier « qui est le chef des armées », il s'est déclaré hostile à l'idée d'un bombardement intensif des positions indépendantistes à Grozny. Il lui sera toutefois difficile de s'y opposer, le commandement des forces russes en Tchétchénie ayant déclaré, mardi matin, qu'il ne voyait pas d'autre solution que « la force » pour libérer ses troupes encerclées. « Les positions des belligérants à Grozny ressemblent à un mille-feuille : les forces russes étant parfois séparées des indépendantistes par une rue ou quelques poteaux de maisons », expliquait, lundi soir, l'agence Interfax.

Sur le terrain, le décret présidentiel s'est immédiatement traduit par une reprise des tirs d'artillerie. Des mouvements de blindés étaient également perceptibles, selon le correspondant de Radio-Svoboda sur place. « Il y a de la panique », les civils, à qui le commandement russe a ordonné de quitter la ville dans les quarante-huit heures, étaient de plus en plus nombreux à tenter de sortir.

Les contacts se sont brusque-

ment envenimés, dans la journée de lundi, entre indépendantistes et représentants des forces fédérales lorsque ces derniers ont brusquement exigé le retrait des rebelles, un point jamais abordé jusqu'ici dans les négociations. Cette exigence est en fait apparue en même temps que des « comités de grève » fonctionnaient déjà.

De fait, la solution de la crise tchétchène reste dans les mains d'un président, absent de la scène publique, et qui, selon son porte-parole, « règle les principaux problèmes par téléphone ». Fidèle à une tactique qui n'a pas varié depuis le début du conflit, Boris Eltsine garde deux fers au feu : le général Koulikov, partisan de la guerre à outrance et le général Lebed initiateur de la fragile trêve et partisan de négociations avec les indépendantistes.

Pendant ce temps à Moscou, un véritable bras-de-fer verbal s'engageait entre les ministères de l'Intérieur et de la Défense. Au cours d'une conférence de presse, le général Lev Rokhiline, député de la

Douma chargé de l'armée, a mis l'accent sur « l'état matériel critique du contingent ». « Le nombre de militaires exprimant ouvertement leur mécontentement à ce sujet ainsi que leur indignation du non respect par l'Etat de ses engagements s'accroît de jour en jour », a-t-il expliqué, révélant que des « comités de grève » fonctionnaient déjà.

Peu après, le premier adjoint du ministre de l'Intérieur, le général Goloubets déclarait : « C'est parce que l'armée nous a refusé le soutien de son aviation, le 6 août à Grozny, que nous nous trouvons aujourd'hui dans cette impasse », a-t-il déclaré. Krasnaya Zvezda, l'organe de l'armée, dénonçait pour sa part l'ambiguïté de la situation : « depuis le début du conflit, le but fixé à l'armée, à savoir rétablir l'ordre constitutionnel est incompatible avec les moyens employés ». Le quotidien a appelé la direction russe, à « formuler clairement ce qu'elle cherche en Tchétchénie et à définir précisément les tâches de l'armée ».

Marie Jégo

Incidents nucléaires en Grande-Bretagne dans les années 50 et 60

LONDRES

de notre correspondant
En 1956, un bombardier B-47 américain s'est écrasé sur un site de stockage nucléaire de la base de Lakenheath (Suffolk), mettant feu à trois bombes A Mark Six de type Nagasaki, révélant l'existence d'un incident nucléaire britannique. L'Observer du dimanche 18 août. Le journal cite un télégramme du général Walsh, commandant la 7^e division aérienne américaine basée en Grande-Bretagne, au général Curtis LeMay, chef du Strategic Air Command, s'acharant par ces mots : « Par miracle, une des bombes, dont le détendeur extérieur avait été arraché, n'a pas explosé et les pompiers ont éteint l'incendie ». Tout a été fait depuis par le ministère de la Défense britannique (MOD) pour dissimuler cet accident spectaculaire.

Le CND, mouvement pour le désarmement nucléaire, vient de rendre publics des documents sur des incidents recensés dans les années 50 et 60. Le mouvement pacifiste a retrouvé le carnet de bord pour mai 1959 de la 49^e escadille de la Royal Air Force (RAF), basée à Wittering, Cambridgeshire. On peut y lire que, durant l'exercice Maylight, « une bombe nucléaire de 2 000 livres a été accidentellement larguée (...), causant de sérieux dégâts à l'engin ». Le MOD a reconnu l'existence d'un « incident d'incidents mineurs » et estime que celui de mai 1959 ne pouvait concerner qu'une bombe d'exercice factice.

Nous avons interrogé l'air commodore Alistair Macle, ancien pilote de bombardiers stratégiques de la RAF avant de devenir vice-président du CND. La version officielle de l'incident lui paraît peu plausible. « Il est difficile de croire que si c'était un engin factice qu'il était tombé d'un avion, le pilote n'aurait pas inscrit dans son livre de bord : "Dieu merci, ce n'était pas une vraie bombe !" Si j'avais dû moi-même enregistrer un tel incident, j'aurais spécifié qu'il s'agissait bien d'une bombe factice ».

DES CAS DE LEUCÉMIE
Le CND a par ailleurs indiqué qu'en août 1957 et février 1958 des incendies avaient impliqué des B-47 américains sur la base de Greenham Common, près de Newbury (Berkshire). Au cours d'un troisième incident en 1961, une bombe A aurait été « endommagée par le feu » sur une autre base. Selon un rapport scientifique officiel de 1961, on aurait décelé sur et autour de la base des traces d'uranium 235 et de lithium (entrant dans la composition des bombes A) supérieures à la normale. Le MOD a répliqué que des études effectuées en 1986 et 1994 contredisaient ces données.

Le conseil du district de Newbury (libéral-démocrate, opposition) a commandé une enquête indépendante pour savoir ce qui s'est vraiment passé et si le sol autour de Greenham Common est contaminé. Car plusieurs personnes ont été atteintes de leucémie. Selon la conseillère Audrey Appleby, « les gens qui vivent ici ne croient pas que le gouvernement ou le MOD leur disent : "Nous leur devons de mettre fin une fois pour toutes à ces spéculations sur les risques pour la santé et sur la contamination. Nous avons décidé de financer cette enquête parce que nous sommes les seuls en qui les gens ont encore confiance ».

Responsable pour l'environnement au conseil, John Parrott évoque « l'inquiétude du public : notre rôle n'est pas d'argumenter avec le gouvernement mais de rassurer les gens sur les risques pour la santé d'une contamination éventuelle (...). Le MOD vient de classer les rapports de 1961 et de 1986, affirmant qu'ils avaient été classés secrets par erreur. Mais alors, pourquoi celui de 1961 n'avait-il pas été rendu public au bout de la période légale de trente ans ? » Les scientifiques rendront leur rapport à la fin de l'année. En attendant, le CND, dont les militants ont pendant des années manifesté contre la présence de missiles nucléaires à Greenham Common peut savourer une certaine victoire.

Lucas Delattre

Patrice de Beer

Pour compter les morts, « il faut aller demander dans chaque maison »

GROZNY

de notre envoyé spécial
Ce samedi matin 17 août, Arbi, trente-neuf ans, et Ramzan, trente-cinq ans, devaient tranquillement dormir dans leur maison à Grozny, dans le quartier d'Octobreskaïa, 63 rue Moslova. Après dix jours de durs affrontements dans la capitale tchétchène, les deux frères Gaissonov, plus préoccupés par leurs affaires que par l'indépendance de la Tchétchénie, pouvaient s'estimer heureux : leurs femmes et enfants sont à l'abri à Moscou et la grande maison de briques rouges qu'ils viennent de faire construire, est intacte bien que située près d'une grande caserne de l'armée russe encerclée par les indépendantistes tchétchènes.

Pour les frères Gaissonov, le cauchemar semble donc prendre fin. Le commandant des troupes russes et le chef d'état-major des indépendantistes tchétchènes, réunis sous une tente pendant quatre heures, viennent de signer un accord, ordonnant à leurs troupes d'arrêter de tirer et de ne plus quitter leurs bases. « Nous nous étions retirés sur nos positions et nous ne voulions pas gêner les civils qui voulaient sortir », explique Islam Daoudov, vingt-neuf ans, un combattant tchétchène qui, depuis cette tragique journée, défend chaque maison du quartier.

Arbi et Ramzan avaient visiblement passé la soirée à manger en regardant la télévision. On voit les restes d'un repas dans le salon dévasté. Entendent-ils le coup de feu qui fait sauter le cadenas du portail dans la cour ?

Sont-ils réveillés par les coups des soldats russes qui défoncent la porte d'entrée ?

Leur cousin, Rachid Salbanov, retrouvera en tout cas les deux frères Gaissonov, quelques maisons plus loin, sous un hangar, les mains ligotées dans le dos, une corde attachée autour du cou. Morts. « Ils leur ont tiré des balles dans les oreilles, les orbites et les parties génitales », raconte-t-il, lundi 19 août, assis devant des flaques de sang recouvertes de sable. Le mur blanc du garage est criblé de balles. Il y a un morceau de chair au plafond. Au moment de l'exécution, d'autres soldats russes pillaient peut-être la belle maison : les chambres sont dévastées, les placards éventrés, les vitres brisées. Même le parquet a été arraché. Par terre, traîne une photo Polaroid : Arbi, Ramzan, leurs femmes et leurs enfants sur un divan aujourd'hui éventré.

« CA TRAÎNE PARTOUT »

Les deux frères reposent côte à côte dans un champ voisin sous un monticule de terre, fiché d'une planche en bois, à côté de trente autres victimes. Deux tombes mesurent moins d'un mètre : des enfants. A quelques centaines de mètres de là, du poste de commandement russe retentit le bruit sourd et régulier d'un pilonnage d'artillerie. Au petit jour, ce samedi de « paix », une cinquantaine de blindés russes ont pris position sur la colline, une dizaine d'autres blindés sont descendus dans les rues pour mitrailler les maisons avant que les soldats ne passent à la razza : téléviseurs volés, civils assassinés,

enlevés. « Ils étaient entre trois cents et cinq cents », estiment les habitants du quartier. « Ils ont reçu un ordre de leur commandant. Un de ceux qui ne veulent pas arrêter cette guerre car ils gagnent de l'argent, des médailles et du pouvoir », estime Islam Daoudov.

Ce samedi, Clavdia et Yvan Pavlov, deux Russes, retraités, vivant à Grozny, 29 rue Moslova, étaient sortis dans le jardin pour profiter de la trêve lorsque l'obus est tombé. Sont-ils morts sur le coup ou dans l'incendie qui a ravagé leur petit pavillon ? Personne ne sait. Leurs voisins tchétchènes les ont enterrés côte à côte, près de leur demeure en cendres. Madima, une jeune Ingouchie, voulait, elle, sûrement quitter l'enfer de Grozny. Elle avait peint sur le mur de sa maison : « A vendre ». Elle était sortie, peut-être pour aller chercher de l'eau pour son enfant de trois ans. Elle était au milieu de la chaussée, là où il y a une grande tache de sang, quand les soldats russes l'ont tuée. Une trace rouge menait jusqu'au portail de sa maison.

Deux bâtisses plus loin, Antonina Loukouchava, une veuve russe de soixante-neuf ans en tremble encore : « Ça traîne partout. Les soldats russes, ils étaient quatre, sont entrés chez moi en me braquant avec leur fusil automatique. J'avais peur qu'ils tuent mon chien », raconte-t-elle. « Ils ont pris mes deux fils », dit son voisin tchétchène Adam Adoulaev, soixante-cinq ans, en échange de Moussa, trente et un ans, et de Roustan, trente-cinq. Les Russes bloqués dans leur unité par les combattants tchétchènes « ont réclamé de

l'argent, de la nourriture et qu'on leur ramène les corps des soldats tués », dit Adam. « C'était comme au bazar. Ils voulaient quatre corps contre quatre personnes qu'ils ont enlevées dans le quartier », explique une voisine, Aza Chakhmanov, qui s'est approchée du poste russe pour négocier.

Ludmila Loudeva, cinquante-quatre ans, est au bord de la crise de nerfs. Elle était tranquillement chez elle avec son mari et la grand-mère quand les balles des blindés russes dans la rue ont commencé à transpercer sa maison, la porte, les fenêtres, le rideau, le réfrigérateur, la jambe d'une poutre. Elle hurle : « Nous sommes russes et ce sont nos Russes qui nous ont tiré dessus alors que les combattants tchétchènes ne nous ont rien fait. Voici notre voisin », dit-elle en désignant Mogamed, un grand moustachu d'une quarantaine d'années, kalachnikov à l'épaule. Les tirs de l'artillerie russe s'intensifient. Ludmila tremble et court se mettre à l'abri.

Combien sont morts à Octobreskaïa, ce samedi, dans la sauvagerie équipée des soldats russes, en plein cessez-le-feu ? « Il faut aller demander dans chaque rue, dans chaque maison », dit un habitant du quartier. Mais, tout à coup, les combattants tchétchènes au coin de la rue font de grands signes. Les Russes tentent une nouvelle sortie. Il est 14 h 30, ce lundi 19 août. A Moscou, Boris Eltsine vient de demander de « restaurer l'ordre » à Grozny.

Jean-Baptiste Naudet

Ralph Nader, candidat vert à la Maison Blanche, peut menacer Bill Clinton en Californie

LE PARTI VERT a investi, lundi 19 août, l'avocat des consommateurs, Ralph Nader, soixante-deux ans, comme son candidat à la Maison Blanche à l'issue de sa convention, ouverte jeudi à Los Angeles.

M. Nader, qui a acquis une célébrité nationale en dénonçant l'insécurité des voitures américaines dans les années 60, n'a aucune chance d'accéder à la Maison Blanche, mais son résultat peut affecter la campagne en Californie, dont les 31,4 millions de résidents représentent 12 % de la population américaine. En mordant sur l'électorat démocrate, le candidat des Verts, crédité selon un sondage de 7 % d'intentions de votes, pourrait faire basculer l'Etat de Californie dans le camp républicain de Robert Dole, en dépit de l'avance de 20 points dont semble bénéficier le président démocrate Bill Clinton dans cet Etat.

« FORCE PROGRESSISTE »

M. Nader a affirmé à l'Université de Californie à Los Angeles, qu'il participait à la course présidentielle « car les Américains ont l'impression qu'ils ne comptent pas ». Il a renvoyé dos à dos le Parti démocrate et le Parti républicain, les présentant « essentiellement comme un seul parti [au service] des grandes sociétés, avec deux visages maquillés différem-

ment ». Le candidat des Verts a cependant affirmé que « le but de cette campagne n'est pas de battre Bill Clinton, mais de bâtir une force progressiste pour l'avenir ».

Le Parti vert, formé en 1984, a remporté quelques sièges locaux, en particulier en Alaska et dans l'Ouest du pays, mais n'a jamais pu imposer un candidat sur le plan national. Défenseur des consommateurs, pourfendeur du « big business », Ralph Nader, en trente ans de combats, a remporté quelques succès mémorables : depuis les ceintures de sécurité et coussins gonflables dans les voitures jusqu'à la loi sur la liberté de l'information qu'il a contribué à faire voter et qui est constamment invoquée par la presse américaine.

Fils d'immigrés libanais, Ralph Nader a commencé à manifester son non-conformisme dès l'université, à Princeton, en tentant, sans succès, d'empêcher que les arbres du campus soient traités au DDT. Après Princeton, et Harvard, il a ouvert un petit cabinet d'avocat dans le Connecticut. C'est le succès de son livre *Unsafe at Any Speed* (« Dangereux à n'importe quelle vitesse »), dénonçant General Motors, qui le lance dans la défense des consommateurs. Au fil des années, il a créé un vaste réseau d'organisations diverses de défense des consommateurs et de la nature. (AFP.)

L'annonce par Helmut Kohl d'une hausse de la TVA relance le débat fiscal en Allemagne

BONN

de notre correspondant
Les Allemands paient trop d'impôts. Cette conviction est partagée par tous les partis politiques du pays, qui souhaitent unanimement une baisse de la pression fiscale avant la fin de la décennie. Avec 43,7 % du produit national brut (PNB), le taux des prélèvements obligatoires qui inclut impôts et cotisations sociales, a atteint un niveau que tous les Allemands jugent dommageable à l'activité économique du pays. L'évasion fiscale est devenue un sport national, le travail au noir prend de l'ampleur, et l'extrême complication de la fiscalité allemande encourage la fraude.

En annonçant, le 9 août dernier, qu'une augmentation de la TVA à partir de 1999 était « inévitable » afin de réduire le poids des impôts directs, le chancelier Kohl a relancé le débat sur la réforme fiscale. Tant sur le calendrier que sur le contenu de la réforme, les partis politiques allemands multiplient déclarations contradictoires et projets ambitieux. Le chancelier Kohl a été critiqué jusque dans les rangs de son propre parti pour avoir annoncé si précocement une augmentation de la TVA. Les libéraux-démocrates du FDP, membres de la coalition au pouvoir, entendent appliquer une partie de la réforme dès 1998 et

passer pour « le parti de la baisse des impôts ». Un zèle qui provoque l'ire du ministre des finances Theo Waigel (du CSU, l'union chrétienne sociale), préoccupé par le déficit budgétaire.

Si le chancelier et son ministre des finances n'entendent pas agir avant 1999, en laissant donc passer les prochaines élections générales, leur projet est néanmoins d'aboutir, avant l'an 2000, à une répartition plus équilibrée des impôts directs et indirects dans le pays. Les premiers représentent aujourd'hui 52,8 % des ressources fiscales du pays. A l'inverse, le taux normal de TVA est en Allemagne l'un des plus bas d'Europe avec 15 %.

LE PRIX DE LA BAISSE DES IMPÔTS

Pénaliser la consommation au profit d'un assouplissement de l'impôt sur le revenu : cette philosophie se veut au service de la croissance à long terme. L'opposition sociale-démocrate dénonce un projet qui, selon elle, pénaliserait les plus bas revenus. Si les sociaux-démocrates entendent, eux aussi, privilégier une nouvelle répartition de la pression fiscale, c'est avant tout par le biais de la suppression de multiples avantages fiscaux dont profitent les plus hauts revenus : car le droit fiscal allemand, extrêmement compliqué, permet aux

ménages les plus aisés de déduire une partie de leurs revenus.

Du débat actuel, il ressort que l'ensemble des partis est d'accord pour réformer l'assiette de l'impôt sur le revenu. Conçu sur le modèle de la progressivité, ce dernier s'inscrit dans une fourchette qui va de 25,9 % pour les plus bas revenus à 53 % pour les plus hauts. Le taux maximal de l'impôt sur le revenu devrait être abaissé à 40 %, et le taux minimal pourrait descendre à 20 %.

Naturellement, la baisse des impôts aura un prix. D'ores et déjà, quantité de propositions sont émises : il s'agirait de soumettre à imposition les revenus, jusqu'ici non imposés, de l'assurance-vie, de l'assurance-chômage, ou les indemnités de licenciement... Chacune de ces idées, à peine formulées, provoque un tonnerre de protestations. A l'automne, de très vives discussions parlementaires auront lieu au Bundestag, la Chambre de représentation des Länder, autour de la loi de finances pour 1997, qui prévoit un certain nombre de réductions d'impôts dès l'an prochain, notamment la suppression de l'impôt sur la fortune et la baisse progressive de l'impôt de solidarité en faveur de l'ex-RDA.

Lucas Delattre

Patrice de Beer

La police sud-coréenne a expulsé 2 000 étudiants de l'université Yonsei de Séoul

Les protestataires réclament la réunification de la péninsule

Deux mille étudiants de l'université Yonsei de Séoul qui s'étaient barricadés, depuis une semaine, dans deux locaux du campus, en ont été

très violemment expulsés par la police, mardi 20 août. Les protestataires, qui sont souvent partisans de l'idéologie nord-coréenne du « juche »

(autosuffisance), défendent la réunification de la péninsule comme moyen de fustiger le régime du Sud, qu'ils estiment sous dépendance américaine.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Appuyés par des hélicoptères qui déversaient des gaz lacrymogènes, cinq mille policiers ont donné l'assaut, mardi 20 août, aux bâtiments de l'université Yonsei, à l'ouest de Séoul, où plus de deux mille étudiants - bien plus qu'on ne pensait - s'étaient barricadés depuis sept jours. La majorité a été arrêtée, mais bon nombre ont profité de la confusion et de la fumée des gaz et de barricades enflammées pour s'enfuir. Pourchassés, ils se sont durement heurtés aux policiers : une quinzaine gisaient inconscients dans les rues adjacentes au campus. Une trentaine ont été évacués sur des civières. Le pire a cependant été évité dans le plus violent affrontement entre étudiants et policiers depuis l'arrivée au pouvoir du président Kim Young-sam en 1993, puisque la police avait annoncé être prête à utiliser des armes à feu.

Gravats, amoncellement de chaises et de tables brisées, arbres

décapités, bâtiments aux vitres brisées et aux murs noircis, restes de barricades calcinées : le campus de Yonsei ressemblait, mardi, à un champ de bataille. Les étudiants occupaient, depuis le 12 août, deux bâtiments de la faculté des sciences, résistant aux assauts à coups de pierres et de cocktails Molotov, et menaçant de faire exploser des citernes de gaz des laboratoires. Depuis le 17, la résistance avait pourtant fléchi : la police avait coupé tout ravitaillement, les assiégés n'avaient plus rien à manger et l'eau était rationnée.

L'IDÉOLOGIE DU « JUCHE »

Rituelles lors de la fête de l'indépendance, le 15 août - anniversaire de la reddition du Japon, qui a colonisé la péninsule de 1910 à 1945 - les manifestations ont pris, cette année, un tour violent. Les étudiants, qui demandent la réunification du pays et le retrait des troupes américaines, voulaient se rendre à Pannunjom dans la zone démilitarisée qui sépare les deux Corées pour y rencontrer leurs ho-

mologues du Nord, mais cette marche avait été interdite.

Avec la démocratisation entamée et l'arrivée au pouvoir du premier chef d'Etat civil en 1993, la réunification est devenue le cheval de bataille des contestataires. La radicalisation de la Fédération des étudiants (Hanchongryong) a provoqué un raidissement des autorités qui estiment que certains de ses dirigeants seraient manipulés par Pyongyang. Depuis la mort du « Grand Leader » Kim Il-sung, le 8 juillet 1994, les étudiants du Sud ont adopté une position favorable à Pyongyang. Leurs slogans, qui ne tiennent guère compte de la nature du régime nordiste, peuvent paraître dépassés alors que, partout ailleurs, les illusions sur le « socialisme réalisé » ont fait long feu.

Leur attitude s'explique par le nationalisme farouche propre à un pays qui, au cours de l'histoire, fut victime de la domination de ses grands voisins chinois ou japonais : plutôt que par le marxisme-léninisme, beaucoup des protestataires, manipulés ou non, sont attri-

rés par l'idéologie du juche de Kim Il-sung : mélange de patriotisme exacerbé et de communisme, le juche a une forte charge émotionnelle, puisqu'il veut exprimer une légitimité et une indépendance nationale que, à leurs yeux, n'aurait pas un Sud sous domination américaine.

Les étudiants coréens se considèrent traditionnellement comme dépositaires de la conscience nationale. Au début du siècle, ils luttèrent contre l'occupant japonais ; puis ils mirent à bas la dictature de Syngman Rhee en 1960 ; et, au printemps de 1987, ils contribuèrent à la chute du régime de Chun Doo-hwan.

Aujourd'hui, ils se croient investis de la mission de réunifier la péninsule que, pour le moment, tant les grandes puissances soucieuses de maintenir les équilibres géopolitiques que les dirigeants de Séoul, refroidis par l'exemple allemand, ont placé au second plan de leurs priorités.

Philippe Pons

La peur du colibacille O-157 modifie les habitudes alimentaires des Japonais

TOKYO

de notre correspondant

L'intoxication alimentaire par le colibacille O-157, qui a provoqué, samedi 17 août, un dixième décès - une fillette de douze ans de la ville la plus touchée, Sakai, dans la région d'Osaka -, continue de susciter l'anxiété au Japon, bien que des mesures drastiques d'hygiène soient prises, notamment pour la préparation des repas dans les écoles, qui commencent à reprendre les cours après les vacances d'été. Si une « voie » probable d'intoxication a été identifiée dans le cas de Sakai - des pousses de radis : *kaiware daikon* -, elle est cependant loin d'être établie de manière certaine, et d'en exclure d'autres.

Les mesures, tardives, prises par le gouvernement pour lutter contre une intoxication affectant 9 500 personnes n'ont empêché que jusqu'à un certain point sa diffusion : six nouveaux cas viennent de se déclarer parmi les malades d'un hôpital en Hokkaido, île septentrionale de l'archipel.

Le gouvernement pourrait décider d'indemniser les victimes, reconnaissant implicitement la responsabilité de l'administration, qui

a tardé à prendre les mesures nécessaires.

L'inquiétude que suscite dans la population une intoxication dont, trois mois après son apparition, l'origine reste mystérieuse, se traduit par une nervosité de l'opinion qui n'est pas sans effet sur les comportements. La presse relève ainsi des cas de discrimination à l'égard de malades, notamment à Sakai où 6 500 personnes sont intoxiquées, surtout des enfants. Si ceux-ci ne sont pas les derniers à mettre en quarantaine leurs camarades atteints, certains adultes ne font guère preuve de plus de compassion : le quotidien *Yomiuri* cite les cas d'une mère renvoyée par son employeur, d'un livreur de journaux dont l'enfant est à l'hôpital qui a subi le même sort, ou d'hôtels qui refusent des clients en provenance de Sakai. Isolés, ces cas de discrimination sont révélateurs d'une nervosité de la population et d'une information insuffisante sur les voies de contamination : beaucoup pensent qu'un contact suffit à transmettre le virus.

Cette nervosité a eu, depuis le début du mois, des répercussions sur les achats de denrées alimentaires. Outre la chute de la consom-

mation de *kaiware daikon*, on enregistre une notable diminution de celle du poisson cru et de la viande. Selon l'Association des entreprises de l'alimentation, la moitié des restaurants ont subi des baisses de 5 % à 10 % de leur chiffre d'affaires, notamment ceux qui servent du poisson cru, mais aussi les *steak houses* et *barbecues* coréens, où le plat principal est la viande grillée.

IMPLICATIONS POLITIQUES

En quelques jours, le prix de gros du kilo de thon est tombé de 2 575 yens (120 francs) à 2 000 yens. Les plus affectés sont les fabricants de « casse-croûte » traditionnels (*bento*), dont la consommation a chuté de 40 %. Repas à emporter présentés, souvent joliment, dans une boîte en plastique ou en bois, le *bento* est très populaire : c'est souvent le déjeuner du salarié. Mais, ces jours-ci, la préférence des voyageurs des trains pour les paquets de *chips* est symptomatique d'une allergie soudaine des consommateurs, échaudés par le précédent d'écoliers intoxiqués par les repas de cantines préparés industriellement.

Le ministère de la santé vient d'annoncer un renforcement des

mesures d'hygiène dans les 333 abattoirs de l'archipel. C'est la première fois en soixante-dix ans que seront révisées les dispositions de la loi de 1906 relative au traitement de la viande. Plusieurs cas d'intoxication à travers le pays semblent indiquer que l'une des « routes » de contamination pourrait être la viande consommée crue.

Si l'origine bovine de l'intoxication se confirme, elle pourrait avoir des implications politiques. Le traitement et le commerce de la viande est en effet, traditionnellement, une activité des descendants des patris d'autrefois, dénommés communément aujourd'hui *burakumin*.

Ils sont environ trois millions. Fondée au Moyen Âge sur des interdits religieux, puis systématisée à l'époque des Tokugawa (XVII^e siècle-milieu du XIX^e siècle), la discrimination fut abolie avec la modernisation de Meiji, mais elle continue de manière rampante, bien que la Ligue de défense des *burakumin*, l'un des trois mouvements qui luttent contre la discrimination, constitue un puissant et virulent groupe de pression.

Ph. P.

Dans la ville jordanienne de Karak, le calme de l'état de siège

de notre envoyé spécial

Matée par l'armée et les forces de sécurité, Karak se tait, mais pour combien de temps ? Le silence des rues n'était troublé, lundi 19 août, que par les bulldozers qui déblayaient les débris de la coopérative incendiée, vendredi, par les manifestants, et les rondes des jeeps de la police ou des camions militaires. Devant leurs magasins fermés, quelques habitants discutaient à voix basse. A tous les carrefours, des tanks étaient postés, la mitrailleuse, balles non enclenchées dans le canon, tenant les rues en enfilade. Des soldats casqués et armés avaient pris position dans les rues quasi désertes. Devant le siège du gouvernorat, trois blindés de la police stationnaient. Le couvre-feu a été levé, lundi, à deux reprises pendant deux heures, pour permettre à la population de se ravitailler.

Trois jours après la fin des émeutes, Karak est en état de siège. Retraqué dans le bureau de la municipalité, le maire, Ahmad Mahadine, un islamiste, affirme : « Tout cela relève de la provocation. » « La police, notamment, se comporte de manière irresponsable, dit-il. Des policiers, sont entrés ici de force, dimanche, pour soi-disant arrêter certains fonctionnaires. Après avoir vérifié les identités et constaté que personne n'était sur leur liste, ils sont partis. Mais c'est insultant pour nous et cela irrite terriblement les gens. » Depuis vendredi, l'eau a été coupée « en représailles », assurent les autochtones, « à cause des dégâts provoqués par les émeutiers », selon l'explication officielle. L'électricité est rétablie par intermittence. Le téléphone, coupé depuis dimanche, a toutefois été rétabli, lundi, en milieu de journée.

Refutant toute implication de parties étrangères dans les émeutes, le maire adjoint, Maayouf Habachné, accuse carrément « les services de renseignements d'être impli-

qués dans les incendies de certains magasins. C'est la police, ajoute-t-il, qui a ouvert la coopération, poussant ainsi au vandalisme ». Les manifestations, prévoit-il, « vont redoubler de violence au départ de l'armée ».

Les élus municipaux réclament avant tout « la libération des prisonniers - 350 personnes, selon le maire, 104 officiellement - la démission du gouverneur, l'annulation de l'augmentation des prix et des excises du premier ministre à l'un des députés de la ville, Nazir El Ammarin ». Lors d'un entretien téléphonique avec ce dernier, le chef du gouvernement, Abdel Karim Kabariti, a tenu des propos insultants, mais depuis lors, assure-t-on de source proche du premier ministre, les deux hommes se seraient mis d'accord.

LE SUD OUBLIÉ

En outre, le maire déplore le fait qu'une réunion qu'il avait convoquée lundi avec tous les responsables politiques, syndicaux et les notables de la ville ait été interdite par le gouverneur, Badreddine Al Wadiane. « Nous voulions tenter de trouver une solution à la crise et calmer la situation, explique M. Mahadine, mais le gouverneur nous a fait savoir qu'une telle réunion, qui pouvait donner lieu à un rassemblement, était impossible hors du siège du gouvernorat. » Assis devant son restaurant, Ali Qarayil, la cinquantaine, dit sa rancœur. « Le Sud a toujours été oublié, lance-t-il. Rien n'est fait pour nous, alors que c'est dans le Sud que se trouvent les richesses, les phosphates, la potasse et le port d'Aqaba. » Père de dix enfants, Ali affirme que son dernier achat de 47 pains n'a pas permis d'assouvir la faim des siens et jure de n'avoir rien perçu de l'argent promis par le gouvernement pour compenser la hausse du pain. « C'est comme si Karak n'existait pas,

s'exclame un passant. Le roi, le prince héritier, le premier ministre (...), nul ne vient jamais nous voir. »

Au gouvernorat, la consigne est au silence. A mots couverts, un fonctionnaire confie toutefois : « La plupart des personnes arrêtées sont des militants de gauche, du Baas irakien notamment », comme pour confirmer les accusations officielles portées contre ce parti, qui a nié toute implication dans les émeutes. Plus de quarante cadres de ce parti, du Hached - proche de Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de Nayef Hawathmé - et du Parti communiste ont été arrêtés, d'après ces formations. « Seuls quelques individus recherchés à Karak manquent encore à l'appel, indique un fonctionnaire. La situation devrait s'arranger dans les prochaines quarante-huit heures. »

Le ton n'est pas aussi optimiste à Amman. De source bien informée, on affirme que les autorités sont quelque peu inquiètes des rassemblements auxquels donne lieu, dans les mosquées, la prière du vendredi, et ne sont pas pressées de desserrer l'étau autour de Karak. Ce serait la raison pour laquelle l'armée contrôle les accès de toutes les villes. Le ministre de l'intérieur a de plus interdit une manifestation que le Front d'action islamique comptait organiser, vendredi, sous le slogan : « Un million d'affamés marchent. »

M. Kabariti, auquel le roi a renouvelé sa confiance, a affirmé qu'il ne démissionnerait pas, ni ne reviendrait sur les mesures économiques déjà prises. Il a préconisé une compression des dépenses publiques en 1997, pour combler le déficit budgétaire. C'est déjà dans ce but et pour obéir aux recommandations du FMI que le gouvernement, le 12 août, a plus que doublé le prix du pain.

Françoise Chipaux

Attaque contre le palais présidentiel en Haïti

PORT-AU-PRINCE. Des commandos équipés d'armes de guerre ont ouvert le feu, lundi 19 août à l'aube, sur le palais présidentiel, sur le siège du parlement et sur le commissariat central de Port-au-Prince, avant de prendre la fuite sans être inquiétés. Ces actions spectaculaires, menées malgré la présence de plus d'un millier de « casques bleus », ont fait un mort et deux blessés. Elles n'ont pas été revendiquées, mais elles seraient le fait d'anciens militaires démobilisés après la dissolution de l'armée haïtienne par l'ex-président Jean-Bertrand Aristide. Samedi, la police avait arrêté une vingtaine d'entre eux réunis au siège d'un parti d'opposition dirigé par l'ancien ministre duvillieriste Hubert de Roueray. A plusieurs reprises, au cours des dernières semaines, le président René Préval a dénoncé les menées subversives d'anciens militaires. - (Corresp.)

Le président philippin et le chef de la dissidence musulmane se donnent l'accolade

MANILLE. Le président Fidel Ramos et le dirigeant rebelle musulman Nur Misuari se sont rencontrés, pour la première fois depuis dix ans, lundi 19 août, à Malabang, dans l'île de Mindanao, au sud des Philippines, où ils se sont donnés l'accolade. Ils ont approuvé le traité de paix qui devrait être signé au début du mois de septembre, à Manille. Cet accord devrait mettre fin à la guérilla indépendantiste musulmane, qui dure depuis un quart de siècle et a fait 120 000 morts. Le traité prévoit la création d'un Conseil pour la paix et le développement du Sud des Philippines (CPDSP) présidé par Nur Misuari et qui administrera 14 provinces du pays pendant trois ans, avant la tenue d'un référendum sur l'autonomie. De nombreux chrétiens (majoritaires dans la zone concernée) et des élus locaux sont descendus dans la rue pour protester contre la mise en place du CPDSP et demander à n'être pas soumis à son administration. - (AFP)

EUROPE

■ VATICAN : le pape « va bien », a fait savoir, lundi 19 août, le Vatican, tout en reconnaissant que Jean Paul II souffre périodiquement de « troubles digestifs », en raison d'un intestin « fragile ». Il a toutefois refusé de confirmer ou d'infirmer les informations de la presse italienne affirmant que le pape suivait un traitement aux antibiotiques. - (AFP)

AFRIQUE

■ ALGERIE : le ministre de l'intérieur a déclaré « dénuée de tout fondement », lundi 19 août, l'annonce par le quotidien soudanais *al-Hayat* du massacre de 63 civils algériens, samedi, entre M'Sila et Batna, par un commando islamiste (*Le Monde* du 20 août). Il a accusé le journal « de vouloir semer le trouble ». *Al-Hayat* avait cité des témoins rescapés de cette tuerie, mais celle-ci n'a pas été confirmée de sources locales. - (AFP)

■ TOGO : le premier ministre togolais, Edem Kodjo, a démissionné, lundi 19 août, mettant ainsi fin à plusieurs mois de tensions avec le président Gnassingbé Eyadéma. Membre de l'opposition, M. Kodjo, qui avait pris la tête du gouvernement après les élections de 1994, a tenu compte du nouveau rapport de forces au Parlement où, après des élections partielles, le président dispose maintenant d'une courte majorité. - (Reuters)

ECONOMIE

■ RUSSIE : le FMI pourrait bientôt verser à Moscou 330 millions de dollars. Cette somme représente, pour juillet 1996, la partie du prêt de 10,1 milliards de dollars consenti fin février et que le Fonds avait gelé, en raison principalement d'une très mauvaise collecte des impôts. Le chef de la mission du FMI à Moscou a déclaré que le Fonds avait « reçu des assurances (...) que fin juillet, les résultats économiques du pays étaient satisfaisants ». - (AFP)

Des sociétés allemandes soupçonnées d'avoir aidé la Libye à se doter d'armes chimiques

COLOGNE. Des entreprises allemandes sont à nouveau soupçonnées d'avoir aidé la Libye à se doter de capacités industrielles en matière de gaz de combat. La justice allemande a annoncé, lundi 19 août à Cologne, que deux entreprises de Mönchengladbach faisaient l'objet d'une enquête après avoir fourni à la Libye des programmes spécialement conçus pour permettre la gestion informatique d'une usine de gaz de combat. Deux personnes ont été placées en détention préventive. Une troisième est activement recherchée. Le matériel, acheté chez Siemens et non soumis à embargo par la loi, aurait été adapté dans les ateliers des deux entreprises avant d'être exporté via la Belgique. Au cours des années 80, la firme Imhausen avait fourni à la Libye les plans d'une première usine, à Rabta, qui a été détruite en 1990. - (Corresp.)

Institut supérieur de technologie et management
Paris La Défense

La grande école de l'innovation.
Une double compétence intégrée. Diplôme Bac+4/+5.
Entrée en 1^{re} année à Bac+1 scientifique ou technique.
Entrée en 2^e année à Bac+2 scientifique ou technique.

CONCOURS EN SEPTEMBRE

Clôture des inscriptions :
• pour l'entrée en 1^{re} année, le 16 septembre 1996.
• pour l'entrée en 2^e année, le 5 septembre 1996.

Tél : (1) 41 16 73 55

Institut Supérieur de Technologie et Management
Pôle Universitaire Léonard de Vinci - 92916 Paris La Défense Cedex
Etablissement agréé d'enseignement supérieur
RECONNU PAR L'ETAT

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

IMMIGRES
mations politiques
d'extrême gauche
commun au pres
blique pour que

Les partis de gauche
de l'Assemblée

LONGUE
son...
bro...
mand...
les par...
cause...
bout...
commu...
niste...
rique...
son...
nom...
vanc...
lanc...
raciste...
europé...
de l'Asie...
Le...
par l'Asie...
domin...
domin...
sion...
sion...
parole...
gre...
Rallie...
ber...
puis...
porte...
vino...
tigue...
d'exc...
tes qu...
camp...
Leon...
lot...
Minou...
Marin...
Après...
du min...
Debré...
l'affaire...

Les pratiques

SI DES NE...
vaient...
nement...
faut...
critères...
par le...
30 avr...
posent...
de dis...
soulai...
résema...
ces em...
per l'Asie...
Selon...
gularis...
d'enfant...
conclu...
ouverts...
en situ...
étrangers...
les étran...
rompra...
lourd...
années...
1993...
les étran...
proche...
les étran...
rail a...
de dis...
dants...
taires...
étrangers...
tion dans...
Le 2 mai...
la pref...
entre...
piers...
sents...
tien et...
général...
Jacques...

Gilles de Robien

LE SILENCE...
rite dans...
réfuges...
interrompu...
Gilles de Robien...
sident du...
blee nationale...
tution d'urgence...
parlementaire...
de la majorité...
« pour aider...
tion humanitaire...
ment accept...
d'apporter...
Debré, qui...
il rend...
sion », le...
dans une...
du minist...
Il estime...
Africains...

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 21 AOÛT 1996

IMMIGRÉS L'ensemble des formations politiques de gauche et d'extrême gauche lancent un appel commun au président de la République pour que le gouvernement

ouvre des négociations avec les sans-papiers. La plupart des syndicats et le collègue des médiateurs font, de leur côté, une démarche comparable. ● LA DROITE com-

mence à diverger. Alors que le RPR soutient la politique du ministre de l'Intérieur, M. de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, demande une solution « hu-

manement juste » et propose la médiation d'une mission parlementaire pluraliste. ● DES ARRÊTÉS de reconduite à la frontière ont déjà été envoyés. M. Stefanini, conseiller au-

près du premier ministre, a annoncé la mise en œuvre de cette « deuxième phase » de l'action gouvernementale. (Lire aussi notre éditorial page 10.)

Les partis de gauche retrouvent leur unité pour défendre les sans-papiers

La CGT, la CFDT, la FEN et la FSU, comme le collège des médiateurs, en appellent au chef de l'Etat. Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale souhaite un examen pragmatique du sort des Africains, alors que le RPR soutient la fermeté du gouvernement

LONGTEMPS, les politiques se sont tenus à l'écart des « Saint-Bernard », devenus « Saint-Bernard ». Jusqu'au week-end dernier, les partis de gauche n'ont soutenu la cause des « sans-papiers » que du bout des lèvres. Hormis des élus communistes et la jeunesse communiste du 18^e, les seules forces politiques présentes depuis le début sont la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), les Verts, et la mouvance libertaire, ainsi que des militants du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), de Droits devant, de Ras l'Front, et de SUD-PTT.

Les militants socialistes ont brillé par leur absence dans l'église, tout comme le maire (PS) du 18^e arrondissement, Daniel Vaillant. Dans ce silence, Dominique Voynet, porte-parole des Verts, qui a jérémié avec les grévistes de la faim, le 11 juillet, Jack Ralite, le maire communiste d'Aubervilliers, qui dort dans l'église depuis quelques nuits, et surtout le porte-parole de la LCR, Alain Krivine, qui fut le premier soutien politique des familles, faisaient figure d'exception autour des personnalités qui, en quasi-permanence, ont campé dans l'église : le professeur Léon Schwartzberg, Jacques Gallo, Albert Jacquard, Arlene Mouché, Emmanuelle Béart, Marina Vlady.

Après les déclarations de fermeté du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, vendredi 16 août sur TF 1, l'affaire prend un tour plus poli-

tique. Le même jour, les médiateurs écrivent à Jacques Chirac. Les personnalités « médiatrices » se succèdent le week-end. L'appel à la négociation lancé, dimanche 18 août, par le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, sur France 2, donne au conflit un tour plus politique. Lundi 19 août au matin, Lionel Jospin et Robert Hue, de retour de vacances, rappellent Léon Schwartzberg, qui les harcelait - sans succès - depuis des jours.

Après la visite de Pierre Zarka, directeur de l'Humanité et membre du bureau national, Robert Hue se

rend, lundi 19 août, à 14 heures, à Saint-Bernard. Deux heures plus tard, le secrétaire national du PCF s'entretient avec le numéro un du PS.

MANIFESTATION

Les forces de gauche considèrent, désormais, que le conflit est entré dans une phase politique, et que, à moins de bavures, la police ne peut plus intervenir. Robert Hue prend l'initiative d'un texte, à l'attention du président de la République, que les organisations de gauche peuvent signer avant le lendemain, 10 heures.

Pour permettre à tous - et notamment au PS - de se retrouver, ce texte unitaire, rédigé par Jean-Claude Gayssot, est court, plus humanitaire que politique. Entre le lundi et le mardi, un petit membre de phrase a d'ailleurs été ajouté, qui stipule que l'engagement est pris « au-delà des considérations de nature politique ».

Dans le même temps, les organisations syndicales se sont attelées à un autre texte, plus concret et militant. Au quarante-septième jour de la grève de la faim des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, c'est la situation d'urgence et d'impasse actuelle

qui dicte à quatre organisations syndicales - CGT, CFDT, FEN, FSU - d'inviter ensemble le gouvernement à négocier. Réunies au siège de la CGT, lundi 19 août, à 18 heures, les quatre organisations ont achevé la rédaction du communiqué final à 20 heures, mettent l'accent sur l'ouverture de « négociations directes » et demandent le « gel des expulsions ». Déjà, ces quatre organisations, ainsi que la Ligue des droits de l'homme avaient demandé à être reçues par Alain Juppé. Louis Vianney avait écrit personnellement à Jacques Chirac, le 11 août, tandis que

Nicole Notat s'était adressée à Alain Juppé.

Par cet appel commun, les quatre organisations ont voulu se tenir à distance des pétitions politiques. Confronté à sa démarche habituelle, FO n'a pas souhaité s'associer à l'initiative. De même, la CFTC était absente au siège de la CGT. En revanche, la mise à l'écart de SUD et du Groupe des dix était une condition sine qua non pour obtenir la signature des quatre, notamment de la CFDT et de la CGT.

Mardi matin à 10 heures, l'ensemble des forces politiques de gauche - PS, Radical, Mouvement des citoyens, Alternative rouge et verte (AREV), Convergences écologie solidarité (CES) - avaient répondu à l'appel du PCF. Fait remarquable, Lutte ouvrière s'est associée pleinement à la démarche du PCF. Dernier signataire, la LCR se satisfaisait finalement du texte. La Ligue des droits de l'homme, la Ligue de l'enseignement, SOS-Racisme, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), la CGT, l'UNEP, la Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés (Pasti), s'y étaient également associés. Toutes ces organisations, politiques et syndicales, se retrouveront côte à côte, mercredi 21 août, à 18 heures, pour la manifestation qui se fera de la place de la République à l'église Saint-Bernard.

Alain Beau-Méry et Arlene Chemin

« Nous nous adressons solennellement au président de la République »

Le PS, le PCF, Radical, le MDC, les Verts, la LCR et LO ont rendu public, mardi 20 août, la déclaration commune suivante : « Les hommes, les femmes et les enfants « sans-papiers », réfugiés à l'église Saint-Bernard et en lutte depuis plusieurs mois, sont dans une situation très grave. Au-delà des considérations de nature politique, il y a le risque que se produise un drame humain insensible. L'image de la France pourrait en être durablement ternie. Nous nous adressons solennellement au président de la République pour lui demander d'intervenir auprès du gouvernement afin que celui-ci reprenne immédiatement les négociations. »

VERBATIM

France pourrait en être durablement ternie. Nous nous adressons solennellement au président de la République pour lui demander d'intervenir auprès du gouvernement afin que celui-ci reprenne immédiatement les négociations. »

La CGT, la CFDT, la FEN et la FSU ont publié, lundi, un communiqué commun : « Nos organisations syndicales expriment leur engagement et leur soutien envers les « sans-papiers ». Elles demandent au président de la République et au gouvernement d'ouvrir des négociations directes avec eux. (...) Il s'agit d'hommes et de femmes qui, pour la plupart d'entre eux, ont eu un permis de séjour et ont un emploi et un logement. Ils se retrouvent dans une situation de « sans-papiers » par l'application des lois Pasqua. Ce ne sont pas des coupables mais des victimes. (...) »

De son côté, le collège des médiateurs a rendu public, mardi, une lettre envoyée, vendredi 16 août, au chef de l'Etat, dont voici des extraits : « L'urgence humaine nous demande d'être sensibles à la tragédie qu'endurent ces personnes, vivant depuis longtemps en France, qui ont voulu y prendre racine, qui y ont souvent

fait souche, qui n'ont pas d'autre arme dans leur malheur que d'exhiber celui-ci ou d'exposer leur vie dans une grève de la faim. L'exigence morale nous demande de traiter ces personnes non pas selon la stricte application d'une législation dont les lacunes et contradictions permettent des mesures arbitraires et cruelles, mais avec la compréhension que mérite leur détermination de s'intégrer dans notre société. (...) Ayant pu prendre conscience physiquement des dimensions douloureuses de leur problème, nous vous demandons instamment de manifester une compréhension à laquelle seront sensibles les opinions tant française qu'internationale et de prendre les mesures d'apaisement et de noblesse qu'aurait prises le général de Gaulle en songeant aux sacrifices que la France a demandés aux ancêtres de ces Africains quand elle les a mobilisés dans les deux guerres mondiales. (...) »

Les pratiques préfectorales et les critères des médiateurs

SI DES NÉGOCIATIONS devaient se réouvrir entre le gouvernement et les sans-papiers, elles se feraient sans doute sur la base des critères de régularisation formulés par le collège des médiateurs. Le 30 avril en effet, les médiateurs déposent à l'Hôtel Matignon une liste de dix critères en vertu desquels ils souhaitent que les pouvoirs publics réexaminent la situation des trois cents étrangers à l'époque regroupés rue Pajol.

Selon les médiateurs, seraient régularisables : les parents étrangers d'enfants français ; les conjoints ou concubins notoire de Français ; les conjoints et enfants d'un étranger en situation régulière, au vu des « itinéraires » des personnes. A contrario, le directeur de la police générale oppose une fin de non-recevoir aux dossiers des parents d'enfants étrangers nés en France, au motif que cela « revient à nier la loi sur la nationalité », avant d'ouvrir une brèche « si le parcours des parents est net ». De même, à propos des déboutés du droit d'asile entrés en France avant le 1^{er} janvier 1993, les étrangers ayant un proche parent résidant en France ; les étrangers dont le retour exposerait à des risques sérieux ; les étudiants en cours d'études universitaires reconnues ; enfin, les étrangers ayant une bonne insertion dans la société française.

Le 3 mai, une rencontre a lieu à la préfecture de police de Paris entre les délégués des sans-papiers, des médiateurs, des représentants des associations de soutien et le directeur de la police générale, Jacques-André Lesnard.

Un compte rendu en a été fait par un représentant d'association. Tout en énonçant la ligne de conduite du gouvernement par rapport aux dossiers des sans-papiers, M. Lesnard « commente » les critères de régularisation proposés par les médiateurs.

PAS DE MANSUÉTUDE

Selon lui, « on peut réexaminer » les dossiers des parents d'enfants français et des conjoints étrangers de Français, ainsi que ceux des conjoints et enfants d'un étranger en situation régulière, au vu des « itinéraires » des personnes. A contrario, le directeur de la police générale oppose une fin de non-recevoir aux dossiers des parents d'enfants étrangers nés en France, au motif que cela « revient à nier la loi sur la nationalité », avant d'ouvrir une brèche « si le parcours des parents est net ». De même, à propos des déboutés du droit d'asile entrés en France avant 1993, M. Lesnard affirme que les médiateurs n'ont pas « d'argumentation pour justifier ce critère ». La loi Pasqua le dit : le débouté du droit d'asile, c'est rien. Depuis 1991, ça n'a aucune justification.

Devant la multiplication des mouvements de sans-papiers - des grèves de la faim ont eu lieu dans près de vingt villes de province ces derniers mois -, les préfetures ont diversement agi. Le 5 juin, à

Nantes, le préfet de région, Charles-Noël Hardy, annonçait la régularisation de vingt-quatre parents étrangers d'enfants français et l'examen de sept autres dossiers, malgré les refus opposés dans un premier temps par la commission départementale de séjour. Le préfet reconnaissait alors : « Les services sont plus durs que moi ».

Les dossiers des Africains de l'église Saint-Bernard n'ont pas bénéficié d'autant de mansuétude. Le 26 juin, le ministre de l'Intérieur annonçait la régularisation de 48 sans-papiers, dont 20 Africains de Saint-Bernard. Selon le ministre, l'administration n'aurait retenu qu'un seul critère : les parents étrangers d'enfants français. Les sans-papiers contestent cette analyse. Selon eux, seuls sept adultes rentreraient dans la catégorie annoncée par le gouvernement. Au regard des dossiers régularisés, les sans-papiers concluent que le gouvernement a retenu six des dix critères des médiateurs : les parents d'enfants français, les parents d'enfants étrangers nés en France, les conjoints ou concubins notoire de Français, les conjoints ou enfants d'un étranger en situation régulière, les déboutés du droit d'asile entrés en France avant 1993 et les étrangers ayant un proche parent résidant en France.

Cécile Prieur

Jean Kahn, président de la Commission nationale des droits de l'homme « Certaines situations doivent être régularisées »

Jean Kahn préside, depuis le 18 mars, la Commission nationale consultative des droits de l'homme, instance placée auprès du premier ministre, où siègent des représentants de l'administration, des cultes, des syndicats, du monde associatif, des Assemblées et du monde judiciaire.

« Votre commission entend-elle intervenir dans l'affaire des sans-papiers de l'église Saint-Bernard ? »

« Cette question ne nous a pas laissés indifférents puisque lors d'une réunion plénière, le 4 juillet, j'ai souhaité que la commission s'exprime sur ce sujet. Une sous-commission s'est mise au travail. Un projet d'avis a été élaboré qui devrait, j'espère, être adopté lors d'une séance plénière, le 12 septembre. J'ai espoir que cet avis sera approuvé à une très large majorité, même si les quatre-vingt-deux membres de notre commission viennent d'horizons divers et ont, a priori, des idées différentes. »

« Nous avons pris acte avec satisfaction de la circulaire du ministre de l'Intérieur, en date du 9 juillet, incitant à régulariser les situations des parents étrangers d'enfants français. La priorité doit aujourd'hui être donnée à une politique d'intégration. Je vous rap-

pelle que, le 3 juin, notre commission avait, à l'unanimité, jugé « inopportunes et dangereuses » les propositions de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine. Dans cette affaire des Africains de Saint-Bernard, j'ai entretenu des contacts avec les médiateurs et avec les autorités. »

« Que propose le projet d'avis soumis à votre commission ? »

« Il m'est difficile de détailler aujourd'hui ce texte. Mais ce projet demande au gouvernement d'élaborer un certain nombre de circulaires précisant les conditions de régularisation d'autres catégories d'étrangers. Des instructions précises devraient d'abord être données pour garantir sur tout le territoire les mêmes conditions d'examen des dossiers d'étrangers. Selon les préfectures, ce n'est pas le cas aujourd'hui. »

« J'estime qu'après un examen au cas par cas certaines situations doivent être régularisées : celles des conjoints de Français, des conjoints d'étrangers en situation régulière, des parents étrangers d'enfants nés en France, des personnes aspirant à une vie familiale normale, des personnes bénéficiant d'une bonne insertion dans la société française, des personnes sous traitement médical, des ex-

trants. Nous pensons que les refus de régularisation devraient être motivés et qu'une commission de recours devrait être créée, sous l'autorité du médiateur de la République. »

« N'est-ce pas la remettre en cause l'ensemble du dispositif législatif élaboré en 1993 et 1994 ? »

« Non, pas nécessairement. Je crois que l'application des lois Pasqua peut et doit se faire en conformité avec les principes des droits de l'homme. Il y a indiscutablement un problème d'immigration clandestine, et c'est une nécessité nationale que de le traiter. »

« Plusieurs voix ont proposé votre intervention comme médiateur dans ce conflit. Y seriez-vous prêt ? »

« Pour qu'une médiation puisse intervenir, il faut que les deux parties l'acceptent. Si c'était le cas, nous examinerions la question. Chaque fois que des drames peuvent être évités, l'éthique commande d'intervenir. Je me suis toujours entremis, même si dans cette affaire, cela ne correspond pas exactement à la mission qui est la mienne comme président de cette commission. »

Propos recueillis par François Bonnet

Gilles de Robien (UDF) souhaite une solution « humainement juste et légalement acceptable »

LE SILENCE observé par la majorité dans l'affaire des sans-papiers réfugiés à l'église Saint-Bernard a été interrompu, lundi 19 août, par Gilles de Robien (UDF-PR). Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale a proposé la constitution d'une « mission parlementaire » comprenant des élus de la majorité et de l'opposition « pour aider à la recherche de solutions humanement justes et légalement acceptables ». S'il prend soin d'apporter son soutien à Jean-Louis Debré, qui a « raison d'être ferme car il rend service à la politique d'intégration », le maire d'Amiens s'inscrit dans une logique différente de celle du ministre de l'Intérieur.

Il estime que bon nombre des Africains de l'église Saint-Bernard

ont été placés dans des situations « complexes et différentes » par les modifications successives de la législation. Il demande donc qu'un traitement « pragmatique » et « au cas par cas » soit appliqué aux sans-papiers.

PORTE DE SORTIE

M. de Robien propose au gouvernement de charger des parlementaires de ce travail, qui pourraient faire des « suggestions » à l'exécutif, à qui il offre, « a priori », il ne participera pas à la mission proposée par M. de Robien. « C'est au gouvernement de prendre les décisions qui s'imposent pour appliquer la loi », a-t-il expliqué, ajoutant : « C'est au premier ministre et au ministre de l'Intérieur, et à eux seuls, qu'il appartient d'apprécier la marge de ma-

nœuvre encore disponible. » Secrétaire national du PPDF, le parti d'Hervé de Charette, Dominique Bussereau, vice-président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a jugé, mardi, « inutile et inopportune » l'initiative de M. de Robien.

M. Stefanini avait déclaré, la veille, sur LCI, que « l'immense majorité » des sans-papiers de l'église Saint-Bernard devraient être expulsés de France. « Nous approchons à l'évidence d'une deuxième phase : le ministre de l'Intérieur va sans doute être conduit à prendre à l'encontre d'une partie d'entre eux des arrêtés de reconduite à la frontière », avait ajouté le conseiller du premier ministre. En réalité, on indique de source gouvernementale : « Les ar-

rêts sont pris » et « Une partie d'entre eux a déjà été envoyée, ces derniers jours, au domicile des intéressés. »

Malgré sa détermination affichée, le gouvernement a esquissé quelques signes d'ouverture. Le ministre de l'Intérieur a fait savoir à l'Office des migrations internationales qu'il serait favorable à l'offre d'un pécule important aux familles en échange d'un retour dans leur pays d'origine.

Par ailleurs, alors même que M. Debré réitérait sa position de fermeté, vendredi 16 août, un adjoint de Jacques Toubon à la mairie du 13^e arrondissement était dépe-

ché par le ministre de la Justice à l'église Saint-Bernard. Depuis, le durcissement du mouvement aurait

accélééré les tractations. Ababacar Diop, porte-parole des sans-papiers, a affirmé lundi, sur LCI, ne pas avoir de « contacts réels avec le gouvernement ».

A mots couverts pourtant, les Africains reconnaissent qu'ils entretiennent des relations informelles avec le ministre de l'Intérieur et l'Elysée, par le biais d'un « ministre et de deux anciens ministres ». Les sans-papiers auraient déjà posé leurs conditions à l'ouverture d'un éventuel dialogue : un moratoire sur les expulsions et l'acceptation, comme base de travail, des dix critères de régularisation définis par le collège des médiateurs.

Olivier Biffaud et Cécile Chambrand

Attaque contre le palais présidentiel en Haïti

Les armées de guerre ont... Les actions spectaculaires... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »...

Le président philippin et le chef de la police musulmane... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »...

Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »...

Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »...

Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »...

Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »...

Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »...

Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »...

Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »... Les militaires de « casques bleus »...

Le conseil général de l'Isère est paralysé par l'obstination de M. Carignon

Le patronat est exaspéré par « l'impuissance » du département

Privé de fait de tous ses pouvoirs, mais toujours président en titre du conseil général de l'Isère, malgré son incarcération, Alain Carignon refuse

de démissionner tant que sa condamnation pour corruption n'est pas définitive. Après avoir longtemps patiemment, la droite départementale

commence à envisager une véritable succession. Mais elle demeure pour le moment handicapée par ses querelles internes.

GRENOBLE

de notre correspondant régional
« Pendant deux ans, l'Isère a vécu avec un président fragilisé par les affaires. Depuis la condamnation d'Alain Carignon à quatre ans de prison ferme par la cour d'appel de Lyon, nous n'avons plus de patron. Cette situation pénalise gravement notre département », déplore le député socialiste Didier Milgoud, président de la communauté de communes de l'agglomération grenobloise, qui fut lui-même directeur des services départementaux de l'Isère. Privé de fait de tous ses pouvoirs, mais toujours président en titre de l'Assemblée départementale malgré son incarcération, le 9 juillet, à la prison de Villefranche-sur-Saône (Rhône), Alain Carignon continue de peser négativement sur le département qu'il dirige depuis 1985.

Ce constat est partagé depuis plusieurs mois par les membres de l'opposition et par une large partie de la majorité départementale, forte de 39 sièges sur 58. La plupart des élus voudraient en finir, le plus rapidement possible, avec une situation, qui, selon eux, a déjà porté gravement atteinte à la réputation de ce département d'un million d'habitants. Louis Mermaz, président (PS) du conseil général jusqu'en 1985, puis Alain Carignon avaient su attirer dans l'Isère plusieurs grandes implantations industrielles. Au début de l'année 1996, M. Carignon se targuait encore d'avoir placé « l'Isère en tête » des départements où, disait-il, « l'économie est internationale et diversifiée », malgré un taux de chômage élevé (10,9 % de la popula-

tion active) quoique légèrement inférieur à celui de la région Rhône-Alpes (11,1 %). Pierre Grataloup (div. d.), premier vice-président de l'Assemblée départementale, rappelle qu'il dispose aujourd'hui des mêmes pouvoirs que ceux du président. « Le conseil général fonctionne, et même très bien. Nous exécutons normalement notre budget, qui s'élève à 4,175 milliards de francs. Les subventions sont attribuées aux communes et aux associations. Il n'y a aucun problème », assure-t-il.

NOMBREUSES PASSELLES

L'opposition et même certains membres de la majorité ont une tout autre analyse de la situation. Ils dépeignent l'Isère comme « un vaisseau dont les moteurs ont été coupés » lorsque Alain Carignon est entré en prison pour la première fois, le 12 octobre 1994. Le préfet de l'Isère, Jean-René Garnier, estime que l'Assemblée départementale « a fonctionné à minima », et que « les gros dossiers, qui auraient nécessité une forte concertation, ont eu du mal à avancer ».

Dans une lettre adressée le 19 juillet aux membres de l'Assemblée, la puissante Union patronale de l'Isère (UPI) ne dissimule pas sa colère : « Les chefs d'entreprise de notre département sont depuis plusieurs mois les spectateurs consternés et affligés du fonctionnement erratique du conseil général. (...) Tous sont aujourd'hui exaspérés par le spectacle qu'il donne et l'impuissance dans laquelle il se trouve confronté depuis de nombreux mois. (...) Il n'est pas agréable de voir les

de nos interlocuteurs français et étrangers la mention de nos racines iséroises ».

Réfugié dans son « bunker » de l'hôtel du département après son retour de prison, le 3 mai 1995, puis son départ de la mairie de Grenoble en juin, après l'élection du socialiste Michel Destot, Alain Carignon a entretenu des relations très conflictuelles avec les partenaires habituels de l'Assemblée, le

tout, M. Carignon s'est efforcé de neutraliser les parlementaires de son camp, également conseillers généraux, qui pouvaient devenir des concurrents potentiels. En les privant ainsi de pouvoirs, le président du conseil général a pénalisé son département tant au niveau du conseil régional Rhône-Alpes que des grands ministères. Ainsi certains gros dossiers comme la liaison autoroutière Grenoble-Sisteron, le

A Cannes, le maire est en prison, les fêtes continuent

Qu'ils apprécient ou non, les Cannesais savaient que leur maire était en sursis. L'ancien politicien de Michel Mouillot était déjà compromis par sa condamnation à dix-huit mois de prison avec sursis et cinq ans d'indisponibilité dans l'affaire Botton. La Cour de cassation doit rendre son arrêt avant la fin de l'année, mais, dès le printemps, le maire de Cannes affirmait qu'il avait pris ses dispositions pour sa succession. Son incarcération dans l'affaire des machines à sous du casino les rend caduques. La gestion de la ville se poursuit sous la responsabilité du premier adjoint RPR Maurice Delauney. Il a constitué autour de lui une direction collégiale avec l'ensemble des adjoints. Ce travail, concentré sur les dossiers techniques, permet d'attendre la décision de la Cour de cassation et de sauvegarder l'image de Cannes, surtout préoccupée par la fréquentation touristique et l'organisation de nombreuses manifestations culturelles et de fêtes dont les programmes n'ont pas été affectés. — (Corresp.)

notamment le conseil régional Rhône-Alpes - présidé par Charles Millon - et la ville de Grenoble, comme avec ses anciens amis politiques, principalement les conseillers généraux UDF et divers droite. L'absence physique d'Alain Carignon sur certains dossiers qui engageaient l'avenir de l'Isère coûte aujourd'hui très cher à ce département.

« Pendant les deux dernières années de son règne, explique M. Des-

projet de ligne TGV Lyon-Turin, ou encore la construction du canal Rhône-Rhône, dans lesquels est directement impliqué le département, ont été traités en l'absence d'Alain Carignon ou de représentants dûment mandatés.

Depuis son élection, en juin 1995, le maire de Grenoble s'est efforcé de résister aux attaques répétées de son prédécesseur. Lorsqu'il était aux commandes de la ville et du département, ce dernier avait mis en place de nombreuses passe-lles, notamment financières, entre les deux collectivités. Ainsi aucun grand projet de la cité n'échappait aux aides du conseil

C. F.

Claude Francillon

Tentative d'attentat contre le député UDF-PR de Corse-du-Sud José Rossi

La sous-préfecture de Sartène a aussi été visée

AJACCIO

de notre correspondant

La série d'attentats déclenchée depuis une semaine continue en Corse. Deux actions ont été ainsi enregistrées dans la nuit du lundi 19 au mardi 20 août en Corse-du-Sud, ce qui porte leur nombre à six, dont cinq dans ce département. Avant déjà été visés les palais de justice d'Ajaccio et de Bastia, le conseil général de Corse-du-Sud et l'hôtel de région à Ajaccio (Le Monde du 20 août).

Lundi 19 août à 23 h 30, la police était informée par un appel téléphonique anonyme qu'une charge avait été déposée devant la porte de l'appartement de fonction de José Rossi, président du conseil général, député (UDF-PR), adjoint au maire d'Ajaccio et ancien ministre, situé 6, avenue de Paris, dans l'immeuble Diamant 3 qui abrite aussi, côté rue du Général-Fiorella, les locaux de l'hôtel de police.

Les artificiers ont pu désamorcer la charge dans le quart d'heure suivant. Dans l'appartement se trouvait l'une des filles de José Rossi en compagnie de son mari. L'élus était, pour sa part, dans sa villa de Porticchio, sur la rive sud d'Ajaccio.

C'est la deuxième fois en l'espace de cinq jours que la présidence du conseil général de la Corse-du-Sud est visée. Le premier objectif avait été la villa Pietri, sur les hauteurs d'Ajaccio, où le coût des dégâts s'élèverait à 1 million de francs. Mais déjà, il y a six mois, la façade de l'hôtel du département avait été mitraillée, et l'attentat avait alors été revendiqué par le FLNC-canal historique.

En réaction à l'attentat de la nuit, dont la portée a visiblement voulu n'être que celle d'un

« avertissement », José Rossi a souhaité qu'une revendication soit exprimée par les auteurs de ces actes qui ne visent que des édifices publics, afin que l'on sache pourquoi ils sont commis. « Je me sens visé d'une manière privée, je n'en reviens pas ».

Cette situation n'est pas sans rappeler celle du printemps dernier : le FLNC-canal historique avait interrompu sa trêve, décrétée le 14 janvier, pour protester contre la répression en Balagne et n'avait revendiqué les attentats - lesquels ne visaient aussi que des édifices publics - que deux semaines plus tard, avant de confirmer que la trêve serait maintenue pendant la saison touristique. Toutefois, en l'absence de revendication, toute supputation serait aujourd'hui hasardeuse.

ATTENTE À LA DÉMOCRATIE

Le deuxième attentat de la nuit de lundi à mardi a visé la sous-préfecture de Sartène, à 2 heures du matin. Une charge évaluée à deux kilos a été glissée le long d'un mur de soutènement au bout d'une corde et a explosé avant de toucher le sol, causant des dégâts à l'immeuble et aux voitures stationnées dans la cour.

Lundi, Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR de Corse-du-Sud et président de l'Assemblée de Corse, avait réagi à l'attentat commis dans la nuit de samedi à dimanche contre l'hôtel de région, en qualifiant cet acte de « grave atteinte à la démocratie », et en ajoutant : « Le problème le plus grave posé à la Corse depuis vingt ans est la mise en cause des choix de la majorité des citoyens ».

Paul Silvani

Le gouvernement prépare ses ultimes arbitrages fiscaux

LA PRÉPARATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES pour 1997 entre dans sa phase finale. Jusqu'à présent, on tablait sur une baisse d'environ 20 milliards de francs de l'impôt sur le revenu (Le Monde du 8 août). La Tribune-Dejassés du 19 août croit savoir que l'allègement serait compris entre 15 et 18 milliards de francs, à comparer aux 120 milliards d'augmentation survenue en 1996.

Le gouvernement qui, dans sa réflexion, se sert du rapport réalisé au printemps par l'ancien directeur général des impôts, Dominique de La Martinière, serait en passe de retenir l'une de ses suggestions, mais en l'amendant : il s'agit de la proposition tendant à étendre à tous les contribuables l'abattement de 20 % dont bénéficient pour l'instant les seuls salariés. Le Syndicat national unifié des impôts (SNUI, autonome) a réagi en affirmant que la réforme fiscale « s'annonce incohérente, limitée et discriminatoire ».

DÉPÊCHES

BANQUE DE FRANCE: Philippe Briand, député RPR d'Indre-et-Loire, estime nécessaire une « réflexion » sur une éventuelle révision de la loi sur l'indépendance de la Banque de France. Interrogé lundi 19 août sur RTL, M. Briand a affirmé que Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, « multiplie les déclarations qui ne vont pas dans le sens de l'intérêt général du pays ».

AFFICHAGE: le maire de Montataire (Oise), Jean-Pierre Bosno (PCF), a pris, lundi 19 août, un arrêté interdisant sur le territoire de la commune l'affichage et la publicité sur la voie publique pour les serveurs télématiques érotiques ou pornographiques. Regrettant « le vide législatif actuel en la matière », M. Bosno, qui est soutenu par plusieurs autres communes dont celle de Creil (Oise), estime que ces publicités « devraient être réservées aux revues spécialisées ».

SOMPORT: Eric Pétérin, militant écologiste et chef de file des opposants au tunnel du Somport, a été condamné, lundi 19 août, par le tribunal de grande instance de Pau (Pyrénées-Atlantiques) à dix-huit mois de retrait de permis de conduire, à la suite d'un acte de malveillance commis près du tunnel (Le Monde du 20 août). Un jeune SDF, Peter Loiseleur, mis en examen pour dégradation volontaire dans cette affaire, a été condamné à trois mois de prison avec sursis.

Bruno Caussé

PROCHAIN ARTICLE
Nantes

Les prétendants à la succession

GRENOBLE

de notre correspondant régional
La position de Pierre Grataloup à la tête du département de l'Isère est très fragile. La majorité comme l'opposition pourraient profiter des prochaines élections à la commission permanente du conseil général, provoquées par la démission de six élus UDF il y a quatre mois, pour tenter de « renverser » l'actuel président par intérim de l'Assemblée départementale.

A cette occasion, les élus de droite et de gauche pourraient imposer le renouvellement complet de la commission permanente, composée à la proportionnelle des groupes politiques, et celui des postes de vice-présidents. La première vice-présidence, actuelle-

ment assurée par M. Grataloup, pourrait alors changer de titulaire. Plusieurs conseillers généraux de droite sont tentés par cette solution qui, affirmant-ils, exprimerait « une vraie rupture avec l'ère Carignon » et permettrait aux élus de l'actuelle majorité de préparer, dans de meilleures conditions, le scrutin cantonal de 1998.

Jusqu'à présent, en effet, la succession de M. Carignon comme « patron » de la droite locale a pû de querelles internes. La direction nationale du RPR s'est ainsi interdit de remettre en ordre sa fédération départementale, alors même que Richard Cazenave, député de l'Isère, est membre de la commission exécutive du mouvement néogaulliste. Au sein même du conseil général, quatre élus, au moins, ne

cachent pas leur ambition de prendre le relais de M. Carignon. Le plus ancien, à ce titre, est Jean Faure, maire (Force démocrate) d'Aurans et vice-président du Sénat, qui, dès 1985, avait mal accepté l'élection de M. Carignon alors que le RPR était minoritaire au sein de la droite. Deux députés, Michel Hannou, maire de Voreppe et président du groupe RPR au conseil général, et Bernard Saugay (PR), sont également sur les rangs. Enfin, depuis peu de temps, le sénateur (RPR) Charles Descours apparaît susceptible de réunir un consensus sur son nom. La majorité départementale est actuellement composée de 17 RPR et apparentés, 12 UDF et 6 élus divers droite.

C. F.

Claude Francillon

Les jeunes immigrés de l'association Agora, de Vaulx-en-Velin

Après Valenciennes, Saint-Etienne et Strasbourg, nous continuons notre série de « cartes postales », illustrées par Killoffer, sur l'état du lien social dans la France de 1996.

LYON

de notre correspondant régional
La chaleur rase les pelouses, les volets des façades ont été tirés, les échos du

VIVRE ENSEMBLE



quartier du Mas-du-Taurau, à Vaulx-en-Velin, se protège du soleil de midi. Pierre-Didier Tchetché Apéa, vingt-neuf ans, pousse la porte du local d'Agora, un appartement au rez-de-chaussée d'une petite barre. Sous le bras, il tient les premiers feuillets du mémoire qu'il doit rendre à l'automne. Il prépare une maîtrise de droits de l'homme à la faculté catholique de Lyon. Son thème : « La nouvelle dynamique associative des jeunes immigrés ». Deux exemples retiennent son attention : l'Union des jeunes musulmans, qui travaille sur la ZUP des Minguettes, à Vénissieux ; et Agora, cette association de Vaulx-en-Velin qu'il préside depuis 1991.

Agora est née en novembre 1991, par la volonté des animateurs du Comité Tho-

mas-Claudio. Samedi 6 octobre 1990, peu après 15 heures, une moto conduite par Laurent Assi-Bille, vingt ans, avec pour passager Thomas Claudio, vingt et un ans, « croise » une voiture de police. Selon les policiers, c'est le conducteur qui a perdu le contrôle de la moto. Selon les amis des deux jeunes, c'est la voiture de police qui a délibérément coupé la route. Thomas Claudio est mortellement blessé.

Vaulx-en-Velin, particulièrement le quartier du Mas-du-Taurau, connaît trois jours d'affrontements. Quand le calme sera revenu, la douleur de la famille et les questions resteront. Le comité regroupe une trentaine de personnes du quartier, des jeunes issus de l'immigration, dont certains ont, par exemple, connu la marche de l'égalité de 1984. Le comité réunit des fonds pour payer un avocat et suivre la procédure. Il a un porte-parole : M. Tchetché Apéa, en Côte d'Ivoire, Vaudais depuis l'âge de six ans.

En 1992, le policier qui conduisait le véhicule impliqué dans la mort de Thomas Claudio sera relaxé par le tribunal de grande instance de Lyon. Relaxe confirmée en appel, alors que la condam-

nation de M. Assi-Bille sera aggravée : quatre mois de prison ferme, 11 000 francs d'amende. Entre-temps, le « noyau dur » du comité aspire à participer à « la chose publique », à « la citoyenneté ». Ainsi se constitue Agora. « Nous ne voulons pas des discours, des termes théoriques, abstraits, mais agir sur le terrain », résume M. Tchetché Apéa, souvent invité sur les plateaux télévisés.

Agora décide de quatre chantiers : tisser des liens avec le milieu économique de Vaulx-en-Velin pour trouver des emplois ; instituer une permanence juridique dans les écoles du quartier ; organiser, chaque année, une fête culturelle. Dans les premiers mois, Agora fait l'objet de la bienveillance de l'État et de la municipalité, mais l'association peine à quelques plates-bandes, froisse des susceptibilités : « On s'est embrouillé avec beaucoup de gens, reconnaît M. Tchetché Apéa ; on n'a pas toujours mis les formes, mais il y a parfois tant d'incompétences ou d'erreurs dans la gestion des dossiers ! » Agora rencontre des difficultés : ainsi la constitution d'un fonds d'aide à caractère économique, pour favoriser les emplois des jeunes, tombe à l'eau, malgré le soutien de l'Union européenne et le partenariat avec d'autres associations ; si, une année, près de cent gamins suivent le soutien scolaire, Agora manque de locaux et de personnel d'encadrement ; la fête, qui a réuni quatre mille personnes, s'est éteinte pour ne devenir que l'ombre d'elle-même...

VACANCES

Le nombre de jeunes touchés par les vacances de prévention estimée par le ministère de l'Éducation nationale est de 100 000, en 1995, à 550 000 en 1996. Malgré cette augmentation, le

Six cent cinquante

Le premier

EN CATASTROPHE

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

Le premier

VACANCES Le nombre de jeunes touchés par les opérations de prévention estivale est passé de 100 000, en 1983, à 650 000, en 1995. Malgré cette augmentation considé-

nable, les autorités responsables de la mise en œuvre de ce programme s'attachent désormais à privilégier l'exigence éducative. ■ LES PROJETS soumis en vue d'une demande

de subvention sont ainsi soigneusement épluchés. Les choix sont parfois controversés. ■ DÉCOUVRIR d'autres banlieues et leurs problèmes, au Mali et au Sénégal, tout en participant à

des activités concrètes, telle était l'expérience proposée par SOS-Racisme à trois cents jeunes banlieusards français. ■ EN SEINE-SAINT-DENIS, le tribunal pour enfants de

Bobigny a organisé un rallye de la citoyenneté » permettant à 150 jeunes de quinze à dix-sept ans de dialoguer avec des représentants de diverses institutions.

Six cent cinquante mille jeunes sont concernés par les « opérations été »

Le dispositif de prévention destiné aux adolescents des quartiers défavorisés ne cesse de s'étendre depuis sa création, en 1983. Le premier ministre, Alain Juppé, a toutefois tenu, cette année, à « mettre en œuvre des activités fondées sur une exigence éducative »

EN CATASTROPHE, elles avaient été baptisées « opérations anti-été chaud » ; on les appelle à présent Ville-Vie-Vacances (VVV). Pour « lutter contre le désenchantement », on s'y propose d'« envoyer les jeunes défavorisés en vacances » ; aujourd'hui, on organise des « chantiers d'insertion » destinés à « leur offrir la possibilité d'un nouveau départ dans la vie ». Quinze ans après leur création, les actions de prévention estivale destinées aux adolescents des banlieues difficiles prennent un chemin résolument « éducatif ». Pas une sortie, pas une visite, pas un voyage qui ne soit habillé d'ambition pédagogique. Pas une rencontre sportive - au pied des tours ou sur le sable des plages - sans que ne soit soulignée la « valeur ajoutée relationnelle ». Comme le leur avait demandé le premier ministre, Alain Juppé, dans la circulaire de cadrage du programme VVV, les préfets ont dû « mettre en œuvre des activités fondées sur une exigence éducative ».

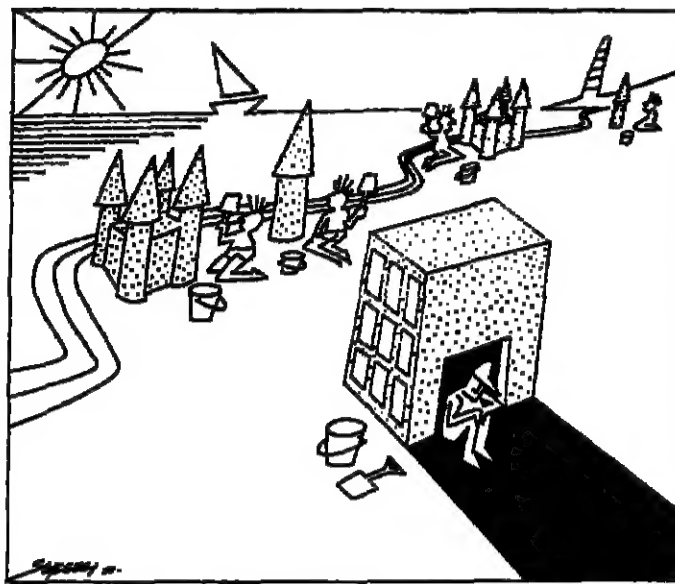
Ceux qui, au lendemain des émeutes de l'été 1981 aux Minguettes, révalent d'« occuper » les adolescents et parlaient de « loisirs », évoquent aujourd'hui l'« insertion par l'économique », la « soli-

darité internationale », la « maîtrise des techniques d'expression » ou la « valorisation des jeunes aux yeux des habitants ». « Le rôle de l'État ne doit pas être le simple financement de loisirs de consommation », souligne-t-on à la délégation interministérielle à la ville (DIV), qui pilote l'opération.

Depuis 1983, les professionnels de l'animation ne cessent de réclamer une démarche plus formative. A en croire la DIV, l'État lui-même s'était rangé, ces dernières années, à leur logique, abandonnant les opérations coups de poling pour une politique plus concertée avec les élus locaux et les travailleurs sociaux. « Nos recommandations avaient cependant du mal à passer auprès des services », assure-t-on à la délégation.

MONTÉE EN CHARGE

Cette année, les experts de la DIV ont reçu un renfort de poids : le 25 juin, pas moins de cinq ministres ont repris leurs conclusions pour présenter l'opération VVV à leurs collègues du gouvernement. Un soutien en parole dicte par les circonstances. Durant l'été 1995, quelques stations balnéaires avaient en effet dénoté des incidents provoqués par des jeunes supposés venir



des banlieues parisiennes et lyonnaises. Mais surtout, l'administration a dû faire face à la montée en charge du dispositif (lire ci-contre).

Dès cette année, la préfecture de Seine-Saint-Denis a donc été intraitable, privilégiant les publics en difficulté, exigeant une maîtrise des activités, en mettant l'accent sur les

13-18 ans. Les services départementaux ont également examiné les rapports d'évaluation réalisés l'an dernier. Enfin, souligne le sous-préfet à la ville, Marie-Étienne Pinaud, tous les projets devaient « répondre à la logique de vrai projet pédagogique, avec évaluation réelle et sériuse, et non représenter une simple

activité occupationnelle ». Les sorties à l'Aquaboulevard ont donc été écartées, celles au Futuroscope peesées à l'aune de leur cohérence. Les entraînements au football dans le parc de la Courmeuve - « Ça apprend des règles » - ont été préférés aux tournois au pied des tours, jugés trop compétitifs et pas assez formateurs.

MÉRANGES

Des choix parfois vivement controversés. Un collectif de trente associations de Clichy-sous-Bois et Montfermeil s'est ainsi monté pour dénoncer l'« arbitraire » des critères retenus. A sa tête, Elbakky Latrach, directeur du centre de loisirs La Locomotive, dans le haut Clichy, ne décolère pas. La préfecture n'a pas reconstruit la subvention de 12 000 francs reçue l'an dernier. Aussi les activités prévues pour cet été ont-elles dû être réduites, les sorties à Fontainebleau, à Notre-Dame ou au zoo de Vincennes annulées. « On nous reproche d'utiliser l'argent de VVV comme une subvention de fonctionnement, explique-t-il. Mais il faut savoir : soit on organise des coups pendant trois semaines, soit on travaille toute l'année avec ces adolescents et alors, forcément, la frontière entre les activités d'été et les autres n'est pas évidente ».

Au siège de Droit de cité, à Paris, on se méfie également de cette soudaine conversion. Ce réseau d'associations a longtemps bataillé contre « les clubs med' de banlieue ». Sérieux de l'encadrement, réflexion sur le projet, initiative venue des jeunes eux-mêmes : il affiche même des priorités qui semblent faire écho au discours ministériel. « En réalité, c'est l'intention qui compte, tempère Françoise Baudin, membre du réseau. Si, comme j'en ai peur, le vrai souci n'est pas d'aider les jeunes à se prendre en charge, mais de faire en sorte qu'ils se tiennent tranquilles pendant l'été, l'éducatif ne sera plus qu'un prétexte ».

Un prétexte doublé d'une contrainte que les chasseurs de primes d'été n'ont pas mis longtemps à prendre en compte. « Les jeunes ont appris à masquer leurs envies sous des motifs pédagogiques, voire sociologiques », constate Michelle Rigalleau, déléguée générale de la fondation Vacances ouvertes, spécialisée dans l'aide aux vacances des jeunes et des familles. Un groupe a ainsi demandé une subvention pour une mission d'obser-

vation des quartiers défavorisés des États-Unis, un autre afin d'« étudier les Espagnols » de l'autre côté des Pyrénées. En vain. Dans un département de l'Ouest, une association est parvenue à décrocher une aide de l'État pour aller observer, aux Amélie, le processus de fabrication de la confiture de canne à sucre... « Certains s'amusent même à pasticher la demande des institutions qui exigent des budgets précis et serrés, des activités incessantes, poursuit en souriant Michelle Rigalleau. Ils détaillent chacun des repas qu'ils prennent jour après jour ou rapportent

Les demandes ont doublé entre 1995 et 1996

Depuis 1983, le nombre de jeunes concernés par ces opérations estivales - du simple spectateur d'un match de football au participant à un échange franco-québécois - est passé de 100 000 à 650 000. Entre 1995 et 1996, le nombre de départements concernés est passé de 39 à 80, le dispositif a été étendu aux petites vacances et les demandes de subventions ont plus que doublé.

Cette augmentation considérable du public touché permet de relativiser le passage de 59 à 80 millions de francs du budget total des opérations Ville-Vie-Vacances. D'autant que, l'an prochain, l'enveloppe devrait être ramenée à 60 millions.

ainsi leur emploi du temps : «Matin : baignade. Coût : néant. Après-midi : drague sur le port. Coût : néant.»

Les défenseurs des vacances éducatives et des loisirs utiles s'inquiètent cependant de ce que le règne du « pédagogiquement correct », à les entendre, ne serait plus très loin. Françoise Baudin en déballe même déjà quelques prémices. Ainsi, on accueille aujourd'hui les adolescents pendant l'été dans les établissements scolaires, on recentre toutes leurs activités sur l'éducatif, on situe l'ensemble dans un parcours d'insertion. « C'est bien, soutient la responsable de Droit de cité, mais leurs vacances, elles commencent quand ? »

Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg

Echanges et solidarité dans les banlieues sénégalaises

DAKAR

correspondance

Quand ils sont partis, début juillet, de leurs banlieues françaises, ils révalent de vacances au soleil, d'exotisme. SOS-Racisme avait bien averti que cet « été des banlieues du monde » ne serait pas une simple balade touristique. Mais eux ne pouvaient s'empêcher d'imaginer les plages sans béton, l'océan au bord duquel ils allaient jouer au football avec de jeunes Sénégalais... La plage, Aurélien, Jérôme et Amidou l'ont bien trouvée, bordant les kilomètres de quartiers défavorisés qui s'étendent à la sortie de Dakar, couverte de détritus et battue par un océan furieux. Aujourd'hui, pourtant, ce n'est plus à cela que les trois jeunes Français pensent. Ils parlent de « chaleur », de « solidarité », s'étonnent encore de tout ce qu'ils ont appris. Et rêvent de revenir pour pouvoir donner un peu plus.

Guédiawaye, Pikine, Parcelles-Assainies : trois quartiers et pas loin d'un million d'habitants. Les deux tiers d'entre eux ont moins de vingt ans et 90 % des jeunes sont sans emploi. Ici, le sable envahit tout, les rues comme les maisons. L'eau est un luxe rare, que les femmes vont puiser aux bornes-fontaines. La baignade coûte entre 10 et 20 francs CFA (l'équivalent de 50 centimes), l'assiette de thieboudienne - le riz au poisson, plat national sénégalais - 50 francs CFA. « Ici, personne n'est jamais complètement démuné, alors que l'on est environné du plus total dénuement », explique Jérôme. Cet animateur socioculturel n'en revient toujours pas : « Chez les Sénégalais, la solidarité, c'est quelque chose de si profond. Nous, on a le RMI, la Sécurité sociale.

Ici, ils n'ont rien, mais c'est compensé par la famille, l'entraide entre voisins, entre quartiers. »

Pendant trois semaines, Jérôme a encadré un groupe d'une douzaine de jeunes banlieusards de La Rochelle et de Garges-lès-Gonesse. Ils étaient chargés de remettre en état deux salles de classe d'une vieille école de Pikine : « Mais notre boulot ne consistait pas seulement à retaper les toitures et à refaire les peintures ou le béton, précise-t-il. Il fallait aussi partager notre expérience. Or, justement, les habitants du quartier sont venus spontanément nous donner un coup de main, on a échangé des trucs et des astuces. La fierté d'avoir accompli quelque chose d'utile, même si ce n'est qu'une goutte d'eau. »

POUR SUIVRE L'EXPERIENCE

Nul doute, en effet, que quelques dizaines de jeunes Français passant trois semaines dans les quartiers pauvres de Dakar ne bouleverseront pas la vie de ces banlieues. Même si les problèmes de drogue, de sida et de violence se retrouvent de Montreuil-sous-Bois aux Parcelles-Assainies, les moyens d'y faire face sont différents. Mustafa Top, un jeune Sénégalais qui a créé, il y a deux ans, le Centre de sensibilisation et d'information sur la drogue de Thiaroye, à Guédiawaye, connaît bien ces distinctions. « Chez vous, le tissu social est fracturé, la solidarité humaine n'existe plus. On cherche l'accomplissement de l'individu avant de penser ensuite au bien-être collectif. Chez nous, c'est l'inverse. C'est à partir du collectif que nous voulons tenter de promouvoir l'épanouissement de l'individu. »

Toutefois, il est convaincu de la nécessité d'échanger des expériences. Comme l'avait d'ailleurs été, l'an dernier, Jacques Chirac, lors d'une visite officielle au Sénégal. Après une heure passée au centre, il avait invité ses responsables à venir en France comparer leur travail à celui accompli dans les banlieues françaises. Pour Mustafa, « on est en train d'assister à la naissance d'un véritable échange. Nous, on a découvert les banlieues françaises l'hiver dernier. Et maintenant ce sont eux qui viennent. On se rend compte à quel point on peut leur apporter beaucoup et combien eux aussi peuvent nous aider. »

Les Français, en tout cas, reviennent enchantés. Amidou, Sénégalais né en France, découvrait, à vingt ans, son pays d'origine. Il est enthousiaste : « On a monté une école de football parrainée par Bernard Lama. Mais ce n'est qu'un démarrage », assure-t-il. Aurélien, dix-huit ans, qui vit à Montreuil-sous-Bois, jure lui aussi que ce premier voyage n'est que le début d'une longue série d'allers-retours. « Ce que j'ai découvert ici est tellement différent qu'on ne peut qu'être émerveillé. Nous, nous étions venus apporter un peu de notre expérience et un peu de matériel. Mais ce que nous avons reçu en amitié, en chaleur humaine, c'est inestimable. »

Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, a assuré que l'expérience sera poursuivie. Cette année, trois cents jeunes banlieusards français découvriront les banlieues du Mali et du Sénégal. L'an prochain, ils devraient être plus nombreux encore.

Diane Galliot

Rencontre « citoyenne » avec la police dans un commissariat parisien

« QU'EST-CE que vous connaissez de la police ? », interroge un gardien de la paix. Soit vous avez été délinquant, et vous avez eu un contact difficile avec elle : soit vous regardez les séries policières à la télé, et vous la connaissez mal. Une rencontre comme celle-ci servira peut-être à ce qu'on se comprenne mieux. Dans une salle du commissariat de police du 12^e arrondissement de Paris, des jeunes écoutent sagement le préambule du fonctionnaire chargé de leur vanter les mérites de la police nationale.

Venus de leur cité d'Aulnay-sous-Bois, ils participent au « rallye de la citoyenneté », une opération montée par le tribunal pour enfants de Bobigny dans le cadre du programme « ville-vie-vacances ». Le rallye met en relation 150 jeunes de quinze à dix-sept ans de Seine-Saint-Denis avec des représentants des institutions de la République. Jusqu'à la fin août, ils rencontreront, entre autres, un préfet, des députés et des sénateurs, des magistrats... Pour

l'heure, c'est la police nationale qui s'y colle. La police n'a pas bonne presse auprès des jeunes, et elle le sait. Le capitaine Thué et ses trois subordonnés s'attachent donc à redorer son image. Les problèmes de sous-effectifs, de salaires sont évoqués. On parle de prévention, de protection des personnes. « On n'est pas là pour réprimer systématiquement, martèle le capitaine. On agit comme une sorte de tampon, en essayant d'établir un dialogue. » L'un des trois fonctionnaires, CRS et sportif, participe à des activités de prévention avec des jeunes. « On s'est rendu compte que la répression ne suffit pas, affirme-t-il. Le sport est un bon moyen de rétablir le contact entre vous et nous. »

Les policiers n'échapperont toutefois pas aux critiques des jeunes, qui évoquent les contrôles d'identité répétés, les rondes incessantes de policiers en civil et les interpellations parfois musclées. Rabla, animatrice du groupe, ouvre le feu : « C'est vrai qu'on a des préju-

gés contre les flics. Mais ça joue dans les deux sens. Pour vous, le délinquant, c'est le jeune, et obligatoirement le jeune de la cité », affirme-t-elle. « Dans la cité, il n'y a pas de policiers comme vous, poursuit Yousef. Les civils qui patrouillent. Leur arrive de nous envoyer des coups de bombe lacrymogène au passage, comme ça, uniquement pour nous mater. » Et Enoc d'ajouter : « Je connais plusieurs jeunes qui ont été brutalisés par des policiers lorsqu'ils étaient en garde à vue. »

CONFLITS LATENTS

Interpellé, le capitaine s'en sort par une pirovettte : « Il est bien évident que les violences volontaires sont interdites. Vous pouvez toujours porter plainte. » Dans une sorte de contre-attaque, il poursuit : « J'ai travaillé dans la banlieue de Lyon. Lors d'une simple interpellation, la situation a dégénéré. Toute la cité s'est retournée contre nous. Un policier s'est fait bombarder, le commissariat a été assiéé. Croyez-vous que

c'est normal ? » Chacun reste donc sur son quant-à-soi. Les jeunes gardent la vague impression de ne pas être devant les bons interlocuteurs. Malgré toute leur bonne volonté, les policiers du 12^e arrondissement ne peuvent répondre aux conflits opposant des jeunes et des policiers de banlieue. « On s'est bien évidemment demandé s'il ne serait pas préférable qu'ils rencontrent les policiers de leurs communes, explique Christophe Rossi, l'un des organisateurs du rallye. Mais les rapports auraient été plus tendus. Et on voulait leur montrer un autre visage de la police. »

A l'issue de la rencontre, les jeunes se disent étonnés d'avoir rencontré des policiers « sympas ». « On ne voyait pas la police de la manière dont ils l'ont racontée, explique Enoc. Il faudrait qu'il y ait plus de rencontres comme celle-là. Mais, cette fois-ci, avec « nos » policiers. »

Cécile Prieur

M. Mouillot maintient avoir touché un « pot-de-vin » pour financer le PR

MICHEL MOUILLOT, le maire (UDF-PR) de Cannes mis en examen pour corruption passive et incarcéré depuis le 19 juillet à la maison d'arrêt de Dragmignan (Var), a été confronté, lundi 19 août, au secrétaire fédéral du Parti républicain (PR), Yves Paoli. Lors de cette audition, qui s'est déroulée au palais de justice de Grasse, M. Mouillot a réaffirmé que le « pot-de-vin » de 3 millions de francs réclamé aux dirigeants du casino Carlton devait relancer la campagne locale de son mouvement en vue des élections législatives de 1998 (Le Monde des 21-22 juillet).

Yves Paoli, qui est également adjoint aux finances de Cannes, a déclaré tout ignorer d'un tel projet. A sa sortie du palais de justice, le secrétaire fédéral du PR a précisé qu'il n'existait « aucune structure permettant d'accueillir cette somme d'argent » et que, s'il avait eu connaissance de sa provenance, « il aurait instantanément démissionné ». Selon lui, « seul Michel Mouillot, président départemental du PR, détient la réponse : il a toujours eu de grands projets et de grandes idées. Il reste qu'il était seul en mesure de les réaliser ».

DÉPÊCHES

■ NAUFRAGE : le corps de la neuvième et dernière victime disparue lors du chavirement du bateau de pêche L'Essor, le 11 août dernier, a été repêché, lundi 19 août, près du port de La Cotinière (Charente-Maritime). Il s'agissait du corps d'une fillette de quatre ans. Deux autres victimes du naufrage sont toujours hospitalisées. Les enquêtes judiciaires, administratives et techniques se poursuivent pour déterminer les causes du drame.

■ HOLD-UP : un véhicule, utilisé dans leur fuite par les membres du commando qui avaient dérobé deux sacs de devises dans les soutes d'un Airbus à Perpignan, mardi 13 août (Le Monde du 15 août), a été retrouvé, dimanche 18 août, sur le parking d'un supermarché de Perpignan (Pyrénées-Orientales). A l'intérieur de la fourgonnette Renault de couleur blanche, les enquêteurs ont retrouvé une plaque immatriculée en Haute-Garonne. Les malfaiteurs n'ont toujours pas été identifiés.

DISPARITIONS

■ **PIERRE AILLERET**, ancien directeur général adjoint d'EDF, est décédé, lundi 19 août, à l'âge de quatre-vingt-seize ans. Il avait été l'un des fondateurs de l'entreprise publique. Il était le père de François Ailleret, actuel directeur général d'EDF. Né le 10 mars 1900, Pierre Ailleret était ancien élève de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole des ponts et chaussées et de l'Ecole supérieure de l'électricité. Après avoir commencé en 1924 au Service central des forces hydrauliques et des distributions d'énergie électrique, il devint en 1930 directeur de l'Union pour l'industrie et l'électricité. En 1946, il est nommé directeur des études et de recherche d'EDF, tout juste nationalisée, avant de devenir directeur général adjoint, en 1958 et jusqu'en 1967. Prévoyant le doublement de la consommation de l'électricité tous les dix ans, il participa à l'unification des réseaux intérieurs, puis à l'installation du parc nucléaire français. Pierre Ailleret était commandeur de la Légion d'honneur et lauréat de l'Académie des sciences.

■ **SIR NEVILLE MOTT**, physicien britannique, Prix Nobel de physique en 1977, est mort, jeudi 8 août, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Né le 30 septembre 1905 à Leeds, il a dirigé le réputé Cavendish Laboratory de Cambridge entre 1954 et 1971 et avait été fait chevalier par la reine Elizabeth II, en 1962. Le prix Nobel de physique, qu'il a partagé avec les Américains Philip Anderson et John Van Vleck, est venu couronner ses travaux sur les matériaux semi-conducteurs qui ont conduit à la fabrication des transistors. Sir Neville Mott a étudié les caractéristiques de certains matériaux amorphes en démontrant qu'ils apportent une solution économique pour améliorer les performances des ordinateurs en augmentant la capacité de leur mémoire et pour fabriquer des cellules photovoltaïques. Dans les années 80, il a travaillé sur les supraconducteurs. Auteur de nombreux ouvrages scientifiques et d'essais (*Les scientifiques peuvent-ils avoir la foi?*, 1991), il a publié son dernier livre en 1995.

■ **VIKTOR AMBARTSOUMIAN**, astrophysicien arménien qui avait dirigé l'Académie des sciences d'Arménie de 1946 à 1993, est mort, lundi 12 août, à Biourakan, localité située au nord d'Erevan, où il avait créé, en 1946, un important observatoire. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans. Ses travaux sur l'astrophysique théorique et stellaire lui avaient valu une grande notoriété et de très nombreuses distinctions.

PHILATÉLIE

RETROUVEZ
LE MONDE DES PHILATÉLISTES
SUR VOTRE MINTEL
3615 LEMONDE

ABONNEMENT VACANCES

Vous êtes abonné (e)

Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :

● Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

● Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

Retournez ce bulletin sur le lieu de vos vacances. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	91 F
3 semaines (18 n°)	126 F
1 mois (26 n°)	181 F
2 mois (52 n°)	360 F
3 mois (78 n°)	536 F
12 mois (312 n°)	1890 F

Date et signature obligatoires

LE MONDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Leclerc - 93446 Chantilly Cedex

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Victor, Thibaut, Pauline,
ont la joie d'annoncer
la venue de leur cousin.

HUGO

le 6 août 1996,
chez M. et M^{me} QUINCEY,
Brunoy (91)

Bicoréenne à

JULIEN.

Toutes nos félicitations à Karine et Benoît

Affectueux à vous trois.
Suzanne et Jean

Décès

M^{me} Pierre Ailleret,
née Denise Nodé-Langlois,
son épouse.

Monique et Alphonse (†) Dupont,
François et Chantal Ailleret,
Jean-Claude (†) et Geneviève Ailleret,
Nicole et Jean-Paul Renoux,
Bernard et Christiane Ailleret,
Edith et Gwenneth Jan,
ses enfants.

Ses vœux et un petit-enfant,
Ses sept arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Dieu, le 19 août 1996, dans sa quatre-
vingt-dixième année, à Marlotte
(Seine-et-Marne), de

Pierre AILLERET,
ingénieur général honoraire
des Ponts-et-Chaussées,
commandeur de la Légion d'honneur.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité
familiale, le 21 août, en l'église de Bour-
ron-Marlotte.

Une messe à son intention sera célébrée
ultérieurement à Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

— Électricité de France.
Le président du conseil d'adminis-
tration.

Le directeur général,
Et l'ensemble de l'équipe dirigeante,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre AILLERET,
ingénieur général honoraire
des Ponts-et-Chaussées,
premier directeur des Etudes
et Recherches en 1946, et ancien directeur
général adjoint d'Electricité de France,
commandeur de la Légion d'honneur.

survenu à Bourron-Marlotte (77), le
19 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-seize
ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité
familiale, le 21 août, en l'église de Bour-
ron-Marlotte.

Une messe à son intention sera célébrée
ultérieurement à Paris.

Ni fleurs ni couronnes.
(Lire ci-contre.)

— La famille Ayoub a le chagrin de vous
annoncer le décès de

Paul AYNES,
architecte DPLG.

— M^{me} Yolande Chauvin,
son épouse,
Jean et Fabienne, Claude et Alexandra,
ses enfants,
Théo et Lucas,
Ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Paul CHAUVIN,
survenu à Bourges, le 10 août 1996, à
l'âge de soixante-quatorze ans.

— M^{me} Aurélie Blumenfeld,
son épouse,
Arlette et Félix Mosbacher,
Denise Blumenfeld,
ses enfants,
Joëlle et Paolo Lollo-Franenberg,
Philippe, Claire, Alain Mosbacher,
Florence Arif,
ses petits-enfants,
Daniel et Michaël Lollo-Franenberg,
ses arrière-petits-enfants,
Les familles Goldhammer et Lenz,
ont la très grande tristesse de faire part du
décès de

**docteur Félix (Fischel)
BLUMENFELD**,
auss appelé FLEURY,
comme médecin-chef du bataillon
de Charente, dans la Résistance,
survenu le 19 août 1996.

Que sa mémoire nous soit une béné-
diction.

L'inhumation aura lieu mercredi
21 août, au cimetière Montparnasse. On se
réunira à 10 h 15, à l'entrée principale.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille tient particulièrement à re-
mercier le personnel de la maison Jean-
Garnier et de la résidence Aurélie-Jousse.

93, av. Emile-Zola,
75015 Paris.

— M^{me} Boule Lân Ngoc Sinh,
Pierre, Marcel, Mary,
Anne, Eve et Lucie, Olivier,
Aline, Iris et Juliette,
Philippe, Mathieu et Lucie,
Toute la famille,
Et tous leurs proches,
ont la grande douleur de faire part du dé-
cès de

Jacques BOULLE,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
docteur ès-lettres,
maître de conférences à l'université
Denis-Diderot-Paris-VII

survenu brutalement au Bois-Plage-en-
Ré, le 17 août 1996, dans sa soixante-
septième année.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
22, avenue Jean-de-la-Fontaine,
91120 Palaiseau.

— Lucienne Gilardi,
née Avit,
son épouse,
Mireille et Serge Tymein,
sa fille et son gendre,
Morgane Tymein,
sa petite-fille,
Edmond Gilardi,
son frère,
Paul et Berthe Avit,
son beau-frère et sa belle-sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean GILARDI,
ancien élève de l'Ecole nationale
d'administration,
ancien administrateur civil
au ministère des Finances,
ancien président
des Pompes Funèbres Réunies,
ancien directeur à la banque Rothschild,
puis à l'Européenne de Banque
et à Rothschild et Cie Banque,
ancien administrateur des Sociétés
Paris-Orléans, SGIM
et Pompes Funèbres Générales,

survenu le 18 août 1996, à l'âge de
soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 22 août 1996, à 11 heures, en
l'église Notre-Dame-des-Oranges, 81, rue
Hézo, à Paris (20^e).

Seuls sa volonté, ni fleurs ni cou-
ronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous remercions nos actionnaires
bénéficiaires d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
qui ont pu de leur vouloir nous com-
muniquer leur numéro de référence.

— Gérard Clavairolly et le docteur
Domitille Ponce,
ses parents,
Adeline et Suzanne,
ses sœurs,
Et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès
accidentel, à l'âge de seize mois, de

Thomas CLAVAIROLLY,

le 17 août 1996, à Lyon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

20, rue Callist,
69001 Lyon.

— Le 18 août 1996, à l'âge de soixante-
trois ans,

M^{me} Emilie DEFFONTAINES,
née Germaine DUCATTEAU,

a rejoint dans la tendresse de Dieu son
époux, décédé le 6 septembre 1989, et sa
belle-fille Jeanne, décédée le 15 octobre
1992.

La messe de funérailles sera célébrée le
mercredi 21 août, à 15 heures, en l'église
Saint-Michel de Bosc-Royon.

De la part de
MM. Alexandre et Alcibiade Kollas,
ses petits-enfants,
M^{me} Janine Furey,
sa sœur,
M. et M^{me} Marc-Robert Kahn,
et leurs fils,
Ses neveux, nièce et petits-neveux.

M^{me} Furey
77120 Chailly-en-Brie.

— M^{me} Jean-Paul Neu,
née Annie Alexandre,
son épouse,
Jean-Michel, Cécile (†),
Daniel,
ses enfants,
Isabelle Champagne,
François-Xavier Gerard,
son gendre,
Thibault, Clément, Alexis et Aude
Gerard,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Paul NEU,
maire adjoint d'Enghien,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre national
du Mérite,
Croix de guerre 1939-1945,

survenu le 17 août 1996, dans sa qua-
tre-vingt-troisième année.

Une cérémonie aura lieu le jeudi
22 août à la mairie d'Enghien-les-Bains
(Val-d'Oise) à 15 heures.

La bénédiction et l'inhumation auront
lieu au cimetière Nord.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Besançon.

M^{me} Paul-Claude Racamier,
son épouse,
M. Philippe Racamier,
M. Jean Racamier,
ses fils,
M. et M^{me} Henry Racamier,
M. et M^{me} Jean P. Racamier,
ses frères et belles-sœurs,
leurs enfants et petits-enfants.

Les familles Hénou et allées,
M^{me} Marcelle Le Gourrierec,
ses enfants et petits-enfants,
M. Alain Le Gourrierec,
Les médecins, toute l'équipe et les pa-
tients de la Velotte,
Les membres du bureau de l'association
ENFAS, S.A.,
Ses amis et collègues,
Le séminaire de Montgiscard (Italie),
ont la grande tristesse de faire part du dé-
cès de

**docteur Paul-Claude
RACAMIER**,
ancien directeur de l'Institut
de psychanalyse de Paris,
fondateur et médecin directeur
de l'hôpital de jour de la Velotte,
à Besançon.

membre fondateur et président du Collège
de psychanalyse groupale et familiale,
co-fondateur de l'association de santé
mentale du XII^e arrondissement de Paris,
membre de la Société psychanalytique de
Paris et de l'Association psychanalytique
internationale,
ancien médecin
des hôpitaux psychiatriques,
professeur invité
à l'université de Lausanne,
chargé d'enseignement aux facultés
de médecine de Paris et de Besançon,

survenu le 18 août 1996, dans sa soixante-
treizième année.

Le défunt repose à la Maison funéraire
P.F.G., 13, rue de Vesoul, à Besançon.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 21 août à 14 h 30, au temple du
Saint-Esprit, où l'on se réunira, suivie de
l'inhumation vers 17 heures au cimetière
de Pont-de-Roide dans le caveau de fa-
mille.

Les condoléances seront reçues sur re-
gistres.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Gérard Rauzy,
Et sa famille,
vous prient de partager leur peine.

Claire RAUZY
étant décédée le 18 août 1996.

L'inhumation aura lieu le mercredi
21 août à 9 h 30, au cimetière du ci-
metière Saint-Pierre à Marseille.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Georges-de-Porto-Riche,
75014 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Gisèle KUHN,
pianiste concertiste,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier des Palmes académiques,
médaille de vermeil de la Ville de Paris,
professeur honoraire à la Schola
Cantorum.

veuve de

M. Jacques BAUMANN,
survenu le 14 août 1996.

Les obsèques auront lieu le mercredi
21 août 1996.

On se réunira à la porte principale du
cimetière de Choisy-le-Roi (Val-de-
Marne) à 11 heures.

De la part de
MM. Alexandre et Alcibiade Kollas,
ses petits-enfants,
M^{me} Janine Furey,
sa sœur,
M. et M^{me} Marc-Robert Kahn,
et leurs fils,
Ses neveux, nièce et petits-neveux.

M^{me} Furey
77120 Chailly-en-Brie.

— M^{me} Jean-Paul Neu,
née Annie Alexandre,
son épouse,
Jean-Michel, Cécile (†),
Daniel,
ses enfants,
Isabelle Champagne,
François-Xavier Gerard,
son gendre,
Thibault, Clément, Alexis et Aude
Gerard,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Paul NEU,
maire adjoint d'Enghien,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre national
du Mérite,
Croix de guerre 1939-1945,

survenu le 17 août 1996, dans sa qua-
tre-vingt-troisième année.

Une cérémonie aura lieu le jeudi
22 août à la mairie d'Enghien-les-Bains
(Val-d'Oise) à 15 heures.

La bénédiction et l'inhumation auront
lieu au cimetière Nord.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Besançon.

M^{me} Paul-Claude Racamier,
son épouse,
M. Philippe Racamier,
M. Jean Racamier,
ses fils,
M. et M^{me} Henry Racamier,
M. et M^{me} Jean P. Racamier,
ses frères et belles-sœurs,
leurs enfants et petits-enfants.

Les familles Hénou et allées,
M^{me} Marcelle Le Gourrierec,
ses enfants et petits-enfants,
M. Alain Le Gourrierec,
Les médecins, toute l'équipe et les pa-
tients de la Velotte,
Les membres du bureau de l'association
ENFAS, S.A.,
Ses amis et collègues,
Le séminaire de Montgiscard (Italie),
ont la grande tristesse de faire part du dé-
cès de

**docteur Paul-Claude
RACAMIER**,
ancien directeur de l'Institut
de psychanalyse de Paris,
fondateur et médecin directeur
de l'hôpital de jour de la Velotte,
à Besançon.

membre fondateur et président du Collège
de psychanalyse groupale et familiale,
co-fondateur de l'association de santé
mentale du XII^e arrondissement de Paris,
membre de la Société psychanalytique de
Paris et de l'Association psychanalytique
internationale,
ancien médecin
des hôpitaux psychiatriques,
professeur invité
à l'université de Lausanne,
chargé d'enseignement aux facultés
de médecine de Paris et de Besançon,

survenu le 18 août 1996, dans sa soixante-
treizième année.

Le défunt repose à la Maison funéraire
P.F.G., 13, rue de Vesoul, à Besançon.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 21 août à 14 h 30, au temple du
Saint-Esprit, où l'on se réunira, suivie de
l'inhumation vers 17 heures au cimetière
de Pont-de-Roide dans le caveau de fa-
mille.

Les condoléances seront reçues sur re-
gistres.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Gérard Rauzy,
Et sa famille,
vous prient de partager leur peine.

Claire RAUZY
étant décédée le 18 août 1996.

L'inhumation aura lieu le mercredi
21 août à 9 h 30, au cimetière du ci-
metière Saint-Pierre à Marseille.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Georges-de-Porto-Riche,
75014 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès, sur-
venu le 16 août 1996 dans sa quarante et
unième année, de

M^{me} Jean-Jacques SIMON,
notaire
à Boulogne-Billancourt.

De la part de M. et M^{me} Joseph Simon,
ses parents,
Ses frères et sœurs,
Toute sa famille,
De Marie-Françoise Ribo et François
Breton.
Ainsi que tous ses amis.

La cérémonie religieuse sera célébrée
ce mardi 20 août, dans l'intimité familiale
en l'église de Mespaul (Finistère). Sa fa-
mille et ses amis adressent tous leurs re-
merciements au professeur J.-L. Audré,
chef de service à l'hôpital du Val-de-
Grâce, ainsi qu'à toute son équipe.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Robert-de-Fiers,
75015 Paris.

— Pierre Bréthès,
son fils.

Jean-Louis Ménard,
Sylvie Ménard-Tris,
ses neveux,

et tous ceux qui l'aimaient.

ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Françoise SMITH-BRETHES.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Maurice Waynbaum,
née Angèle Roussot,
son épouse,
M^{me} Marcel Zouckerman,
sa sœur, et M. Roger Pélachon,
M^{me} Anne-Catherine Ardoin,
sa sœur,
M. et M^{me} Luc Ardoin,
M. et M^{me} Olivier Ardoin,
M. et M^{me} Laurent Ardoin
et leurs fils,
Ses petits-neveux,
M. et M^{me} Emond Matrasso,
et leurs enfants,
M. Paul Bayer,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice WAYNBAUM,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

le 16 août 1996 à l'hôpital Ambroise-Parié.

La cérémonie d'incinération aura lieu
le mercredi 21 août à 14 h 15, au créma-
torium du cimetière du Père-Lachaise (ac-
cès place Gambetta).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, square Mignot,
75116 Paris.

— Saint-James.

M^{me} Françoise Hamel,
sa compagne,
Les familles Zimine et Hamel,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel ZIMINE.

Un office sera célébré en l'église de
Saint-James, sa paroisse, le jeudi 22 août
1996, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Anniversaires de décès

— Il y a quinze ans, le 21 août 1981,

Aristide FREREAU,
quittait les siens, au terme d'une vi-
sion de la vie.

Sa famille et ses amis associent à son
souvenir

Yvonne FREREAU,
son épouse, décédée le 30 juin 1994.

Louis BERGERET,
leur petit-fils, décédé le 29 juillet 1995, à
l'âge de seize ans.

— Il y a cinq ans, le 21 août 1991, s'est
éteint la lumière que portait en lui

Jean-Bernard SAINT.

Elle éclairait toujours ses proches et ses
amis.

— Il y a quatre ans, le 21 août 1992, dis-
paraissait

Raymond LE VOT.

Tous ceux qui l'ont aimé pensent toujours
à lui.

« O ! Sois légère pour son enfant
Terre sacrée de Bretagne
Et toi, vent de la mer bretonne
Berce le, nuit et jour »

Remerciements

HORIZONS

RECIT

Durrës (Albanie)... mai 1995.

AVANT même que sonnent quatre heures et demie au réveil-matin de nos hôtes, les appels des muezzins, le chant des coqs et les grattements insistants du chien à la porte nous tirent de notre sommeil. Toujours pas d'eau au robinet. Un broc me permet de me raser sur l'évier tandis que Klavij, mon compagnon photographe, se lave dans la cour, suivant en cela les recommandations de son oncle slovène : « Mon enfant, si tu ne te laves pas les pieds tous les jours, tu auras l'air d'un Bosniaque. » (C'était au temps où les peuples de Yougoslavie se disaient frères.)

Le bus démarre à cinq heures et demie pile. Il a déjà beaucoup servi sur les autoroutes italiennes et manque de suspension. Le chauffeur semble un homme d'expérience. Son acolyte inspire des réserves : un gaillard à longue chevelure, pantalon et chemise noirs, ceinture cloutée et chaîne argentée autour du cou dont pend une grosse croix orthodoxe. Le premier aime la musique turque et grecque. Le deuxième, le hard rock.

Les passagers sont silencieux. Trois paysannes en noir voyagent seules. Un jeune couple en jeans n'en finit pas de feuilleter ses passeports neufs avec émerveillement, comme un trésor de légende. Un Tzigane tient dans ses bras un bébé lané, d'un air farouche, bien décidé à ne pas le lâcher de tout le voyage. Sa femme est blonde, nuque verticale, visage mince, yeux bleus : authentique descendante des Illyriens qui, chaque Albanais vous le répètera, ont précédé tous les autres peuples dans les Balkans.

De Durrës à Fier, la route étroite file vers le sud à travers la plaine côtière, sœur jumelle de celle qui s'étend en face, en Italie. La plaine italienne est un modèle d'exploitation moderne fondée sur des traditions ancestrales, semée de curieux édifices archaïques minuscules en pierre sèche que l'on appelle les *trulli*, préfigurant étrangement les blockhaus albanais qui, au nombre de 330 000, polluent le pays de leurs dômes bétonnés comme des OVNI à demi enfouis dans la terre. En Italie, les cultures en plein air, vignes, arbrustes, sont irriguées sillon par sillon par des réseaux de tuyaux et alimentés avec les serres : de temps à autre, des saïnes, une usine moderne en activité, des villes aux immeubles repeints de neuf.

L'Albanie a visé la même prospérité. Les serres et les usines sont là. Plus massives, construites en matériaux et selon des normes qui, pour nous, relèvent déjà de l'écomusée, conçues pour durer éternellement, comme le communisme : serres vitrées aux lourdes structures métalliques, usines géantes aux imposantes cheminées. Tout cela est en ruine. Pour les usines, passe encore, le spectacle n'est pas différent en Lorraine, et le socialisme, ici comme ailleurs dans les anciennes démocraties

LE PIÉTON DES BALKANS



Un périple au cœur de l'Europe

Demain : la bénédiction de l'igoumène

La ville de pierre

groupe compact de milliers de gens, lins et voitures à la périphérie.

A Fier, le bus oblique vers l'intérieur. Dans les pils des contre-forts montagneux apparaissent les puits de pétrole comme des écoulements noirs : le liquide bitumineux ruisselle sur les pentes, forme des mares épaisses et hâssantes, s'écoule au fond des vallées dans des étangs, et les vaches paissent dans les intervalles sèches.

Puis la route se rétrécit encore pour attaquer la vraie montagne. Les pentes sont couvertes jusqu'aux crêtes de terrasses abandonnées, autres travaux pharaoniques avec la prolifération des blockhaus, justifiant le slogan d'Enver Hoxha : « La pioche dans une main, le fusil dans l'autre. » Les visiteurs de l'époque ont décrit la jeunesse enthousiaste qui partait à l'assaut des montagnes pour les transformer en un grand jardin. S'ils l'ont vu, ce doit être vrai. Mais ce qui est vrai aussi, c'est que, des 400 000 personnes internées à un moment ou à un autre sous le régime communiste, une grande part ont été affectées à ces travaux hautement régénératoires et que des milliers en sont mortes.

Nous avons le temps d'apercevoir des sommets neigeux derrière lesquels se dessinent les cimes du mont Grammos qui marquent la frontière entre l'Albanie, la Grèce et la Macédoine. Puis une pluie mêlée de neige nous enveloppe. Le mont Grammos... C'est sur l'autre versant que les partisans communistes grecs, sacrifiés par Staline, rejetés par Tito, livrés, en 1949, leurs dernières batailles. Dans leurs rangs s'étaient engagés massivement ceux que l'on appelle en Grèce les Slavo-Macédoniens, hellénisés de force depuis 1913. Pour eux, communisme ou pas, ce qu'ils défendaient, c'était l'idée qu'ils ne seraient plus une minorité, c'est à dire des étrangers sur leur propre terre. Les troupes gouvernementales grecques menèrent la guerre totale.

exemple » - chez lui, dans la chambre de sa fille... L'hôtel est cher, et puis il est plein de réfugiés. Des réfugiés ? Des expulsés de Grèce.

La pluie a cessé, les toits de schiste ont pris une teinte plus claire, avec de douces luisances argentées : « Argirokastro », en grec « château d'argent ». Le blanc des murs barrés de boiserie sombre et craquelée s'impose, comme porteur d'un rayonnement intérieur, sous le ciel plombé. La lumière caresse les ifs et les pins qui jaillissent entre les murs.

La citadelle s'avance comme un éperon au-dessus de la mer des toits, et derrière, à l'arrière, d'autres demeures massives s'étagent encore. Là-haut tout est désert. Nous secourons les grilles, et des gardiens apparaissent un à un.

Du côté où les murailles surplombent la ville, une plate-forme circulaire vide : est-ce l'emplacement du canon légendaire, le canon royal de Zog I^{er} - dont l'enfant, dans le roman de Kadare, pensait qu'il défendrait la ville contre tous ses ennemis ? Non : là s'est dressée la statue d'Enver Hoxha. Les gardiens rigolent, bonasses : « Dictateur ! Dictateur ! » Et Kadare ? « Ah, lui ! Grand écrivain ! » Le canon n'a pas défendu la ville. Elle a été occupée par les Italiens en 1939, envahie par les Grecs lors de leur offensive victorieuse de 1941 - leur commandant s'appela-t-il vraiment Karamzakis, ou est-ce une licence romanesque de Kadare ? - puis réoccupée par les Italiens, suivis des Allemands, bombardée par les Anglais et libérée par les partisans.

Quant à Enver Hoxha, nous cherchons sa maison, suivis un moment, entre les tas d'ordures, de gamins agressifs - mais il se trouve vite un adulte pour rappeler aux enfants le respect que l'on doit aux étrangers. Osons-nous prononcer le nom du dictateur hoxhi ? Nous osons. Les vieilles gens sourient : « Ah ! la maison d'Enver ? » Dans une ruelle calme, une belle bâtisse patricienne. Est-ce bien elle ? Une plaque annonce le Musée ethnographique. En face, la demeure ottomane est aussi belle, avec son cripi immaculé et ses fenêtres de bois ocre en encorbellement, soutenues par des poutres ouvragées. Une femme âgée nous invite à visiter. Elle est en cours de restauration, rendue à ses anciens propriétaires qui se préparent à rentrer au pays. Le plancher des grandes pièces a la teinte chaude de l'or terni, de longs divans garnissent les murs, des coffres semblent garder des trésors. La femme en ouvre un et en tire une grande photo d'Enver Hoxha, un bouquet de fleurs dans les bras. Elle ne fait aucune difficulté pour se faire photographier à côté. Un soupir : « Quand même, il était beau ! »

« C'est un bel homme, il est très cultivé », dit de lui Molotov, la première fois qu'il vint à Moscou. « Un petit-bourgeois trop enclin au nationalisme... », répondit Staline qui avait, comme Bismarck, une piètre idée des Albanais : « Des gens arrivés et primitifs ». C'est peut-être pour cela qu'il fit du petit-bourgeois très cultivé - qui avait tout de même conduit la résistance communiste contre les nazis - l'homme de Moscou à Tirana.

Portrait, en 1973, par l'auteur de *L'Albanie*, collection « Petite Plaque » : « Il mène une vie calme et régulière. C'est un bon père de famille... Lectures, réunions du comité central et peu d'appartitions en public... » Cet homme modeste avait quand même sa statue géante dans toutes les villes. Sur l'étoile rouge dont toutes les routes étaient balisées, on pouvait lire : « Enver Hoxha. 1908 - Immortel. »

« Les Albanais, disait-il, préfèrent rester sans pain plutôt que de trahir le marxisme-léninisme. »

Notre ami journaliste a travaillé quinze ans à la radio. Il en a été chassé l'année précédente et vient tout juste d'être réintégré. Il gagne 250 francs par mois, tout n'est pas cette chance ; cela lui permet d'avoir du pain et de se passer de marxisme-léninisme. Pourquoi a-t-il été privé de son emploi ? Parce que son frère était le secrétaire du Comité du parti communiste de la ville. « Mais vous savez, c'était un tout petit poste... » (???) Et que fait son frère, aujourd'hui ? « Oh ! il s'est bien reconverti : c'est lui qui a ouvert la pompe à essence toute neuve, en bas, la seule de la ville... »

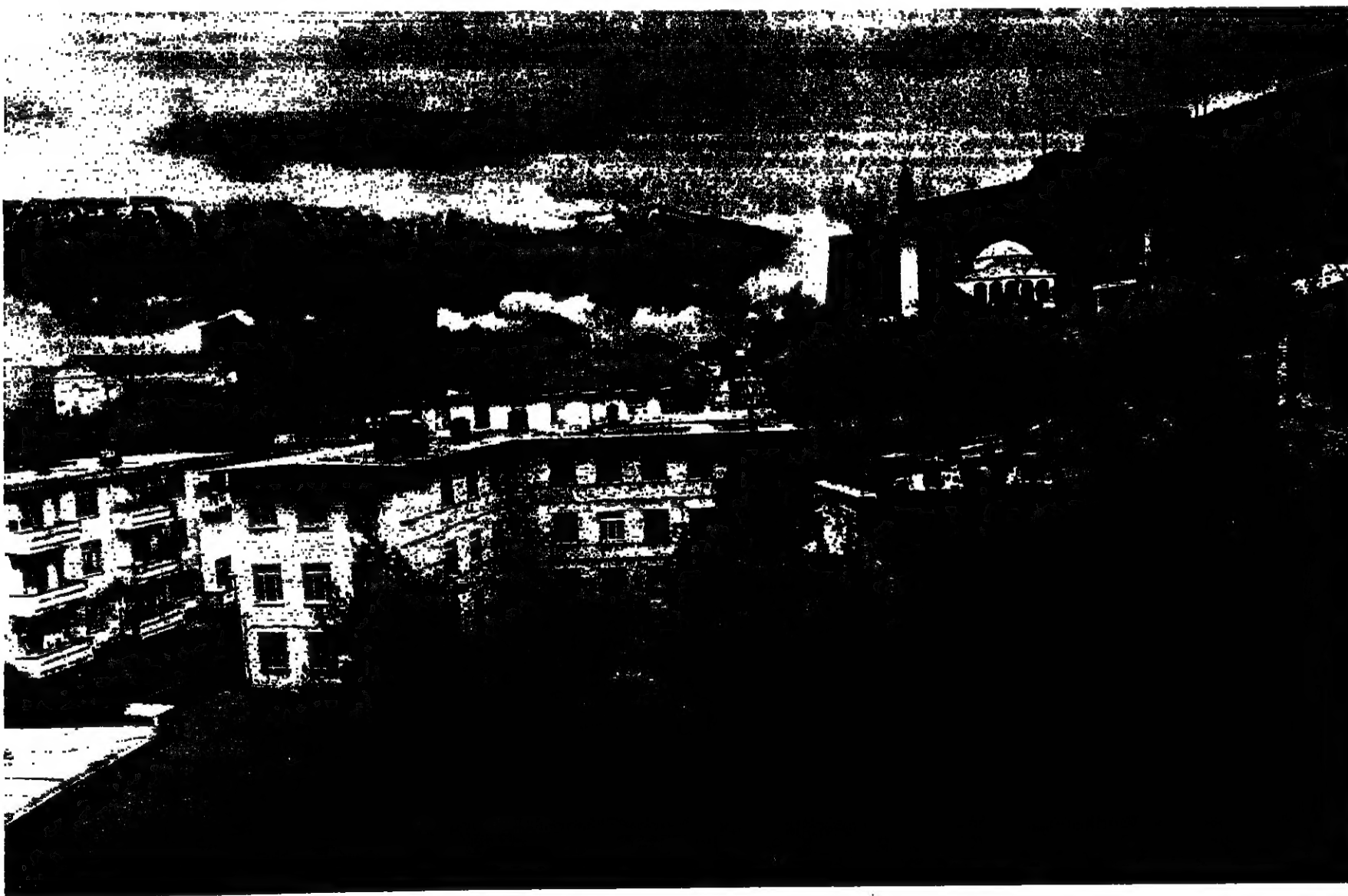
Aux fenêtres du consulat hellénique sont affichées des listes de noms qui ont tous une consonance grecque : s'agit-il des gens habilités à se réclamer de leur origine hellénique pour solliciter un visa ? Cette région est en partie orthodoxe et grecophone. Longtemps la Grèce l'a convoitée - en 1914, elle y instaura un éphémère « gouvernement de Gjirokastrë » - et elle n'a jamais cessé de dénoncer l'albanisation forcée de 300 000 Hellènes orthodoxes opprimés par le communisme (chiffre couramment cité en Grèce). A quoi d'ailleurs, les Albanais ont beau jeu

d'opposer l'hellénisation forcée de leurs frères d'Épire, les Tchams - ceux du moins qui n'ont pas été massacrés en 1945 par l'armée du général Napoléon Zervas ou fait partie des dizaines de milliers qui ont fui en Albanie la guerre civile.

Renversement de situation. Aujourd'hui la Grèce se barricade contre un déferlement d'individus qui s'imaginaient qu'une croix orthodoxe sur la poitrine et un nom hellène sur la carte d'identité suffisaient pour franchir la frontière et être accueillis en frères.

L'an dernier, en passant avec une amie journaliste française le poste-frontière de Kakavia tout proche, nous avons ressenti quelque chose de ce qu'éprouva Dante aux portes de l'enfer : la superbe route grecque (exportation et marché neuf obligent) était subitement barrée par un énorme portail cadenassé que surveillait une tour de contrôle genre mirador, et, de l'autre côté, des grappes humaines se cramponnaient aux barreaux. De temps en temps, un policier tournait la clef, laissait passer un camion et refoulait les piétons agglutinés. Dans son article, mon amie décrit ce portail comme le symbole de la paranoïa d'un dictateur qui a, pendant près d'un demi-siècle, tenu tout un peuple en geôle. Pourtant le portail était neuf, et le geôlier était grec. Avec, pour mission, d'faire barrage, au nom de l'Union européenne, à une marée d'indésirables qui, le dictateur disparu, prenaient trop à la lettre le mot « liberté ».

François Maspero
Photo : Klavij Suban



populaires, n'a pas su encaisser le choc de la dernière révolution industrielle. Mais les serres ? Vitrines brisées, montants tordus et rouillés, tuyaux arrachés... Ce n'est pas, comme chez nous, un patronat soucieux de rentabilité qui a abandonné ses installations devenues obsolètes. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui, dans la crise de folie collective de l'hiver 1992, ont cassé l'outil de travail comme le firent, au XIX^e siècle, les sous-prolétaires français ou anglais à bout de désespoir en détruisant les machines dont ils étaient les esclaves.

Les seuls espaces cultivés sont donc composés de lopins de terre découpés dans les champs des coopératives dissoutes. Beaucoup de monde s'y active, avec des ânes, des petits chevaux et bien peu de tracteurs. Des fermes d'Etat restent les baraquements habités, derrière un portique qui a dû porter des slogans triomphaux. Des moignons de troncs décapités rappellent qu'elles étaient entourées d'arbres.

Ces cultures sont plus nombreuses qu'à mon passage précédent. Quelques pompes à essence neuves : l'an dernier, les rares qui existaient étaient des squelettes rouillés encastrés dans de hautes grilles. Neufs aussi, les minarets de béton qui semblent tous avoir été préfabriqués dans la même moule et expédiés en tronçons depuis le pays donateur (Turquie ou Émirats ?).

Dans les bourgades, les maisons carrées traditionnelles sur lesquelles grimpent des vignes sont mêlées aux immeubles rectangulaires en briques nues grossièrement ajustées, entourés d'espaces juchés de détritus. A l'orée, un marché animé,

Gjirokastrë.

« C'était une ville étrange qui, tel un être préhistorique, paraissait avoir surgi brusquement dans la vallée par une nuit d'hiver pour escalader péniblement le flanc de la montagne. Tout dans cette ville était ancien et de pierre... »

500 000 paysans furent déplacés et « regroupés ». Grâce aux conseillers américains, le napalm, expérimenté massivement pour la première fois, fit merveille.

Après huit heures de route, voici enfin Gjirokastrë, entourée de vent, d'eau et de brouillard, telle qu'elle apparaît au premier chapitre de la *Chronique de la ville de pierre* d'Ismail Kadare : « C'était une ville étrange qui, tel un être préhistorique, paraissait avoir surgi brusquement dans la vallée par une nuit d'hiver pour escalader péniblement le flanc de la montagne. Tout dans cette ville était ancien et de pierre... »

Le bus nous laisse au bas de la ville. Nous gravissons l'avenue, puis des ruelles caillouteuses. Il est midi, les cloches d'une église sonnent, des collégiennes chahutent. Nous marchons dans la foule ordinaire et nous ne passons pas inaperçus : des trottoirs nous viennent des sifflements et des appels. Dignité albanaise : personne ne vous importune de près ; si quelqu'un a quelque chose à vous proposer - et c'est fou le nombre de gens qui ont quelque chose à vous proposer - il vous hèle sans bouger de sa place. Un bref appel, un ample geste, une invite à vous déplacer, vous à venir le rejoindre sur le trottoir d'en face : le bras se tend, index pointé, puis s'incurve en revenant vers la poitrine - c'est si impératif qu'on a du mal à ne pas obtempérer.

Un monsieur - costume et cravate - m'adresse la parole dans un français volubile. Il est journaliste à la radio de Gjirokastrë. Nous cherchons un logement ? Rien de plus facile. Nous pouvons loger chez l'habitant. Par exemple - « Je dis bien : par

CARNET DU MONDE
21-22 AOÛT 1996
1996

Le Monde

ÉDITORIAL

La gauche et la « misère du monde »

La gauche est en train de se retrouver sur une question à laquelle, pendant plus de dix ans, elle n'a répondu que par des faux-fuyants : l'immigration. Le conflit opposant gouvernement et Français sans papiers marque un tournant politique décisif. Les deux camps s'engagent les 19 et 20 août par les partis de gauche et les syndicats restent certes pleins de prudence : ils ne font qu'appeler le président de la République à intervenir auprès du gouvernement pour que des négociations soient ouvertes. Mais le symbole est là : pour la première fois depuis 1981, l'ensemble des forces « progressistes » se retrouvent en un domaine où la passion et la division étaient jusqu'alors la règle. Partis d'opposition et syndicats estiment désormais ensemble que les lois dites Pasqua doivent être révisées, et que la négociation doit s'ouvrir sur une pratique administrative d'abord répressive.

Revendiquant un « devoir d'inventaire » sur les deux septennats de François Mitterrand, Lionel Jospin s'était bien gardé jusqu'à présent de le mener à bien en matière d'immigration. Lors de son face-à-face avec Jacques Chirac, entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1995, le premier secrétaire du Parti socialiste

montre combien s'est progressivement construit un consensus non avoué.

Le PS paraît donc sur le point de sortir d'une période de glaciation due à sa gestion passée. En 1982, 130 000 étrangers clandestins sont régularisés. En 1983 est créée la carte de dix ans. Cet « état de grâce » passé, les gouvernements socialistes ont multiplié les verrous : l'aide au retour, abandonnée en 1981, est rétablie en 1983 ; les procédures de regroupement familial sont durcies en 1984. Si la loi Pasqua de 1986 est abrogée en 1989, remplacée par la loi Joxe, qui rétablit le contrôle judiciaire sur les reconduites à la frontière, M. Cresson envisage de recourir aux chartes, tandis que Philippe Marchand souhaite créer des « zones de transit » dans les aéroports. Quant au droit de vote des étrangers aux élections locales, il n'a cessé d'être agité comme un chiffon rouge.

Un débat nécessaire visant à définir une politique d'immigration échappera-t-il aujourd'hui aux fureurs politiques ? Il revient à la gauche de l'engager sereinement. Les associations de solidarité et le collège des médiateurs ont, depuis cinq mois, progressé dans cette réflexion, en définissant les contours d'un dispositif permettant de concilier maîtrise de l'immigration et droits de l'homme.

Le rêve ridicule d'Isaac Bashevis Singer par Alain Finkielkraut

VARSOVIE, années 20. Le jeune Isaac Bashevis Singer passe devant l'échoppe d'un boucher. Arrêté par le spectacle de la vitrine, il contemple longuement les saucisses pendues, et finit par leur adresser cette oraison silencieuse :

« Autrefois, vous étiez vivantes, vous avez souffert, et maintenant, vous êtes au-delà du mal. Il ne reste aucune des idées noires ? trace, nulle part, des tourterelles qu'on vous a infligées, de vos contorsions pour y échapper. Y a-t-il une pierre tombale quelque part dans le cosmos, sur laquelle est écrit qu'une vache, nommée Kvatyle, s'est laissée traîner pendant onze ans ? Puis qu'un jour, quand ses pis n'ont plus donné de lait, on l'a conduite à l'abattoir, où on a révisé sa bête à l'usage de la cuisine ? »

« Autrefois, vous étiez vivantes, vous avez souffert, et maintenant, vous êtes au-delà du mal. Il ne reste aucune des idées noires ? trace, nulle part, des tourterelles qu'on vous a infligées, de vos contorsions pour y échapper. Y a-t-il une pierre tombale quelque part dans le cosmos, sur laquelle est écrit qu'une vache, nommée Kvatyle, s'est laissée traîner pendant onze ans ? Puis qu'un jour, quand ses pis n'ont plus donné de lait, on l'a conduite à l'abattoir, où on a révisé sa bête à l'usage de la cuisine ? »

« Autrefois, vous étiez vivantes, vous avez souffert, et maintenant, vous êtes au-delà du mal. Il ne reste aucune des idées noires ? trace, nulle part, des tourterelles qu'on vous a infligées, de vos contorsions pour y échapper. Y a-t-il une pierre tombale quelque part dans le cosmos, sur laquelle est écrit qu'une vache, nommée Kvatyle, s'est laissée traîner pendant onze ans ? Puis qu'un jour, quand ses pis n'ont plus donné de lait, on l'a conduite à l'abattoir, où on a révisé sa bête à l'usage de la cuisine ? »

« Autrefois, vous étiez vivantes, vous avez souffert, et maintenant, vous êtes au-delà du mal. Il ne reste aucune des idées noires ? trace, nulle part, des tourterelles qu'on vous a infligées, de vos contorsions pour y échapper. Y a-t-il une pierre tombale quelque part dans le cosmos, sur laquelle est écrit qu'une vache, nommée Kvatyle, s'est laissée traîner pendant onze ans ? Puis qu'un jour, quand ses pis n'ont plus donné de lait, on l'a conduite à l'abattoir, où on a révisé sa bête à l'usage de la cuisine ? »

La rationalité qui nous gouverne se révèle de moins en moins raisonnable. On continue d'aller de l'avant, mais sans autre but que cette course à perdre haleine

D'où le décalage dramatique entre le discours politique courant, soucieux, à droite comme à gauche, d'acclimater les peuples aux contraintes du mouvement, et la tâche politique qui incombe à nos générations : non plus refaire le monde, mais, comme le disait

magnifiquement Camus dans son discours de Suède, « empêcher que le monde ne se défile ».

Alain Finkielkraut est philosophe.

DEMAIN le point de vue de Daniel Bensaid

La télévision numérique à l'heure des alliances

COMBIEN les téléspectateurs de chaque pays sont-ils prêts à payer pour un paysage de cent à cinq cents services de télévision (programmes, messageries, télé-achat, télévision à la demande, serveurs, etc.) ? La question obsède depuis plusieurs années les plus importants groupes de communication du monde. En théorie, les techniques de « compression » de l'image numérique (télévision et cinéma) rendent possible la multiplication des canaux de télévision. Quand ces ouvertures technologiques se transformeront-elles en marché ? Bien malin qui peut le dire. En attendant, les groupes de communication d'Europe, d'Asie et d'Amérique nouent des alliances, plus ou moins bien ficelées, pour se placer sur ces nouveaux marchés sans investissements ruineux.

La compression numérique permet en principe de faire chuter les coûts. Au lieu de payer 25 millions de francs par an pour diffuser par satellite une chaîne en analogique, il est désormais possible de diffuser huit à dix chaînes par canal, pour le même prix, en numérique comprimé. Malgré cette baisse des coûts, les investissements dans les matériels de compression et de diffusion numériques restent élevés, les programmes récents et exclusifs valent de l'or, et la conquête des abonnés nécessite de puissants investissements commerciaux. Ces milliards, il faut mieux les dépenser à l'extérieur.

DES FILMS ET DU SPORT
Pour assurer la distribution, il est nécessaire de bâtir un réseau, car l'important est d'atteindre la plus large audience en télévision gratuite, c'est-à-dire financée par la publicité, ou d'accroître le nombre de ses abonnés payants. Mais il ne suffit pas d'être le maître de canaux satellitaires ou câblés, voire d'un réseau hertzien. Encore faut-il avoir des programmes et des services à faire circuler. Toute la télévision payante est bâtie autour d'un postulat : les films récents et les événements sportifs sont les mieux à même d'attirer les abonnés.

Le groupe allemand Kirch, qui était déjà le premier et unique fournisseur de films américains aux télévisions allemandes, vient ainsi de signer un contrat de plus de 4 milliards de francs avec le studio américain MCA-Universal pour créer deux chaînes de fiction, qui seront diffusées sur son bouquet numérique Digitaltelevision (DTF). La diffusion des Coupes du monde de football de 2002 et 2006 a été achetée en exclusivité par Kirch pour 2,8 milliards de francs suisses (12 milliards de francs environ). Kirch a aussi investi dans des accords de droits et de coproduction avec Viacom (Paramount) et Columbia TriStar. Un accord similaire a été passé avec Warner.

En France, Canal Plus a acquis un avantage décisif dans le domaine sportif en se proposant de diffuser, en exclusivité et en paiement à la séance, des matches du championnat de France de football, des grands prix de formule 1 et toutes les courses de chevaux qui sont supports d'enjeux du PMU. Canal Plus dispose également d'un important catalogue de films français et américains depuis le rachat d'UGC-Droits audiovisuels.

En Allemagne, l'activisme de Kirch a obligé la chaîne commerciale privée hertzienne RTL, filiale de la CLT, à réagir. Elle a payé 7,8 milliards de francs les droits de diffusion d'environ deux cents films produits par MCA. RTL va également coproduire vingt-cinq séries télévisées avec MCA. Dans

Les trois défis du président

Suite de la première page

La hausse de la fiscalité décidée en 1995 et la baisse de la dépense publique qui marquera nous le souviendrons - l'année 1996 contribuera l'une et l'autre à la lutte contre les déficits. On peut regretter que la première l'ait emporté sur la seconde, mais l'essentiel est de constater aujourd'hui qu'elles contribuent également à un ralentissement de la croissance à court terme.

Cette contraction de la dépense publique, absolument nécessaire, ne produira pas d'effets bénéfiques immédiats. Tout le monde reconnaît que cette politique est impérieuse : elle est appliquée aujourd'hui avec une remarquable concordance - et beaucoup de volonté - en Allemagne, en Italie, en Espagne et en France. Dans un premier temps, elle ne favorise pas la lutte contre le chômage. Elle n'y contribuera qu'à moyen terme à condition d'être accompagnée d'autres mesures réformant nos grands systèmes sociaux.

Particulièrement attachés à l'objectif d'une monnaie unique pour les Européens, nous devrions refuser toute hypothèse qui sacrifierait les critères de Maastricht et - en les sacralisant - aboutirait à repousser au-delà de 1999 les échéances qu'il a fixées. Reconnaissons que cette question est posée autant aux Allemands qu'à nous-mêmes. Compte

tenu de la rigueur traditionnelle de leur politique monétaire, c'est auprès d'eux qu'il faudra plaider la cause suivante : soit respecter ce calendrier, soit l'anticiper. Nous n'avons pas devant nous une troisième hypothèse.

En effet, reporter au-delà de 1999 l'achèvement de la monnaie unique, c'est en réalité y renoncer. C'est laisser se déchaîner sur nos monnaies les forces de marché et c'est faire perdre aux yeux du monde toute crédibilité à notre volonté politique d'unifier le continent européen.

Si nos deux gouvernements ne peuvent reporter cette échéance sans mettre en cause l'objectif lui-même, le moins leur reste-t-il d'affronter l'un et l'autre au même calendrier politique, la possibilité de l'anticiper. Il s'agit de conserver les critères de Maastricht comme des objectifs transitoires à une volonté économique à moyen terme et d'anticiper la date de 1999 pour réaliser la monnaie unique.

Cette décision est essentiellement politique. Il s'agit de replacer le traité de Maastricht dans sa véritable interprétation : la monnaie unique est un objectif ; les critères pour y parvenir ne sont que des moyens. Ils relèvent de la bonne gestion à moyen terme de nos économies. Je suis convaincu qu'avant l'été 1997 nous aurons ce rendez-vous de la vérité.

Le deuxième enjeu est sans aucun doute moins impérieux aux yeux de nos compatriotes. Il me semble néanmoins capital pour sortir notre pays de cette asphyxie de la décision qui parfois le menace. Il s'agit, à travers une lecture de nos institutions et de notre pratique politique, de lut-

ter contre la trop grande concentration des pouvoirs.

Une pratique constante du cumul des mandats, une décentralisation inachevée, une confusion des fonctions partielles et des fonctions gouvernementales, une indépendance insuffisante de la justice, nos conclusions écartées de la vie publique, un Parlement qui voit ses fonctions de contrôle et de proposition réduites, tout cela contribue à l'atmosphère lourde que connaît aujourd'hui notre vie politique. S'y ajoutent les conséquences d'une évolution vers un régime présidentiel qui n'entraîne pas, en même temps, ses deux corollaires indispensables : un Parlement fort, une décentralisation authentique. Nous pourrions ajouter : la nécessaire réduction, déjà votée, du mandat présidentiel.

COHÉRENCE ET AMBITION
L'évolution, freinée par la cohabitation, qui consiste à faire du gouvernement le cabinet du président de la République peut avoir un sens positif à une condition majeure : elle doit s'accompagner d'un renforcement important du rôle du Parlement ainsi que d'une relance forte de la décentralisation. Elle suppose en outre une grande intériorité quant à l'indépendance de la justice. La vérité et la force d'un régime présidentiel, c'est d'abord et avant tout la réalité d'une forte et constante séparation des pouvoirs.

C'est là le chantier d'une démocratie moderne qui pourrait reprendre certains des thèmes de la campagne présidentielle : la diffusion des pouvoirs, tant économiques que poli-

tiques, est une exigence des sociétés d'aujourd'hui ; elle est le gage de leur efficacité sociale ; elle rend au chef de l'Etat la plénitude de ses grandes fonctions régaliennes. Dans les faits, la modernisation de nos pratiques politiques devrait correspondre aujourd'hui à ce que fut la modernisation de notre vie économique au cours des deux décennies précédentes. Ne pas la faire, c'est ajouter, pour les Français, la lassitude au découragement.

La troisième enjeu du président de la République est de nature politique. Il est au cœur même de sa fonction éminente : donner un sens à notre vie commune. On ne peut pas facilement le dissocier des deux autres tant il est vrai qu'une politique, c'est d'abord la traduction d'une vision d'ensemble du destin national ; il s'agit de proposer à notre peuple le chemin d'une espérance perdue. Cela ne peut réussir qu'à deux conditions majeures : la cohérence et l'ambition.

La cohérence consiste à fixer un cap clair à l'ensemble de l'administration d'Etat, dont on hésite parfois à rappeler qu'elle est soumise aux orientations du pouvoir politique ; il s'agit de sortir enfin du socialisme implicite ou explicite de la société française. C'est là le mandat que nous avons reçu à deux reprises en 1993 et en 1995. Et c'est à l'oublier que nous prendrions le risque de perdre les prochaines élections nationales. Choisir résolument une économie de liberté, redonner sa place à l'initiative, refuser de considérer l'assistance comme un état civil, transférer du pouvoir d'achat de l'Etat

vers les Français, valoriser l'esprit d'entreprise et soutenir les plus modestes de ceux qui le pratiquent, c'est permettre à la France de gagner la rude compétition qui s'annonce. Être libéral aujourd'hui n'est pas une mode. C'est une exigence de survie. Ma conviction pour la France, c'est qu'il s'agit d'une chance.

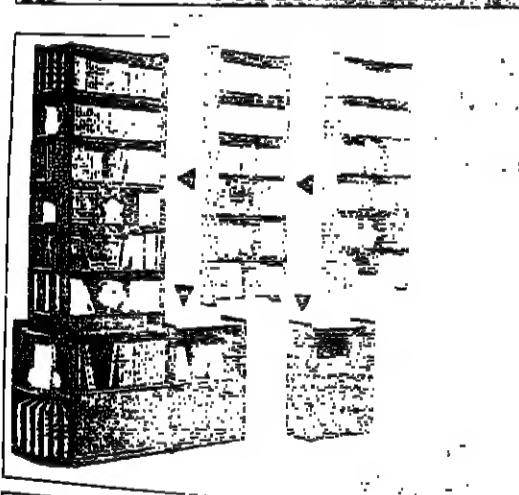
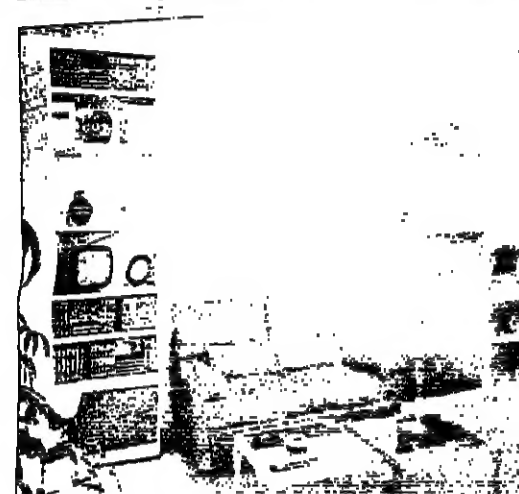
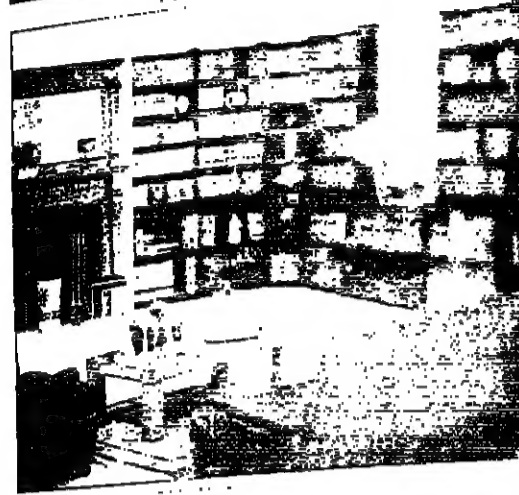
L'ambition enfin. Qu'un peuple comme le nôtre soit resté parmi les premières nations du monde, qu'il soit fier de sa langue et de sa culture, qu'il continue à être une grande puissance dans le domaine de la recherche, qu'il exporte ses idées et ses produits, cela est le fruit d'une profonde ambition nationale. Cette ambition, à chaque instant, peut être perdue de vue.

Or la lutte contre le déficit est une exigence. Ce n'est pas une ambition. La France, et au-delà d'elle l'Europe, doit porter une ambition faite à la fois d'identité et de fraternité : politique méditerranéenne, nouveau pacte transatlantique, rejet des intégrismes de tous ordres, exigence culturelle forte, attention renouvelée à l'écologie de la planète, à la biotechnique... Nous sommes en mesure d'être présents - et parmi les premiers - sur tous ces fronts.

Une anticipation de la décision monétaire pour sortir l'Europe du doute, une diffusion massive des pouvoirs rendant à l'Etat son vrai rôle, un retour de la politique des idées et des convictions : voilà ce qui pourrait redonner goût à notre vie publique et couleur à notre espérance.

François Léotard

LE PLUS GRAND CHOIX DE BIBLIOTHÈQUES DANS TOUTES LES DIMENSIONS ET TOUS LES STYLES...



DANS TOUS NOS MAGASINS PROJETS D'IMPLANTATIONS A PARTIR DE VOS PROJETS PERSONNELS • cartes acceptées • personnels • tarifs sans surprise • REPRISE EN CAS DE NON-RECEPTION

PARIS : 5, rue de Valenciennes (En Montparnasse) Métro : Gâté - Montparnasse

RÉGION PARISIENNE
■ ARRAS 91290 : 13, rue Nationale 20 Tél. (03) 64.90.05.17
■ MELUN 77000 : 6, quai Hippolyte Rogée Tél. (01) 64.37.02.52
■ VERSAILLES 78000 : 64-70, rue des Châtres Tél. (01) 39.53.66.09

MAGASINS RÉGIONAUX
■ ANGERS 49000 : 87, av. du Cal Patoir Tél. 41.48.44.99
■ NANTES 44000 : 4, rue Roger Selengry Tél. 21.12.52.01
■ AVIGNON CEDEX 84145 : Route de Marseille Zone C - 7a Cité Tél. 90.77.24.43
■ BESANCON 25000 : 36, rue d'Arenes Tél. 27.31.31.31
■ BORDEAUX 33000 : 10, rue Bouffard, Tél. 56.44.39.42

هكذا من الأصل

**LE PLUS GRAND
CHOIX DE
BIBLIOTHÈQUES
DANS TOUTES
LES DIMENSIONS ET
TOUS LES STYLES...**

La maison des BIBLIOTHÈQUES

61, rue FROIDEVAUX - PARIS 14^{ème} et dans toute la FRANCE...

VISITEZ NOS MAGASINS
(liste en bas de cette page)
Adresses complètes,
plans de situations,
horaires, nouveaux
points de vente et
demandes de catalogues
par
MINITEL
3615 code LMDB
12.22 la min



Ligne Script : 24 modèles



Ligne Standard : 175 modèles



Ligne Or : 30 modèles



2 modèles de la "Ligne Standard" (frêne blanc) + entre les deux, 1 modèle "Spécific-disques compacts" (frêne turquoise) + à droite : juxtaposition de 3 modèles "Spécific-cassettes video" (frêne blanc)

700 MODELES DE BIBLIOTHEQUES...

... VITRINES, BUREAUX, MEUBLES COORDONNES...

Catalogue Vitrines

102 modèles contemporains exclusifs
vitrines, bureaux, tables
basses, sellettes,
abouts de
canapés.

Catalogue général

88 pages en couleurs,
plus de 700 photos,
schémas, illustrations,
600 modèles de bibliothèques
et meubles coordonnés,
20 lignes et styles...
85 versions : coloris, teintes
et essences de bois...
et de nombreux
accessoires...
Tarifs complets
 joints.



110 pages
de documentation
pour réaliser votre bibliothèque !

**DEMANDEZ NOS
2 NOUVEAUX CATALOGUES
DANS NOS MAGASINS OU AVEC LE BON CI-DESSOUS
ILS SONT GRATUITS !**

**DANS TOUS NOS MAGASINS
PROJETS D'IMPLANTATIONS ET DEVIS GRATUITS
A PARTIR DE VOS PRINCIPALES MESURES...**
• cartes acceptées • facilités de paiement • crédits
personnalisés (après acceptation du dossier)
• tarifs sans surprises • expédition franco et service
après-vente pour toute la France •
• REPRISE EN CAS DE NON-CONVENANCE •

VISITEZ NOS MAGASINS...

- PARIS : 61, RUE FROIDEVAUX - 75014 PARIS - TÉL 16 (1) 43.20.13.00.**
(En Montparnasse) - Magasin ouvert le lundi de 14h à 19h30 et du mardi au samedi inclus de 10h à 19h30 sans interruption.
Métros : Gaité - Montparnasse Blenheim - Edgar Quinet - RER : Denfert-Rochereau - Autobus : 28-38-48-58-68-91-92-94-95-96 - SNCF : Gare Montparnasse.
- RÉGION PARISIENNE**
■ ARPAJON 91290 : "Ambiances Plus"
13, Route Nationale 20.
Tél. (1) 64.90.05.47
■ MELUN 77000 :
6, quai Hippolyte Rossignol.
Tél. (1) 64.37.02.52
■ VERSAILLES 78000 :
64-70, rue des Chantiers.
Tél. (1) 39.53.66.09
- MAGASINS RÉGIONAUX**
■ ANGERS 49000 : "Espace Sarno",
87, av. du Gal. Patton.
Tél. 41.48.44.99
■ ARRAS 62008 : "SNEB",
4, rue Roger Salengro.
Tél. 21.23.52.01
■ AVIGNON CEDEX 84145 : "Hemes",
Route de Marseille.
Zone C^{ste} "la Cristole".
Tél. 90.87.72.48
■ BESANCON 25000 :
38, rue d'Arènes. Tél. 81.82.82.40
■ BORDEAUX 33000 :
10, rue Bouffard.
Tél. 56.44.39.42
- BREST 29200 :
23, rue de la 2^e D.B.
Tél. 98.80.67.03
■ BRIVE 19100 : "Ambiances"
30, rue Louis-Latrade. Tél. 55.74.07.32
■ CAEN 14000 : "Intérieurs Décor",
51-53, rue des Jacobins.
Tél. 31.85.29.14
■ CLEMONT-FERRAND 63000 :
22, rue Georges-Clemenceau.
Tél. 73.93.97.06
■ DIJON 21000 :
100, rue Monge. Tél. 80.45.02.45
■ GRENOBLE 38000 :
59, rue Saint-Laurent. Tél. 76.42.55.75
■ LA ROCHELLE 17000 :
(Point-Standard), "Confortex"
71, rue du Rempart St-Clément
Le Bastion. Tél. 46.50.57.77
■ LILLE 59800 :
88, rue Esquemoise. Tél. 20.55.69.39
■ LIMOGES 87000 :
3, rue Jules Guesde. Tél. 55.32.88.55
■ LYON 69001 :
9, rue de la République.
(Métro Hôtel-de-Ville/Louis Pradel).
Tél. 78.28.38.51
- MARSEILLE 13006 :
109, rue Paradis. (Métro Estrangin)
Tél. 91.37.60.54
■ MONTPELLIER 34000 :
8, rue Séran. (près gare)
Tél. 67.58.19.32
■ MULHOUSE 68100 :
7, rue de l'île Napoléon
Tél. 89.44.04.44
■ NANCY 54000 :
8, rue Saint-Michel. Tél. 83.32.84.84
■ NANTES 44000 :
2bis, rue du Château.
Tél. 40.47.74.38
■ NICE 06000 :
2, rue Offenbach. Tél. 93.88.84.55
■ ORLÉANS 45000 : "Décor & Lumière"
37, rue de la République.
Tél. 38.53.53.84
■ PAU 64320 : IDRON. Route de
Tarbes. RN 117. Tél. 59.84.54.36
■ PERPIGNAN 66000 :
17, cours Lazare-Escarguel.
Tél. 68.35.61.54
■ POITIERS 86000 :
42, rue du Moulin-à-Vent.
Tél. 49.41.68.46
- QUIMPER 29000 :
"Idées Maison".
17, av. de la Libération.
Tél. 98.90.63.33
■ REIMS 51100 : "Atmosphère",
1, rue St-Just. Tél. 26.47.57.44
■ RENNES 35000 :
59, bd de la Tour d'Auvergne.
Tél. 99.30.56.07
■ ROUEN 76000 :
43, rue des Charrettes.
Tél. 35.71.96.22
■ STRASBOURG 67000 :
11, rue des Bouchers. Tél. 88.36.73.78
■ TOULON 83000 :
61, cours Lafayette. Tél. 94.93.55.98
■ TOULOUSE 31000 :
1, rue des Trois Renards,
(près place St-Sémin)
Tél. 61.22.92.40
■ TOURS 37000 :
5, rue Henri Barbusse. (près des Halles)
Tél. 47.38.63.66
■ VALENCE 26000 : (Point-Standard)
"La Bouquinerie" - Place de la Pierre
(près Cathédrale). Tél. 75.43.75.71.
Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.

COUPON A RETOURNER à :
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75680 PARIS CEDEX 14
Veuillez m'envoyer gratuitement et sans aucun engagement, votre catalogue
général et votre nouveau "catalogue vitrines" contenant tous les détails (mesures,
longueurs, profondeurs, matériaux, teintes, confiances) sur tous vos
modèles avec les tarifs complets et la liste de vos magasins. [M091]

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Ville _____
Code Postal _____ Téléphone _____
Profession _____

DEMANDES DE CATALOGUES 24H/24 PAR :
TELEPHONE REPONDEUR DIRECTEUR 3615 LMDB
MINITEL 3615 LMDB 12.22 la min

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 21 AOÛT 1996

STRATÉGIE Les industriels de l'aéronautique civile, Boeing et Airbus en tête, bénéficient depuis le début de l'année d'un fort redémarrage du marché. Le consortium européen

Airbus a enregistré 189 commandes d'avions en sept mois, soit près du double de l'ensemble de l'année précédente. L'américain Boeing peut, quant à lui, se prévaloir de 301 appa-

reils commandés fin juillet. **● SUR-** PRIS par l'ampleur du retournement, les constructeurs s'approprient à modifier leur stratégie de production, alors que leurs plans de productivité

n'étaient pas encore arrivés à leur terme. **● BOEING**, qui a déjà réalisé les 8 000 embauches nettes prévues dans son budget annuel, rehausse ses perspectives d'emploi. Le groupe

américain fait de l'augmentation des cadences sa priorité. **● AEROSPATIALE** s'approprie à réaffecter, par transfert, des effectifs supplémentaires aux chaînes d'assemblage.

La brutale reprise du marché de l'aéronautique perturbe les constructeurs

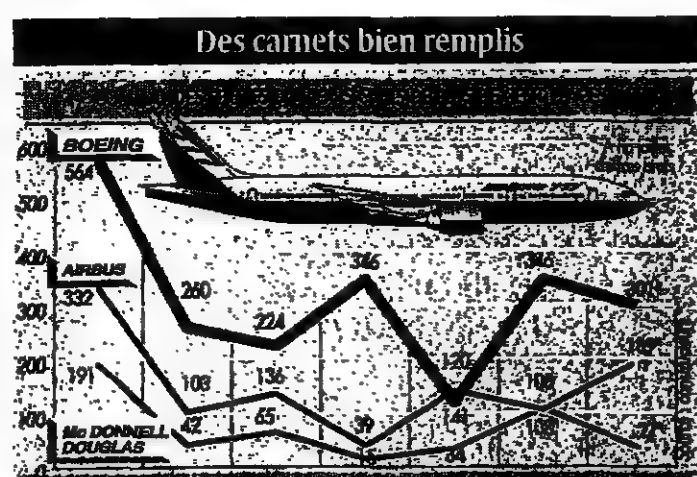
Boeing, qui révisé à la hausse ses prévisions d'embauche sur l'année, fait de l'augmentation des cadences sa nouvelle priorité. Aerospatiale envisage un redéploiement de ses effectifs au profit des chaînes d'assemblage

LES INDUSTRIELS de l'aéronautique civile, Boeing et Airbus en tête, n'en croient pas leurs carnets de commandes. A la fin juillet, le consortium européen Airbus avait pulvérisé ses ventes de l'année précédente : 189 avions commandés en sept mois contre 106 appareils sur l'ensemble de 1995, année noire pour le groupe, alors relégué au troisième rang mondial derrière Boeing et McDonnell Douglas.

Le géant américain Boeing, qui avait réalisé en 1995 un retour spectaculaire en engrangeant 346 commandes, peut, quant à lui, se prévaloir de 301 appareils à la fin du mois de juillet. Et, de l'avis des analystes, ce n'est qu'un début : ceux-ci promettent aux clients des constructeurs aéronautiques, les compagnies aériennes, des lendemains radieux, avec un trafic aérien en hausse de 5 % en moyenne par an, soit un triplement du marché en vingt ans.

En outre, la mise en place progressive de la réglementation anti-bruit va obliger les compagnies à mettre en conformité ou à remplacer une partie de la flotte existante. De nouveaux bénéficiaires, après la grave crise du début des années 90, les transporteurs aériens se bousculent pour passer des commandes fermes aux constructeurs. Mercredi 14 août, c'était au tour de United Airlines de réserver 27 appareils auprès de Boeing pour un montant de 2,5 milliards de dollars (2,5 milliards de francs).

McDonnell Douglas fait exception. Avec 27 appareils commandés sur les sept premiers mois, le constructeur de Long Beach (Californie) est, pour le moment, le la-



Source : Boeing, Airbus, McDonnell Douglas. Les données sont en millions de dollars. Les données pour 1995 sont provisoires.

se-pour-compte de la reprise. Ce qui relance les spéculations sur la survie de la branche aéronautique civile du deuxième américain (*Le Monde* daté 12-13 mai).

AUGMENTER LES CADENCES

Paradoxalement, le brusque redéploiement de l'activité, anticipé depuis plusieurs mois par les analystes, inquiète les industriels, Boeing en tête. Le géant de Seattle va devoir augmenter rapidement ses cadences de production, les appareils commandés cette année devant être livrés d'ici dix à seize mois. Boeing devra sortir chaque mois de ses usines 34 avions en 1998 et 46 en 1999 (soit 552 avions par an), contre 19 actuellement.

L'américain dispose d'un outil industriel suffisant pour plus que doubler sa capacité : en 1992, Boeing avait livré 446 appareils, contre 206 l'an dernier. Mais ses effectifs ont été ramenés de 165 000 en 1989 à 105 000 à fin 1995. Prenant les devants, Boeing avait annoncé, en avril, la création de 8 000 emplois nets d'ici à la fin de l'année. Un porte-parole du groupe indique au *Monde* que cet objectif est d'ores et déjà atteint et que « les embauches sur l'année excéderont les prévisions initiales ».

« Notre nouvelle priorité est de produire davantage d'avions pour répondre aux besoins de nos clients », explique-t-il. En conséquence, plusieurs chaînes des

usines d'Everett, dans l'Etat de Washington, ne se sont pas arrêtées cet été. Tout en soulignant « qu'il n'y a pas de politique systématique de fermeture en août », le groupe reconnaît que les lignes de production des Boeing-747 et 767 et des ailes des 777 tournent à plein régime. Le *Wall Street Journal* du 25 juillet avait divulgué une note interne du groupe qui révélait que le programme de production du Boeing-777, le dernier appareil long-courrier de la famille, accusait un retard de 25 %.

« Nos clients sont parfaitement au courant, et le retard devrait être résorbé dans le courant de la troisième semaine d'août », précise le groupe. Ce nouvel impératif risque de faire passer au second plan les efforts demandés aux salariés de Boeing, engagé dans un vaste plan de réduction des coûts et de restructuration des chaînes de production. « Pour le moment, nous n'avons pas prévu de 25 % du chemin, en termes de réduction du niveau des stocks, de contrôle des coûts et de diminution des temps de production », avait confié en avril au *Monde* Phil Condit, le nouveau président-directeur général de Boeing (*Le Monde* du 30 avril). Mais, dès à présent, « les avions pris en commande en 1996 ont été proposés aux clients à des prix calculés à partir des futurs cycles de production en 1997 et 1998 », ajoutait-il. L'explosion de la demande lui permettra-t-elle de mener à bien son plan ?

Boeing est optimiste : « La reprise du marché va nous permettre mécaniquement d'amortir nos coûts fixes plus facilement ». Le bond de

15 % de ses derniers résultats trimestriels est venu l'illustrer. Mais qu'en sera-t-il dans dix-huit mois, lorsqu'il faudra livrer des avions commandés à prix discount ? Aerospatiale, pourtant confrontée à un quasi-triplement de ses ventes au premier semestre, se veut plus sereine, et ses usines ont

disposé de davantage de souplesse et de réserve de main-d'œuvre, au besoin en procédant à des redéploiements au profit des chaînes d'assemblage. Mais le groupe indique que le redémarrage du marché ne le dispense pas de la mise en œuvre du dernier plan de restructuration : les effectifs doivent être

Méfais et bienfaits de la concurrence

La concurrence empêche désormais les industriels de se réjouir trop vite d'une reprise de l'activité, si forte soit-elle. Dans une étude récente, publiée par la revue britannique *Economic Policy*, les chercheurs Damien Neven et Paul Seabright affirment que l'entrée d'Airbus sur le marché, il y a vingt-cinq ans, a fait perdre 2 milliards de dollars par an à Boeing et les deux tiers de ses bénéfices à McDonnell Douglas. Pour les compagnies aériennes, l'effet est symétriquement inverse : l'étude constate qu'un monopole de Boeing conduirait à une hausse du prix des avions de 15 %.

Curieusement, les chercheurs, pourtant acquis au libéralisme, soulignent que « l'arrivée d'Airbus a eu un effet globalement négatif sur le bien-être mondial », arguant du fait que « les moindres perspectives de profit ont découragé certains investissements de Boeing pour améliorer les performances des avions ». Les chercheurs admettent toutefois que l'économie européenne a « largement bénéficié » des performances d'Airbus. Une autre manière d'expliquer que ce qui est bon pour Boeing est bon pour les Etats-Unis.

respecté la trêve estivale. Le groupe français, partenaire à hauteur de 37,9 % du consortium Airbus, admet pourtant que son plan de production à moyen terme, qui prévoit actuellement une augmentation de ses cadences de 50 % entre 1996 et 1997 (environ 185 avions produits, contre 125 cette année), pourrait être très prochainement revu à la hausse.

Aerospatiale - qui n'a pas réduit ses effectifs aussi drastiquement que son concurrent américain -

ramenés de 38 600 fin 1995 à 34 000 fin 1997, sur la base de départs volontaires et aidés.

« La guerre des prix sévit toujours, et les efforts de productivité doivent se poursuivre », affirme-t-on au siège du groupe. La société reconnaît toutefois qu'« à côté des objectifs de productivité et de qualité, il faut désormais en ajouter un troisième : la quantité d'avions produits ».

Christophe Jakubyszyn

Le faux départ de la nouvelle pellicule photo APS ne décourage pas les industriels

TROIS MOIS après le lancement de l'APS, bien malin qui comprend la signification de ce sigle anglophone. Seuls les spécialistes ou les amateurs éclairés savent qu'il s'agit de « Advanced photo system » et qu'il désigne un nouveau type de film photographique (*Le Monde* du 31 janvier). Avec lui, il devient en principe impossible de rater ses photos.

La pellicule est remplacée par une cassette, qui se charge et se rembobine automatiquement : plus de risque de photos voilées ou rayées. Une piste magnétique placée sur le film enregistre les erreurs d'exposition et autres informations sur la prise de vue, à l'at-

tention du laboratoire de développement. L'utilisateur a le choix entre trois formats de tirage, standard, 16/9 ou panoramique. Lancé en grandes pompes, le 22 avril, par les fabricants de films Kodak et Fujifilm, les concepteurs d'appareils Canon, Minolta et Nikon - car le nouveau système impose de renouveler son appareil photo -, l'APS était censé révolutionner le monde de la photographie. Mais avec une sévère pénurie d'appareils disponibles sur le marché français, la révolution a pris du retard.

Engouement au Japon

L'APS a démarré très fort au Japon. Le nouveau système a conquis 30 % de taux de pénétration sur le marché des boîtiers. Cet engouement ne doit rien au hasard : les fabricants nippons ont placé 140 000 appareils sur le marché au Japon, contre seulement 105 000 sur toute l'Europe. La France, entre le 22 avril et le 30 mai, en a reçu moins de 40 000.

En outre, au Japon, les travaux photos sont réalisés à 80 % par les « minilabs », les mini-laboratoires qui traitent les photos en une heure. Ceux-ci ont été mis au défi d'investir très vite dans un matériel nouveau. En France, en revanche, les « minilabs » représentent le tiers du marché face aux laboratoires centraux. Leur réaction est plus lente, mais devra aussi compter avec le numérique.

tention du laboratoire de développement. L'utilisateur a le choix entre trois formats de tirage, standard, 16/9 ou panoramique. Lancé en grandes pompes, le 22 avril, par les fabricants de films Kodak et Fujifilm, les concepteurs d'appareils Canon, Minolta et Nikon - car le nouveau système impose de renouveler son appareil photo -, l'APS était censé révolutionner le monde de la photographie. Mais avec une sévère pénurie d'appareils disponibles sur le marché français, la révolution a pris du retard.

« La date de lancement au niveau mondial a été arrêtée il y a trois ans. Mais le jour, l'ensemble des usines n'a pas pu répondre à la de-

mande », explique Jean-Luc Champlier, directeur des ventes aux laboratoires chez Kodak. La demande existait bel et bien dès le lancement, assure Daniel Schmitt, président du directoire de Phos. La chaîne de distribution, qui a vendu près de 3 000 appareils entre avril et mai, constate « un très bon accueil ». Chez Fujifilm également, « on aurait pu vendre plus si on avait eu plus de stocks », souligne Jérôme Noria, au service marketing grand public.

Certains services annoncés n'ont pas été au rendez-vous, comme les informations sur support magnétique ou le marquage de données au dos de la photo. « On n'est pas

Noël que se font les meilleurs chiffres d'affaires de l'année.

L'APS est pourtant pas qu'un « coup » publicitaire avorté. Les fabricants n'ont aucun doute sur le succès à long terme de la formule auprès de leur clientèle privilégiée, « les femmes de trente-cinq ans avec deux enfants ». Les femmes sont les premières à fixer les souvenirs de famille sur pellicule. C'est à elles que s'adressent ces tout petits appareils qui se glissent dans la poche.

Les fabricants estiment que l'APS devrait atteindre 3 à 5 % du marché des compacts l'an prochain. Fujifilm espère en vendre deux millions dans le monde au cours des douze prochains mois.

DÉVELOPPEMENT LENT

Pour autant, le développement du marché sera très lent. Le prix fait réfléchir. Les films sont en moyenne 15 % plus chers que le 24 x 36, mais ils fournissent un nombre de vues plus important (15, 25 ou 40). Le prix des boîtiers, lui, grimpe de 40 %. Le renouvellement du parc des 24 x 36, qui représente 20 millions d'appareils en France, prendra une dizaine d'années. Pour accélérer le mouvement, Fujifilm a produit une gamme complète d'appareils jetables APS, en parallèle avec leur version 24 x 36. Une opération lucrative lorsqu'on sait que les jetables représentent 20 % de la consommation mondiale de films.

L'APS jette surtout un pont entre l'argentique (la bonne vieille pellicule photo traditionnelle) et le numérique. Sa piste magnétique permet de visionner les photos sur un écran de télévision, ou de les scanner sur ordinateur. Mais au vu du faible taux d'équipement informatique des Français, les pellicules traditionnelles ont encore de beaux jours devant elles. En jouant sur les deux tableaux, l'APS assure l'avenir de l'industrie photographique.

Pascale Caussat

Singapore Telecom s'approprie à abandonner son monopole

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Pour réussir la privatisation de Singapore Telecom, le gouvernement de Singapour a décidé de séduire l'actionnariat populaire. Chaque Singapourien pourra acquérir 500 actions de l'opérateur de téléphone pour un prix de 25 dollars singapouriens (9 francs), quel que soit le montant de ses cotisations. Les actionnaires individuels qui conserveront leurs titres se verront distribuer des actions gratuites tous les deux ans, au cours des six premières années.

Le gouvernement a aussi prévu de dédommager la société à hauteur de 1,5 milliard de dollars singapouriens à la fin de l'exercice en cours (clôt le 30 mars 1997). Singapore Telecom ayant accepté de renoncer à son monopole le 1^{er} avril de l'an 2000 et non sept années plus tard comme prévu à l'origine.

Sin Telecom verra entamer une partie de son monopole avec l'entrée d'un consortium de Singapouriens et de Hongkongais sur le marché, jugé lucratif, de la téléphonie mobile. Ces décisions s'inscrivent dans le cadre des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) visant à ouvrir à la concurrence le secteur des télécommunications dans la majorité des pays. Les mesures de libéralisation devraient être adoptées en février 1997 et appliquées dès janvier 1998.

PRISES DE PARTICIPATIONS

La compagnie singapourienne, qui a annoncé en juin une hausse de 12 % de son profit net à 1,5 milliard de dollars singapouriens pour un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de dollars sur l'exercice 1995/1996 - les experts tablaient sur 13 à 15 % -, est contrainte de poursuivre son expansion hors de son territoire. Le marché singapourien étant l'un des plus développés de la planète. Sin Telecom a déjà investi 1,5 milliard de dollars dans cinquante-trois firmes mûres de vingt et un pays. Le dernier investissement en date et le plus important,

avec un montant de 653 millions de dollars, a été une prise de participation de 12,5 %, en mars, dans Belgacom, l'opérateur belge.

Cette expansion s'est traduite par un déficit de 61 millions de dollars en 1995/1996 (contre 27 millions en 1994/1995). Les principales pertes ont été enregistrées en Norvège, aux Philippines et en Grande-Bretagne. Mais la direction de Sin

Telecom attend ses premiers bénéfices à l'international cette année. La firme projette d'investir plus de 2 milliards de dollars dans les cinq années qui suivent, en Asie, selon les experts, 300 milliards de dollars seront investis sur cette période dans les télécommunications.

Jean-Claude Pomonti

ATT perd son numéro deux

ATT, PREMIER GROUPE AMÉRICAIN de télécommunications, a annoncé lundi 19 août la démission de son directeur général adjoint Alex Mandl, qui prend la direction d'Associated Communications, une toute nouvelle société de communications. Entré chez ATT comme directeur financier en 1991, M. Mandl, 52 ans, en était devenu le numéro deux au début de l'année et faisait figure de futur président. Ce départ surprise intervient à un moment délicat pour le géant des télécommunications, qui prépare sa séparation en trois sociétés indépendantes à la fin de l'année. « Je ne peux pas résister au défi d'être un pionnier dans une entreprise de télécommunications très significative au sein du nouvel environnement de déréglementation », a déclaré M. Mandl. L'actuel président d'ATT, Robert Allen, assurera son intérim.

■ **VOUKSWAGEN** : la Commission européenne bloquera des aides publiques accordées au constructeur automobile allemand dans toute l'Union européenne si celui-ci utilise les aides illégales versées par la Saxe, a confirmé, lundi 19 août, à Bruxelles, un de ses porte-paroles. Il a aussi annoncé l'ouverture de deux enquêtes, fin juillet, sur une prolongation d'une aide à l'investissement en Allemagne de l'Est et une extension d'une aide à Berlin-Ouest, décidées par Bonn.

■ **AXA** : l'assureur a annoncé mardi 20 août un chiffre d'affaires consolidé semestriel de 81 931 milliards de francs, en hausse de 24,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette progression est essentiellement due à la prise en compte de l'assureur australien National Mutual, acquis en 1995.

■ **RIVAUD** : la banque a contesté, le 19 août, les informations parues dans la presse concernant ses litiges avec l'administration fiscale (*Le Monde* du 15 août). Ce « différend » ayant conduit à la perquisition au siège de la banque le 8 août proviendrait « d'une dénonciation mensongère d'un employé récemment licencié », a précisé la banque.

■ **AÉRIEN** : le gouvernement britannique n'est pas prêt à signer un accord « ciel ouvert » dans les mêmes conditions que ses voisins européens, notamment l'Allemagne, selon le *Financial Times* du 20 août. Un tel accord est posé comme préalable à l'agrément, par les autorités américaines, de l'alliance entre les compagnies aériennes American Airlines et British Airways.

■ **AIR FRANCE** : le trafic passagers a progressé de 19 % au deuxième trimestre par rapport à la même période de 1995, mais la recette unitaire accuse une baisse de 11 %, selon *France Aviation*, le journal interne de la compagnie, paru lundi 19 août. Pour Air France Europe, le trafic a progressé de 3 % et la recette unitaire n'a baissé que de 2 %.

هكذا من الأصل

AVIS DE CONCOURS

POUR L'ACCES A L'EMPLOI DE REDACTEUR TERRITORIAL

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Guyane, 36 avenue Pasteur à CAYENNE, M: 30.28.88 organise en application des dispositions des articles 7 et 8 du décret 85-1229 du 20 novembre 1985 relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale.

* Deux concours interne sur épreuves et deux concours externe sur épreuves pour le recrutement de 20 rédacteurs territoriaux :

Spécialité "ADMINISTRATION GENERALE"

- interne 9 postes
- externe 9 postes

Spécialité "SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL"

- interne 1 poste
- externe 1 poste

Les épreuves d'admissibilité auront lieu les :
MERCREDI 27 & JEUDI 28 NOVEMBRE 1996
et les épreuves d'admission les 29, 30 et 31 JANVIER 1997

Les demandes de participation pourront être retirées au Centre de la Coopération Intercommunale de Guyane, 36 avenue Pasteur à CAYENNE du 02.09.1996 au 11.10.1996 et les dossiers doivent être complétés et déposés au Centre de la Coopération Intercommunale de Guyane, 36 avenue Pasteur à CAYENNE du 12.10.1996 au 18.10.1996.

La nature et le programme des épreuves du concours de rédacteur territorial sont définis par le décret n° 88-242 du 14 mars 1988 modifié.



Centre National d'Appui aux Services de l'Etat
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
présent sur l'ensemble des territoires métropolitains et d'outre-mer
(18 délégations régionales dont 6 relayées par 9 bureaux régionaux, 1400 agents, un budget équivalent à 35 milliards de francs, 4200 emplois)
de compétences :
- la mise en œuvre de la politique des structures agricoles (versant des aides à l'investissement, à la restructuration et à la modernisation des exploitations) et l'intervention dans le domaine du développement et de l'aménagement local,
- la production de services (rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, gestion des centres d'appoints solidaires) pour le compte de l'Etat et des régions, recherche :

DELEGUE REGIONAL

(réf. 9605/DR)

H F

Vous êtes chargé de l'organisation et du bon fonctionnement de votre délégation régionale, dirigez le personnel, gerez le budget de fonctionnement de la délégation et représentez le CNASEA lors de réunions ou manifestations. Vous négociez les conventions de prestation de service avec les partenaires régionaux (Etat, région, département) et suivez le cas échéant l'activité des bureaux régionaux ou des services départementaux de votre région. Vous animez le réseau des ADASEA de votre région et suivez leur activité.

CHEF DE SERVICE REGIONAL

(réf. 9605/CS)

H F

Sous l'autorité du délégué régional, vous assurez la direction du service chargé soit de la gestion des actions d'interventions agricoles, soit de la rémunération des stagiaires et de la mise en œuvre des aides à l'emploi confiées au CNASEA. Vous suivez les dépenses concernant les actions d'intervention et coordonnez, le cas échéant, l'action technique des bureaux régionaux ou des services départementaux rattachés à la délégation régionale. Vous concevez et réalisez des études statistiques et pouvez participer à des publications. Vous encadrez et évaluez votre équipe. Vous représentez le CNASEA dans les réunions externes et participez aux réunions et négociations avec les partenaires locaux.

Evolution possible de la fonction : délégué régional.

CHEF DE BUREAU REGIONAL

(réf. 9605/CB)

H F

Sous l'autorité du délégué régional et en coordination avec le chef de service régional, vous êtes chargé de la gestion de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle pour le compte de l'Etat ou de la région, et de la gestion des aides à l'emploi confiées au CNASEA. Vous suivez les dépenses concernant les actions d'intervention, représentez le CNASEA dans les réunions externes et participez aux réunions et négociations avec les partenaires locaux.

Evolution possible de la fonction : chef de service en délégation régionale, délégué régional.

Ces fonctions sont susceptibles d'être pourvues dans chacun des sites du CNASEA. Rémunération de 172 000 à 230 000 F annuels bruts selon expérience professionnelle.

Doté de capacités d'analyse et de décision et compétent en organisation, vous savez communiquer et négocier. Vous faites preuve d'une aptitude à l'animation et à l'encadrement d'équipe. Vous avez une bonne connaissance du secteur agricole et/ou du secteur de la formation professionnelle et de l'emploi, aux niveaux national et communautaire. Vous êtes impérativement titulaire d'un diplôme de 3ème cycle de l'enseignement supérieur, d'un diplôme d'ingénieur d'une école nationale supérieure ou d'une grande école de l'Etat, ou d'un titre ou diplôme homologué au niveau I.

Retrait des dossiers de candidature par écrit uniquement à : CNASEA, service du personnel, 7 rue Ernest Renan, 92136 Issy-les-Moulineaux cedex en précisant la ou les références choisies. Joindre une enveloppe 229 x 324 affranchie à 11.50 F. Date limite des dépôt des dossiers : 15 septembre 1996 cachet de la poste faisant foi.

LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'HERAULT organise

UN CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES DE CONSEILLER TERRITORIAL SOCIO-EDUCATIF pour 17 postes

CONDITIONS D'INSCRIPTION :

- Ce concours est ouvert aux membres de cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs ou aux fonctionnaires de l'Etat détachés dans ce cadre d'emplois.
- Les candidats doivent justifier au 1er janvier de l'année du concours d'un minimum six ans de services effectifs dans le cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs ou un corps d'assistants de service social et être en fonction depuis au moins deux ans dans la Fonction Publique Territoriale.

les dossiers d'inscriptions doivent être retirés : au centre de gestion ou par Minitel : 36-15 code CDG34 (1,01 F/mn)

DU LUNDI 23 SEPTEMBRE 1996

AU MERCREDI 23 OCTOBRE 1996 inclus

et doivent être déposés COMPLETS à l'adresse suivante :

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault

02 rue Edmond Lauand - 34184 MONTPELLIER Cedex 4

DATE LIMITE DE CLOTURE DES INSCRIPTIONS :

LE MERCREDI 23 OCTOBRE 1996 Minuit

(le cachet de la poste faisant foi)

Toute demande de dossier par correspondance devra être accompagnée d'une enveloppe de format A4 affranchie au tarif en vigueur supérieur à 20 grammes.

Filière d'un
important
groupe

pétrolier

multinational,

CHEVRON

CHEMICAL SA

(1,7 MdF de CA,

620 personnes)

fabrique et

commercialisée

des additifs

pour lubrifiants

et carburants et

recherche un :

QUIEL

INGÉNIEUR PROGRAMMES D'ESSAIS LUBRIFIANTS

En étroite collaboration avec les services techniques et commerciaux, vous définissez les programmes d'évaluation de performances des lubrifiants liés à la qualification des produits clients, vous évaluez leur budget et planifiez leur réalisation dans les délais définis.

Voire rôle de coordinateur, au sein de l'équipe, vous amène à contrôler le respect des procédures et la validité technique des résultats.

Ingénieur en mécanique ou équivalent, vous avez acquis une expérience similaire de 3 à 5 ans chez un pétrolier, un motoriste, un constructeur automobile ou dans un centre d'essais.

Voire sens de la communication et vos qualités d'organisation vous permettront de vous intégrer rapidement à l'équipe et d'élargir vos compétences. Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais.

Poste basé à Neuilly sur Seine.
Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. IPEL20.22 à notre conseil : QUIEL Ressources et Perspectives - 160 rue de Paris - 92100 BOULOGNE.



Société internationale, leader mondial sur le marché du conteneur-citerne, recherche pour son Siège basé actuellement à Saint-Quentin-en-Yvelines :

1 INGENIEUR MECANICIEN

Profil :

Jeune ingénieur avec 2 à 3 ans d'expérience, multilingue Français/Anglais impératif, maîtrise de la micro-informatique, la connaissance de la chaudronnerie serait un atout, déplacements Europe éventuels.

Missions principales :

En étroite collaboration avec le Directeur Technique, vous aurez en charge les missions suivantes :

- Gestion des plannings de fabrication et Logistique
- Audit Qualité
- Réglementation Internationale
- Rédaction de cahiers des charges et appels d'offres
- Support technique aux filiales (USA, Singapour, Allemagne)

Merci d'adresser CV en anglais + Lettre de motivation en anglais + photo à :

EUROTAINER S.A. 1, Place Charles de Gaulle
78180 MONTIGNEUX-LE-BRETONNEUX
A l'attention du Service du Personnel

CNFT



Directeur des ressources humaines

Cadre d'emploi des administrateurs

Votre rôle :

- concevoir la politique de gestion des ressources humaines sur la base des choix stratégiques adoptés ;
- organiser les moyens et contrôler l'application des décisions ;
- préparer les négociations avec les partenaires sociaux et réguler les relations sociales ;
- favoriser la formation et la mobilité interne ;
- harmoniser les pratiques des délégations, des écoles et du siège par le conseil et l'assistance ;
- contrôler la cohérence de la politique salariale ;
- encadrer et coordonner les activités de la direction (36 agents) :
- le service de la gestion des personnels (carrière, paie) ;
- le service emploi-formation (plan de formation national, aide aux projets locaux, expertise statutaire, statistiques) ;

A même d'anticiper sur l'évolution des compétences et des postes, d'apprécier le climat social et de conduire des négociations, vous constituez une force de proposition et d'aide à la décision. Vous déterminez de réelles aptitudes au management dans un esprit de concertation et de mobilisation du personnel. Vous êtes apte à gérer un budget.

Merci d'adresser candidature manuscrite + CV à M. le Président du CNFT, 3 villa Thorstein, 75738 PARIS cedex 15.

ETABLISSEMENT PUBLIC DE FORMATION

Budget : 1,3 MdF
1600 agents permanents
28 Délégations Régionales
4 écoles nationales

En raison de la période estivale, la parution des **INITIATIVES** est suspendue.

Elle reprendra les **Lundi 2*** et **Mardi 3*** septembre.

Dans l'intervalle, la rubrique d'offres d'emploi paraîtra chaque **mardi**** dans le quotidien.

Pour tout renseignement, vous pouvez téléphoner au **44.43.76.13**

* daté mardi 3 et mercredi 4
** daté mercredi

AUJOURD'HUI

SPORTS

PUBI
public
succes
impor
au Bri

JEUX OLYMPIQUES Les onze villes candidates à l'organisation des Jeux de 2004 ont remis depuis le 15 août leur dossier au Comité international olympique, la commission

d'évaluation peut se mettre au travail. ● LILLE recevra la visite des experts du CIO du 24 au 28 septembre, après Saint-Petersbourg et Stockholm, mais avant Séville, Rome, Is-

tanbul, Athènes, San Juan de Porto Rico, Rio de Janeiro, Buenos Aires et Le Cap. ● ATLANTA aura permis aux responsables de la candidature lilloise de peaufiner leur copie, en par-

ticulier sur la sécurité, les transports et la technologie informatique. ● L'AUDIENCE des Jeux d'Atlanta satisfait les chaînes publiques et privées françaises, qui leur ont con-

cé une large couverture. ● AUX PARALYMPIQUES, le sprinter américain Tony Volpentest, un athlète privé de pieds et de mains, a battu le record du monde du 100 m en 11 s 36.

Le CIO tire les leçons des dysfonctionnements des JO d'Atlanta

La ville organisatrice des Jeux olympiques de 2004 sera désignée le 5 septembre 1997. D'ici là, une commission d'experts va examiner les onze dossiers de candidature, parmi lesquels celui de Lille dont les arguments sont la sécurité et les transports

SIX CENTS PAGES pour le dossier de candidature de Lille, cinq cent quatre-vingts pour celui de Rio. Ceux des neuf autres villes candidates à l'organisation des Jeux olympiques de 2004 ne sont pas moins épais. Chaque comité de candidature ayant dû en déposer soixante-dix exemplaires avant le 15 août, c'est par mètres cubes que le rêve olympique encombre le siège du Comité international olympique (CIO), à Lausanne. A ce stade de la démarche, les projets doivent être précis. Il leur faut répondre par le menu aux 558 questions du cahier des charges.

Le temps des ballets diplomatiques sur les bords du Lac Léman est pour l'instant révolu. Jusqu'à ces

derniers mois, Juan Antonio Samaranch, le président du CIO, avait reçu la visite de prestigieux ambassadeurs : le président brésilien Fernando Cardoso, accompagné du « roi » Pelé, a fait le voyage en Suisse pour appuyer la candidature de Rio de Janeiro, de même que le président argentin Carlos Menem pour celle de Buenos Aires. A Atlanta, on a beaucoup vu Pierre Mauroy, l'ancien premier ministre français, venu promouvoir le dossier de sa ville. Place, désormais, aux arguments techniques. Le sort des uns et des autres est entre les mains des quinze membres de la commission d'évaluation du CIO, dirigée par l'ancien escrimeur allemand Thomas Bach.

Après avoir digéré l'imposante littérature envoyée par chaque comité de candidature, la commission consacrera à chacune des onze villes une visite officielle de cinq jours. Le programme des voyages couvre tout le prochain trimestre : Saint-Petersbourg, Stockholm et Lille en septembre ; Séville, Rome, Istanbul et Athènes en octobre ; San Juan de Porto Rico, Rio de Janeiro et Buenos Aires en novembre ; enfin, Le Cap début décembre. Le rapport d'évaluation de ces experts servira au collège du CIO chargé de désigner, le 7 mars 1997, les quatre ou cinq villes finalistes. Après une nouvelle série de visites des membres du CIO, la ville hôte des Jeux de la XXVIII^e olympiade sera définit-

ivement élue le 5 septembre 1997. Rien n'est joué, mais pour conserver quelque chance de réussite, tout dossier devra avoir tenu compte des agacements, plus ou moins exprimés, de Juan Antonio Samaranch à Atlanta. Les ambiances de fête foraine sont à proscrire ; les chapitres concernant la sécurité, les transports et l'informatique à soigner tout particulièrement.

ECONOMIE MONDIALE

C'est ce qu'ont ressenti les représentants des onze villes candidates qui tenaient stand au onzième étage de l'hôtel Marriott, dans le centre d'Atlanta. Au fur et à mesure de l'apparition de nouveaux problèmes, Francis Ampe, le délégué

général de Lille 2004, donnait, depuis ses bureaux du Club France, des consignes pour amender le dossier nordiste.

Après l'explosion du parc olympique et les cafoillages entre les différents services de police américains, la candidature lilloise aurait, selon certains observateurs, connu une embellie. « Nous pensions que la compétition concernait des villes, dit Francis Ampe. Or, en matière de sécurité, c'est entre des États qu'il faudra choisir, car la sécurité est de leur ressort. Et dans ce domaine, l'État français offre des garanties. Le rôle de l'organisateur consiste à payer la facture pour s'assurer le concours d'un système de sécurité efficace. » Pour les déplacements, Francis

Ampe ne craint pas les mêmes déboires que les Américains : « Ils étaient handicapés par leur manque de culture en matière de transports en commun. Même les usagers du métro manquaient de savoir-faire pour entrer et sortir des voitures. A Lille, nous avons depuis douze ans un métro automatique qui permet de privilégier la flexibilité des transports. » Urbaniste de profession, Francis Ampe estime que la dimension de la ville européenne permet d'envisager « une gestion piétonnière des foules ». Au cours de leur visite à Lille, du 24 au 28 septembre, les membres de la commission d'évaluation auront tout loisir de vérifier l'idée de Francis Ampe selon laquelle « la marche à pied est souvent une solution efficace et conviviale ».

La plupart des équipements sportifs étant encore à construire, il faudra aux experts du CIO quelque imagination pour visualiser ce Lille olympique encore très virtuel. Une chose est sûre, selon Francis Ampe : les couacs du système informatique enregistrés au début des Jeux d'Atlanta ne se reproduiront pas. « Il n'est pas normal de se planter là-dessus, dit-il. Pour ce genre de technologie, il y a une règle d'or : n'utiliser qu'un système rodé, mis en routine un an à l'avance. »

Pour les Lillois, les dysfonctionnements constatés à Atlanta étaient le prix à payer d'une organisation totalement libre, fondée sur le profit. « Le montage a été trop tardif parce que privé, dans ce contexte de rodage des installations et des procédures aurait coûté trop cher », estime M. Ampe. Les responsables de la candidature nordiste feront valoir que « l'économie mise à la française est une réponse intéressante ».

Propos recueillis par Gilles Van Koté

Jean-Jacques Bozonnet

Mal Hemmerling, directeur exécutif des JO de Sydney

« Rendre les Jeux aux athlètes »

ATLANTA

correspondance

Mal Hemmerling est le directeur exécutif du Socog, le Comité d'organisation des Jeux olympiques de Sydney, qui auront lieu du 15 septembre au 1^{er} octobre de l'an 2000. A la tête d'une large délégation australienne, il a observé le déroulement des Jeux d'Atlanta.

« Quels enseignements avez-vous tirés des problèmes d'organisation qu'ont connus les Jeux d'Atlanta ? »

« La première leçon, c'est que l'on ne s'y prend jamais trop tôt. Quatre années, cela peut sembler long, mais nous allons avoir besoin de chacune des journées qui nous séparent du 15 septembre 2000 pour préparer ces Jeux comme il le faut. La deuxième, c'est qu'il faut que chaque responsable de site et de département soit désigné largement à l'avance afin de pouvoir préparer convenablement l'événement. »

Nous avons déjà nommé vingt-trois responsables de sites, qui sont tous allés à Atlanta étudier le déroulement des Jeux. Il y a enfin quatre secteurs dont nous mesurons bien l'importance, mais sur lesquels notre attention a été encore davantage attirée ici : ce sont la sécurité, les transports, la technologie et les volontaires.

« Les questions de sécurité sont aujourd'hui au centre du débat. »

« Nous travaillons sur ce domaine depuis deux ans, mais il est clair que ce qui est arrivé à Atlanta va nous conduire à revoir certaines choses, notamment pour ce qui concerne les zones à accès libre. Il nous faudra trouver un équilibre pour que ces mesures ne soient pas trop contraignantes. Nous avons l'avantage par rapport aux organisateurs américains de n'avoir qu'un seul interlocuteur, la police de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud. Un certain

nombre de représentants de celle-ci ont d'ailleurs été intégrés aux forces de sécurité américaines pendant les Jeux d'Atlanta. »

« Quelle est l'implication des pouvoirs publics australiens ? »

« Le gouvernement australien nous a apporté sa garantie en cas de perte financière, mais c'est un cas de figure qui n'est pas dans nos prévisions. Par ailleurs, le gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud prend en charge la construction des sites olympiques. »

« Par quoi avez-vous été le plus surpris à Atlanta ? »

« Par les effets que peut avoir l'organisation d'un événement comme les Jeux olympiques sur un tissu urbain. A Atlanta, cela a créé un véritable phénomène d'engorgement dans le centre-ville, avec les conséquences que cela a pu avoir sur les transports. Nous ne devrions pas rencontrer ce problème à Sydney. D'abord,

parce que la ville est plus grande et le système de transport plus développé. Ensuite, parce que les infrastructures olympiques seront regroupées pour l'essentiel sur deux sites qui ne se trouvent pas comme ici en plein centre-ville. Les flux de déplacements ne s'additionneront donc pas. »

« Certains athlètes se sont plaints du peu de cas que faisaient d'eux les organisateurs américains. Comment allez-vous prendre cela en compte ? »

« Nous voulons recentrer les Jeux sur les athlètes, rendre les Jeux aux athlètes. Ils seront logés dans un village olympique unique, sur le site même où se dérouleront les épreuves concernées par la moitié des disciplines olympiques, ce qui limitera évidemment les problèmes de transports. »

France Télévision et Canal Plus ont tiré parti des Jeux d'été 1996

SATISFACTION : tel est l'état d'esprit de TF1, France Télévision et Canal Plus, à l'heure du bilan de leur retransmission des Jeux olympiques d'Atlanta. Chacune des chaînes avait dépensé sur place des sommes importantes (une centaine de personnes pour TF1, 150 pour France Télévision et 170 pour Canal Plus), mais le nombre d'heures diffusées variaient du simple au double.

TF1 a consacré 9 heures quotidiennes aux événements d'Atlanta, contre 22 heures, en alternance, pour les deux chaînes publiques, et 22 heures en continu en moyenne pour la chaîne cryptée. Une disparité due à des choix délibérés : TF1 a opté pour une contre-programmation, en diffusant principalement, de nuit, des épreuves en direct ; les deux chaînes publiques ont diffusé les épreuves en alternance, sous l'enseigne « Sport 2/3 ». France 2 privilégiant les nocturnes, France 3 l'après-midi et le début de soirée.

Canal Plus a choisi de jouer la carte du direct en continu (14 heures par jour). Soit au total, pendant dix-sept jours, 374 heures de programmation (directes ou différées, émissions sur les J.O.) « C'est le fruit de trois années de préparation », commente Charles Biétry, directeur des sports de Canal Plus. « On a recréé une mini-chaîne à Atlanta. La régie finale se trouvait à Paris, mais tout se faisait à Atlanta », précise-t-il à Canal Plus.

Elle disposait de vingt-cinq caméras pour couvrir tous les sites (contre quatre pour les autres chaînes) ainsi qu'un car-régie donnant accès à presque toutes les caméras du stade, ce qui a permis à la chaîne de diffuser l'escrime, le judo, la natation et

l'athlétisme, sports qui n'étaient pas forcément couverts par le signal international, mais dans lesquels les Français pouvaient décrocher des médailles.

La chaîne cryptée bénéficiait, en outre, d'un système de caméras baptisé « Gest » découpant les gestes des athlètes et retransmettant leurs performances maximales. Grâce à ce dépiement humain et technique, Canal Plus se targue d'avoir gagné 2,1 points d'audience par rapport à la même période 1995, et affiche une part d'audience nationale moyenne de 6,8 % sur la totalité des Jeux (+ 50 % par rapport à l'audience habituelle).

BAIN D'IMMAGES

Pour sa part, TF1 obtient une audience moyenne de 25 % pour son émission nocturne « La Nuit olympique ». France 2 avance deux records d'audience nationale - finale de Marie-José Pérec sur 400 mètres et finale homme sur 100 mètres (66 % et 59 % de part d'audience respectivement). Une étude de Media-Company sur les seules chaînes en clair (TF1, France 2 et France 3) montre que les sports les plus regardés étaient l'athlétisme, la gymnastique et le cyclisme. La durée d'écoute quotidienne est identique à celle des J.O. de Barcelone - 2 heures 45 contre 2 heures 47 - et dépasse de cinq minutes la durée d'écoute habituelle, pour la même période, hors J.O. France Télévision a réalisé les cinq meilleures audiences hors résumé (3 % de moyenne) et en nocturne (3,7 % de moyenne).

Ce sont donc France Télévision et Canal Plus qui ont su le mieux tirer parti des J.O. La chaîne cryptée a battu TF1 lors des deux finales de Marie-José Pérec, alors que la diffusion était codée et donc accessible aux

senils abominés. Leur indice de satisfaction a augmenté de 7,2 à 8 points (sur 10) pendant les J.O. « Notre but était que nos abonnés regardent les J.O. sur Canal », explique Charles Biétry. Pari gagné : 90 % ont fait ce choix.

Les J.O. représentaient un investissement de départ onéreux. Chaque chaîne française a payé 50 millions de francs pour les droits de diffusion, plus que pour Barcelone. « Aucune chaîne française n'a acheté l'exclusivité des droits : les finales importantes ayant lieu entre minuit et 5 heures du matin, heure française », note Michel Vallet, responsable de l'audience de Canal Plus.

Les précisions concernant les recettes publicitaires drainées par les J.O. sont évasives. Canal Plus annonce un bénéfice de 140 % sur les recettes publicitaires par rapport à la même période 1995. « Un résultat remarquable », selon Marie-Christine Vendroux, directrice de la régie publicitaire. Ces résultats ont permis de ne dépasser le budget d'origine (101 millions de francs) que de 10 %, droits de retransmission inclus.

Canal Plus a gagné en image en jouant la carte des événements sportifs mondiaux. En choisissant d'alternier ses retransmissions sur France 2 et France 3, France Télévision s'est assurée une audience régulière et nombreuse (la part d'audience de France Télévision a culminé à 63,4 % contre 21 % pour TF1, selon Médiamétrie, en ce qui concerne les performances moyennes des retransmissions). Les scores d'audience de TF1 sont en revanche inférieurs à ses propres résultats (21 % en moyenne). Il est vrai que les chaînes ne s'étaient pas données les mêmes priorités.

Carole Sterlé

Tony Volpentest, sprinter sans pieds

Le jeune Américain est l'une des stars des Jeux paralympiques

ATLANTA

correspondance

Il n'a pas de pieds et pas plus de mains. Ses bras, coupés au niveau des coudes, se terminent par deux gros doigts dont il se sert comme d'une pince pour saisir son sac de sport, retirer sa prothèse ou simplement appuyer du geste ses impressions d'athlète. Sa jambe droite est plus courte que la gauche de presque dix centimètres. Au premier regard, il ne ressemble en rien à un sprinter, spécialiste du 100 m et du 200 m. Et pourtant, ce handicap de naissance disparaît brutalement lorsque Tony Volpentest, vingt-trois ans, pose sa foulée sur une piste d'athlétisme.

On ne retient alors de lui que l'incroyable impression de puissance que dégage son style. On ne remarque plus rien d'autre que la vélocité de ses mouvements. On le suit du regard du départ à l'arrivée, avant de s'arrêter sur le temps inscrit en chiffres lumineux sur le panneau de chronométrage, pour en croire à peine ses yeux. Lundi 19 août, ce jeune Américain au sourire timide et à la coupe de cheveux militaire a couvert un 100 m en 11 s 36. Plus vite de près de trois dixièmes que son propre record du monde. Et il l'a fait avec, fixées au bout de ses jambes, deux lourdes prothèses métalliques.

Un exploit sportif, un de plus, dans ces Jeux paralympiques où l'héroïsme se distingue dans chaque couloir de la piste, chaque ligne d'eau de la piscine et partout où se dispute une compétition. Une aventure humaine, une de plus. A la réflexion, l'histoire de Tony Volpentest n'a sûrement rien d'exemplaire. Elle est pourtant à peine croyable. Son handicap, le jeune homme le porte depuis la naissance. Il n'a jamais eu de pieds ni de bras, mais ses souvenirs d'enfance le plongent au-

jourd'hui dans une rêverie amusée. « Gamini, raconte-t-il doucement, je me prenais pour Lee Majors, l'acteur de la série « Bionic Man ». « L'homme qui valait 3 milliards ». Je croyais que je possédais quelque chose en plus que mes camarades. Alors, bien sûr, j'en jouais. Un jour, j'ai essayé de briser net une bûche avec ma jambe artificielle, comme l'aurait fait mon héros de feuilleton. Mais je n'ai réussi qu'à casser ma prothèse. Et tous mes copains sont partis en pleurant, terrorisés à la vue de ce spectacle. »

A l'adolescence, il se met en tête de surmonter son infirmité et lui impose la pire humiliation : le mépris. Il joue au football, au basket et au volley. Puis l'envie lui prend de courir. En 1992, une première médaille d'or aux Jeux paralympiques de Barcelone vient récompenser son obstination.

L'AIDE DE MOUS VIENT

Depuis, explique-t-il posément, « je ne suis plus le même athlète. Je m'entraîne désormais six jours par semaine, je surveille mon alimentation, mon hygiène de vie. J'ai un entraîneur personnel qui veille sur ma préparation. Et puis, surtout, la technologie a fait progresser mes performances. Mes prothèses sont

plus légères et nettement plus sophistiquées. Elles sont étudiées et construites spécialement pour moi ». Elles coûtent près de 100 000 francs la paire. Mais ce matériel l'aidera, il en est certain, à « courir bientôt le 100 m en 10 secondes 60 ».

L'argent ? Tony Volpentest n'en manque plus depuis le début de la dernière olympiade. Mieux qu'un simple partenaire, il a trouvé un mécène dont il prononce le nom avec respect et gratitude. « Il s'agit de M. Ross Perot, dit-il. Je l'ai rencontré en 1992, peu après l'élection présidentielle. Puis, je lui ai envoyé une cassette de mes courses. Depuis, il m'aide à payer mes frais de voyage et d'entraînement. Sans lui, je n'en serais pas là. »

Lundi 19 août, le candidat à la prochaine élection présidentielle était à Atlanta pour suivre la course de son jeune protégé. Il l'a vu gagner et battre le record du monde. Puis il l'a suivi vers la conférence de presse, avant de l'accompagner vers la sortie du stade. L'homme politique avait, dans le regard, la même lueur de fierté mêlée d'admiration qu'il aurait eue en face de Carl Lewis ou de Michael Johnson.

Alain Mercier

■ **CYCLISME** : l'Américain Allison Dunlap a remporté au sprint la 6^e étape du Tour cycliste féminin course lundi 19 août entre Arles et Marseille. L'Américaine, qui occupe la 5^e place au classement général, s'est imposée en puissance devant un peloton arrivé groupé dans la cité phocéenne. Elle a devancé la Lituanienne Zita Urbonaitė et la Néerlandaise Yvonne Brunen. Au classement général, Jeannie Longo conserve le maillot or de leader avec 1 min 33 s d'avance sur l'Italienne Fabiana Luperini.

■ **VOILE** : vainqueur de la Transat Québec-Saint-Malo, Loïck Peyron a battu le record de l'épreuve, à la barre du trimaran *Fujicolor-II* (Le Monde du 20 août). En s'imposant, lundi 19 août, en 7 jours, 20 heures, 24 minutes et 43 secondes, le skipper balois a amélioré le précédent record de Serge Madec (Jet-Service) de 1 heure, 11 minutes et 1 seconde. Francis Joyon (Banque Populaire) a pris la deuxième place, à 3 heures et 24 minutes de Loïck Peyron, suivi de Paul Vatne (Haute-Normandie), arrivé avec 4 heures et 6 minutes de retard sur le vainqueur.

« Planos »
désaccordés

Guerre des...
paix des...
à Joigny...
père et fils

« Planos »
désaccordés
Guerra des...
paix des...
à Joigny...
père et fils

MANÈGES TRICOLORE
Il faut dire que...
crédits de...
connaissent...
chères confier...
dule le comman...
la ligue de...
les manœuvres...
les parures...
exclus du projet...
masculins...
Tout ça pour...
Effrayés par...
troupes du...
ser l'armement...
avait mal...
golis et...
manière ne...
recherches...
l'avance...
lement que...
mets, car...

Les marches du sud de la France
la figue violette de Solier...

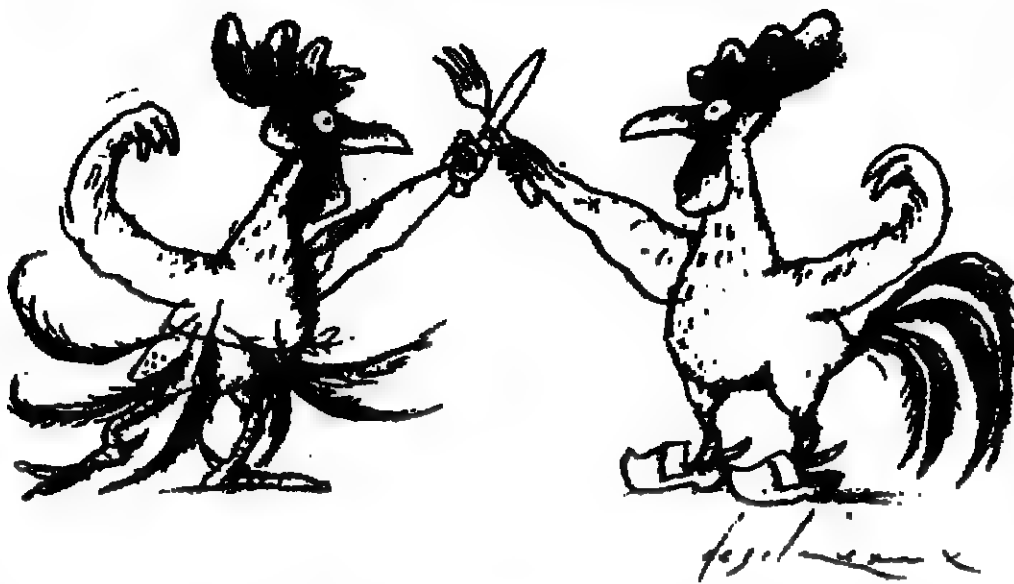
TROUVER UN VENTILATEUR...
marche de Solier...
quête d'une aiguille...
Un fruit rare ? Vous n'avez...
commune du Var à...
Toulon, en récolte à...
chaque année, soit le tiers...
nationale. Une énorme...
en fait d'en expérier la...
donc prendrait la peine de...
des fruits que chacun peut...
de son jardin, ou sur un...
route ?

Les Bretons ont-ils raison...
la figue et lui ont donné le...
figue-glas c'est-à-dire...
Provençaux eux-mêmes ont...
néglige ce fruit. Il se raconte...
l'histoire des deux agriculteurs...
troisième en train de planter...
demandant : « Pourquoi...
pourquoi ? » « Tu vas-tu...
porcherie ? », signe que le...
juste bonne à engraisser les...
Ce sont les Parisiens qui...
peu les cochons. Au milieu du...

هكذا من الأصل

«Pianos» désaccordés

Guerre des chefs à Paris, paix des fourneaux à Joigny, chez les Lorain père et fils



RIEN NE VA PLUS à la table des grands. Ils sont énervés nos ténors. Les malheurs s'accumulent. A la clientèle qui dérape, aux charges et aux taxes toujours aussi martiniennes, est venue s'ajouter cette effrayante histoire des animaux malades de la peste et du lourd soupçon qui encadre désormais les délicats plaisirs gastronomiques.

Ces embarras se sont brutalement enflammés à la faveur d'une brève guerre des Deux-Roses, où les «Lancastre», dirigés par Robuchon, se sont affrontés aux «York», menés par Senderens. Attaque soudaine et riposte des plus vives. L'affaire est un peu retombée, mais il y a encore de la strychnine dans le potage. Quel était le motif de ce choc de chefs ?

Sans que l'on connaisse le sombre dessous des cartes, c'est un communisme lancé sur l'AFP qui allume la mèche. Ex abrupte, une douzaine de grandes toques du royaume mettaient en garde les pouvoirs publics et les jeunes cuisiniers contre une «mondialisation» progressive du goût français et le dédain observé par certains des valeurs «terroiristiques» du pays. Robuchon, qui prépara ses adieux, et Ducasse, le répreneur, consignaient l'appel. Coup de tonnerre. Non cités, les visés se donnent quelques jours avant de s'identifier dans la philippique et engagent les poursuites. Alain Senderens retrouve son vieil éternel des jours de combat des années 70, et fait monter les «renovateurs» en ligne.

MANGEONS TRICOLEUR

Les Français avaient les nouvelles érudites des «pianos». Eux qui connaissaient la prudence de leur chers confrères, n'ont pu que traduire le communisme sanglant sous la loupe de l'insulte. Mangeons tricolore, mangeons hexagonal ; à la porte les parfums aux quatre-épices, les excès du gingembre, les exotismes-muribaudes ! Stop, les défilés ! Tout ça prenait un mauvais genre.

Effrayés par leur brûlot, les troupes du grand Robuchon ont assez rapidement fait savoir qu'il y avait malodores. Non, non, tous les goûts étaient dans la nature ; leur manifeste ne visait aucunement les recherches menées avec une rigueur d'aveugle ; qu'il ne s'agissait simplement que des crâtes d'outre les mers, ceux qui nous copient sans ver-

gogne en nous assaillant à leur sauce locale ; qu'il fallait être vigilants, mais que tout allait cocoriquement très bien sur les terres de Carême et d'Escoffier. Il n'empêche.

La violente réaction des futurologues n'était pas feinte. En les faisant passer pour des maléfiques qui entraînaient la table à sa perte, les terroiristes suggéraient que sur dix ans leur travail n'avait été que bluff et mystification. C'était maladroit. Que la tradition soit respectée car elle est respectable, soit, ont argué les plaignants, mais comment faites-vous bouger le propos si vous le repérez perpétuellement - en abîme - sur lui-même ? Je sais faire le pigeon aux petits pois, pour dire Senderens, mais je le préfère à la canelle. Mes clients aussi.

Du poulailleur de l'antique théâtre de la fable au quotidien, le mangeur ordinaire suit ces affrontements avec curiosité, se demandant lequel de ces mandataires aura le premier le courage et l'astuce d'organiser des journées portes ouvertes dans son établissement. Pour que l'on comprenne bien de quel on cause.

Et pour que l'on comprenne mieux encore, éloignons-nous un moment de Paris et allions voir ce qui se passe dans ces provinces combattantes et toujours sèches, loin du brouhaha des toques qui agite la capitale. Et, tant qu'à faire, pourqu'on ne pas choisir un endroit donné pour l'un des meilleurs, perché dans les rochers de l'establisement, un endroit libre de sa réussite, sous la seule autorité de ses fondateurs : la Côte Saint-Jacques, à Joigny dans l'Yonne.

Le lieu avait pour principal avantage de voir le père et le fils travailler de concert, eux qui décrochèrent la timbale ensemble, en 1986, avec une troisième étoile au Michelin. Deux générations réunies dans une même reconnaissance, omées des mêmes lauriers. Original. Il n'y avait donc pas de conflit entre ancienne et nouvelle école, entre le terroir et le sacré et les impertinences d'un César tout neuf. Curieux. Quelle était la recette ? Le

paternel, Michel Lorin, est un vieux briscard aux moustaches à la James Cagney et à la veste blanche émaillée d'un rien de bleu-blanc-rouge ; le fiston, Jean-Michel, a, lui, le regard amusé et armé de ces jeunes hommes studieux pour lesquels le travail n'est pas loin du divertissement. Il joue plutôt dans la catégorie fleuriste, cette nouvelle race de cuisiniers aux muscles nerveux et prompts à l'assaut. Le nouveau charme, leur minceur.

HAMON ET RESPECTUEUX

Celui-ci ne grossira pas de stût, comme on le devine mal révisant la peinture de sa toque à la hausse. On l'a sans doute averti des vertiges mortels du succès, chez Troisgros, Taillevent, et Fredy Girardet - le premier Suisse à être immortalisé de son vivant -, où il apprendra le métier. A trente-sept ans, le voilà en maîtrise avec son destin et premier officier de point de ce restaurant dont son père lui a progressivement laissé tenir la barre.

Tous les deux ont vertement pris position contre toute espèce de vote céleste qui viendrait «dictatorialiser» le message que les hommes de la cuisine ont, pas, dévot au pays pour sauver l'honneur de la France. Cet honneur-là, ils s'en chargent. Mais assez parlé, à table !

Du boudin ! Deux tranches seulement, minuscules, mais du jamais mangé comme ça. Il y en aurait au

petit déjeuner, avertit le maître d'hôtel, froid... meilleur. Ah ! bien. Les chefs sûrs de leur coup font large ; le dîner fut long. Tableaux d'une exposition. Huitres bretonnes en terrine océane. Jacques Manière, le premier, s'était lancé, il y a vingt ans, dans ce genre d'exercice médiéval. Gros succès. C'est la même affaire, adoucie au velouté du temps. Capaccio de foie gras sur un tressé de poireaux nouveaux à l'huile de noisette. Souvent le formé de la recette donne la vraie sonorité du plat. Là, c'est symphonique.

Deux poissons maintenant : turbot braisé au bois de fenouil, câpres, concomres et salicornes, une herbe des marais salants ; bar «légerement fumé» sauce au caviar sévère. L'homme avait du sang-froid dans ses cuissons et savait donner sa chance au poisson. Ce n'est pas si courant. A ce moment-là, la démonstration était déjà faite : un cuisinier hardi et respectueux, dominant et séducteur, digne et de bonne éducation, pouvait tout se permettre. Il n'y avait plus de querelle.

Il fallait pourtant faire encore un peu le gastronome. Courage, seulement quelques plats de haute voltige à goûter. Un foie gras poêlé et pommes de terre écrasées aux olives ; des langoustines au poivre de Sechem ; des œufs de caille, saupçon de homard et truffe en coque feuilletée ; un canard croisé, sauce aux petits fruits ; le veau braisé «de la tête aux pieds» ; servi en casseroles jointes et pomme purée à la truffe. C'était sans fin. La note nous avait abandonnée depuis un moment. Seul restait en action l'instinct de survie du goût, avec lequel s'entretenait le cuisinier.

Jean-Pierre Quilès

★ La Côte Saint-Jacques, 14, faubourg de Paris, 89300 Joigny. Tél. : 86-62-09-70. Menus : de 380 F à 840 F Carte : environ 650 F Appartements et chambres : de 750 F à 1'500 F

son grand-père Emile «Arène la salade» ?), Germain a planté, il y a quarante ans, une centaine de figuiers. Tous les deux jours, il passe entre ses arbres, les mains gantées ou les doigts recouverts de teinture d'iode. Pour cueillir ce fruit il faut mieux se protéger. Le lait qui coule du pédoncule attaque la peau ; quant à la feuille, même si certains se servaient autrefois de sa rugosité pour recueillir la vaisselle, il faut avant tout prendre garde de ne pas s'y blesser. Tant d'agressivité de la part de la figue s'explique quand on savoure sa pulpe d'un rouge sombre. Germain conseille de la choisir à l'apogée de sa maturité, «la chair cède sous la pression des doigts et une petite goutte de jus sucré vient parfois perler au bout de l'index, ce petit orifice au sommet du fruit». La figue est alors exquise crue, mais aussi cuite, simplement glissée une demi-heure avant la fin de la cuisson d'une volaille ou d'un gigot d'agneau.

Guillaume Croizet

★ Marché de Solliès-Pont (Var), le mercredi matin. L'étal de Germain Arène (entre 8 et 12 F le kilo de figues violettes) se situe le long du Grapau, sur la petite place du Général-de-Gaulle.

Les marchés du sud de la France : la figue violette de Solliès-Pont

TROUVER UN VENDEUR de figues sur le marché de Solliès-Pont s'apparente à la quête d'une aiguille dans une botte de foin. Un fruit rare ? Vous n'y êtes pas. Cette petite commune du Var, à quelques kilomètres de Toulon, en récolte à elle seule 1 000 tonnes chaque année, soit le tiers de la production nationale. Une énorme coopérative se charge en fait d'expédier la quasi-totalité. Qui donc prendrait la peine de vendre sur place des fruits que chacun peut trouver au bout de son jardin, ou sur un talus en bord de route ?

Les Bretons ont-ils raison, eux qui méprisent la figue et lui ont donné le surnom de *fige-gloss* c'est-à-dire crottin de cheval ? Les Provençaux eux-mêmes ont longtemps négligé ce fruit. Il se raconte encore par ici l'histoire des deux agriculteurs avisés un troisième en train de planter un figier et lui demandant : «Monte vas mettre la pourguère ?» (où vas-tu mettre la porcherie ?), signe que la future récolte était juste bonne à engraisser les porcs. Ce sont les Parisiens qui remplacèrent peu à peu les cochons. Au milieu du XIX^e siècle, la

figue violette de ce pays, celle qu'on nomme aussi *harnissotte*, connaît un phénoménal succès hors de la vallée du Gapeau. En 1907, la gare de Solliès-Pont en expédiait journalièrement 13 000 kilos. Le surnom qu'on lui donnait à l'époque lui est resté. Aujourd'hui encore, les gens du cru appellent la figue de Solliès «la parisienne».

Les plus belles d'entre elles sont d'ailleurs vendues à la pièce, posées sur une petite frange de papier blanc, dont la couleur à elle seule indique qu'on vous sert ici le paragon du fruit. Mais tout ce tralala est bon pour l'épicerie fine, Germain Arène s'en voudrait de mettre à son éal de porcelaines coquettes. Si sa sœur Marie-Christine continue de japper des figues pour les bœufs fins de la ville, lui, pendant la pleine saison, entre la mi-août et la mi-octobre, se contente de vendre au marché quelques cagots de vrac, les plus mûres, celles qui voyageraient mal.

Issu d'une très ancienne lignée de maraichers locaux (ne surnommaient-on pas

TOQUES EN POINTE

Bistrots

CHEZ CLOVIS

Chez Clovis, rien que d'anodin de l'extérieur. C'est pourtant un lieu de mémoire. Il s'agit donc de Clovis Cornut, né-natif de Saint-Chély-d'Apcher (Lozère). La famille Cornut est là, tous les jours, derrière le zinc - un vrai, et passablement animé - depuis 1950. Le «baptême de Clovis» fut celui, il y a deux ans, du petit-fils, appelé Clovis lui aussi. La tradition des Halles se perpétue : soupe à l'oignon, moussou à l'échalote, et tête, pieds et fraise de veau, issues de bêtes de la Corrèze, toutes certifiées. Un vin du Forez, avec tout cela (79 F), ou bien quelques vieilles bouteilles de garde, chambole ou chassagne-montrachet (1970)... Plats d'épaves : poulet fermier à la paysanne, bœuf braisé aux carottes, tête de veau sauce grise. Un beau menu à 92 F enveloppe l'ensemble avec fromage blanc et clafoutis de fruits de saison. Le zinc, c'est le vrai terroir des têtes parisiennes. Menu : 92 F. A la carte, compter 120 F.

★ Paris, 33, rue Berger (75001). Tél. : 42-33-57-07. Fermé le dimanche.

LES BOOKINISTES

Unique ambassade de Guy Savoy sur la rive gauche, le restaurant Les Bookinistes reste ouvert en août et prend de bonnes initiatives. Pendant la saison estivale, on peut réserver une place à l'Odéon et le souper à prix fixe - 140 F ou 170 F - après le spectacle. L'établissement - c'est nouveau - est aussi ouvert le dimanche soir, où l'on vous propose un choix d'entrées, plats et desserts pour 180 F. L'atmosphère dépend d'abord de la clientèle, plutôt jeune ici et bon enfant, qui adore la tarte friande aux tomates confites, artichauts poivrés et mozzarella. On se régale aussi de quelques entrées toutes simples, d'une poêlée de moules, d'un jarret de veau mijoté au citron, servi avec polenta et asperges - un plat d'été rafraîchissant mis au point par William Leduill. Parmi les desserts, c'est la tarte à l'orange et zestes confits, jus de fraise tiède, qui aura vos faveurs. Menu dimanche soir : 180 F. A la carte, compter 200 F.

★ Paris, 53, quai des Grands-Augustins (75006). Tél. : 43-25-45-94. Fermé samedi midi et dimanche midi.

Brasseries

LE MANOIR DU LYS

A Bagnols-de-Frêne, l'ancienne famille du Manoir du Lys fait la fête du terroir revu et corrigé par le chef Frank Quinton. Le Lys, c'est d'abord une belle maison normande à colombages établie à l'orée de la forêt d'Andaine. Un menu à 135 F - inspiré de plats de brasserie - nous attire, avec un très beau boudin noir, pommes fruits et foie chaud aux épices, ou bien la mitonnée de joue et queue de bœuf. La charlotte d'andouille façon Vire, c'est une manière inventive de traiter la tripaille en plein pays d'élevage. La minute de saumon et lilette accompagnés de tomates et crêpes marines rappelle la proximité de la mer. Bientôt ce sera la saison des champignons et celle du gibier. Vins de propriétaires, c'est nouveau et cela permet de servir les prix. Le sommelier, c'est le gendre ; il vient du casino de Divonne-les-Bains. Vous ne vous étonnez pas de la richesse de la cave à cigares et de la variété des calvados. Un petit prix pour un petit coin de paradis en Normandie profonde. Hôtel confortable. Menu : 135 F. A la carte, compter 250 F.

★ Bagnols-de-Frêne (61140). Tél. 33-37-60-69. Tous les jours.

TAVERNE ALSACIENNE

Après 1920, date de ses dernières grandes créations prestigieuses, la brasserie joue encore un rôle considérable dans la vie parisienne. L'influence alsacienne de ces «tavernes des filles du Rhin» se voit dans le décor, d'abord néo-gothique, avec vitraux, puis résolument moderne style, selon l'école de Nancy ; ici, reliefs sculptés et collection de céramiques. C'est l'image classique que perpétue la Taverne alsacienne avec sa bière, ses plats copieux, cinq spécialités de choucroute, dont une fameuse aux quatre poisons, son assiette de fruits de mer (95 F) et ses huîtres. L'on regrettera que certains plats, tels le cervelat, le hares Balthique, le thon à l'huile et la salade de museau, disparaissent - cela n'est pas propre à ce seul établissement - au profit d'entrées ou de plats indifférenciés, mais à la mode. Accueil et service impeccables. 7 jours sur 7. Terrasse calme et protégée sur l'axe. Menu 95 F (plat, dessert, 1/4 de vin). Menu 169 F (complet avec 1/2 de vin et café). A la carte, compter 180 F.

★ Paris, 286, rue de Valenciennes (75015). Tél. : 48-28-80-60. Tous les jours.

Gastronomie

ALAIN DUCASSE

Joël Robuchon parti, Alain Ducasse conduit le même orchestre, mais c'est la musique qui a changé. Reste la volonté d'obtenir le meilleur. Négliger l'accessoire, aller à l'essentiel, ou plutôt, c'est le détail répété jusqu'à la perfection qui devient l'essentiel. Les queues de langoustines sont accompagnées de bâtonnets de légumes parfumés de gingembre, mêlés au suc des crustacés et aromatisés de menthe et de cardamome ; les calamars émincés restent croquants. Le jus des têtes passées au pilon est garni d'une petite julienne caramélisée et servi à part à la manière asiatique. Le goût de l'Orient est le seul qui menace l'unité d'une harmonie. Pas la moindre dissonance pourtant dans cet exercice acrobatique qui puisse faire douter de la capacité d'Alain Ducasse d'imposer sa vision d'une cuisine française contemporaine. La haute cuisine est une exception déroutante. A force d'être incongrue, elle devient un style, où chaque élément pris en soi atteint une perfection de texture, de cuisson et de saveur. Le risque est moindre, il est vrai, avec les tomates farcies à la façon de Lucien Tondet, le vol-au-vent aux cuisses de grenouilles, écrevisses et champignons des bois, l'éclatant turbot de Bretagne aux algues, ou bien les pâtes au ris de veau, crêpes et rognons de coq. La tête de porc en sauce d'herbes amères truffée et lard croustillant en second service est un trait d'humour, un plat de tempérament issu d'une vision esthétique et instantanée de la cuisine, là où Robuchon en appelait à l'éthique et inscrivait son travail dans la durée. Le nouveau et brillant sommelier est Gérard Margaron ; Denis Courtade règle le silencieux ballet de salle. Ils viennent du Louis XV, à Monte-Carlo, qu'Alain Ducasse continue de diriger. Bar au rez-de-chaussée. Au déjeuner, menu à 480 F. Menu Arcimboldo (légumes) : 780 F. Menu Brillat-Savarin : 890 F. A la carte, compter entre 700 F et 1 000 F.

★ Paris, 59, avenue Raymond-Poincaré (75116). Tél. : 47-27-12-27. Fermé samedi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

PARIS 2°

La Villa Esclote
Un cadre agréable, un service personnalisé et une cuisine d'inspiration japonaise. Menu 120 F le soir, 150 F le week-end, midi et soir. 14, rue d'Alsace 14 - 75004 Paris

PARIS 3°

TY COZ
41, 78, 42, 95/94, 61 36, rue St Georges - 06
POISSONS - CRUSTACÉS
FRUITS DE MER
Menu de la «MER» le soir : 170 F
Fidm., lundi soir - Climatée

PARIS 11°

New Nioulaville
Au cœur de Belleville, qualité et fraîcheur des cuisines d'Asie. Chine, Thaïlande, Cambodge, Viet Nam. Formes pour frites et sandwiches dans l'un des plus vastes restaurants de Paris.
32/34, rue de l'Orillon Paris 11°
Réservations : 40 21 98 18
Tl. - Parking privé - Salle climatisée

NORMANDIE

LA TARENTELE
Découvrez les spécialités normandes
PIZZAS - Normande - Océane - Pêcheur - Tarentelle - St-Jacques - Lasagnes et Omelette maison
54, avenue du 6-Juin (route de Caen)
14100 LISIEUX - TEL. 31.42.21.06

Parcs d'attractions
Expositions
Musées
Monuments

Sortez informés !
(Thèmes, moyens d'accès, tarifs, horaires...)

3615 LEMONDE

CONCERTS

Le nom de jazz sert aux expériences les plus opposées et à gratifier des musiques qui n'ont rien à voir les unes avec les autres. Pendant le mois de juillet, les

grandes kermesses du jazz se sont succédées dans les centres implantés à proximité des grandes concentrations estivales. LE MOIS D'AOÛT voit démarrer les « autres » festi-

vals : ceux qui proposent plus de mesure, plus de musique, plus de débat. Voici donc venir le temps des sentiers peu fréquentés, mais aussi celui des amateurs plus exigeants. Ils en-

vahissent des localités modestes : Capbreton, Uzeste, Mulhouse, Cluny, Saint-Sever ou Willisa. UN AUTRE PUBLIC prend ici le temps d'écouter, dans des salles aux pro-

portions heureuses, des musiciens connus ou inconnus, des compositeurs à facettes, quelques héros de la non-médiatisation, et de méditer parfois quelques projets ahurissants.

Quand les petits festivals de jazz laissent toute la place à la musique

Pendant le mois de juillet, les grandes kermesses du jazz se sont succédées à proximité des grandes concentrations estivales. En août, à Capbreton, Uzeste, Mulhouse ou Cluny, voici venu le temps des sentiers peu fréquentés, et des amateurs plus exigeants

DEVANT le container romain où il allait jouer, un amphithéâtre de 8 000 places. Keith Jarrett a murmuré, le 8 juillet : « C'est trop grand pour moi, trop grand pour ma musique. » Cette évidence le fait passer pour caractériel. Les critères du jugement sont simples : le nombre, le bruit, le goût. Les gros festivals n'ont pas d'avenir : ils ne peuvent que grossir. Et aligner des chiffres. Mais ils veulent se faire aimer. Cette douce tyrannie du quantitatif a sa face cachée : un désir de totalitarisme à visage humain, le consensus, l'empathie et la célébration moelle. Le rêve des temps modernes. La musique précède l'expérience.

Au très empesté festival de Newport, en 1960, dont personne n'avait aperçu la loi, Mingus a pris ses cliques et ses claques : avec deux tentes, derrière le grillage, il a installé « le festival des rebelles ». Tous styles, tous genres confondus, « herméisme snob d'avant-garde » (on lit ça, en 1996) et classicisme éprouvé : Max Roach, Jo Jones, Coleman Hawkins, Roy Eldridge, Omette Coleman... Les rebelles.

Ce qui est bien, dans le rythme des festivals, que l'on se figure comme un rythme raisonné, c'est qu'après les débordements orchestrés par la servitude idéologique, l'énormité retombe comme les chaleurs. Ça commence du côté d'Assier, en Dordogne, ça ne suit plus les côtes, ça s'enfonce, les proportions redevenant justes, on sent l'idée : la musique et ce qu'elle véhicule représentent le pas sur l'événement. Bref, on discute.

On peut enfin se demander à quoi sert le nom de « jazz ». A quoi ? Quel rapport exact entre trois conditions qui jouent Les Oignons sur une plage de Charente (en canotiers et moustaches) et Damiak Lazo en duo avec Yves Robert au festival de musiques croisées de Saint-Sever ? A Saint-Sever, tous

les jours du 5 au 8 septembre, Jean-Pierre Drouot déroule le fil du festival avec un « concert-feuilleton ». Idée magique. On connaît Drouot, un des meilleurs percussionnistes contemporains, très impliqué dans le jeu théâtral (avec Apherhis, Portal ou Zingharo). On n'oubliera jamais, et certainement pas au moment de quitter cette planète, sa conversation avec un cheval (lequel parlait vraiment) dans le spectacle Chimères, de Bartabas.

PAROLES DE FEMMES

Capbreton est une petite ville. Christian Nogaro est un grand luthier. Nogaro est installé à Sambriges, près de Capbreton. Pendant une semaine, il organise des rencontres autour de la contrebasse : tout sur l'instrument, son histoire, sa lutherie, ses praticiens. On se doute qu'il ne s'agit pas de « s'éclater ». Il s'agit de musique et de musiciens. Pour ses soixante-quinze ans, une soirée est organisée autour de Jacques Cazaun, grand maître de l'école française. Professeur classique (au conservatoire de Versailles), il a, par amour du jazz, formé les meilleurs instrumentistes. Parfois Caratini et Jean-François Jenny-Clark joueront pour lui Haendel, Charlie Parker, Miles Davis (le 24 août). Présents également sous les pins, Eddie Gomez (avec Joanne Brackeen et Elliot Zigmund, le 25) ; Dee Dee Bridgewater et son bassiste Hein Van de Geyn en duo, ce qui est une rareté : et le soliste du Philharmonique de Berlin, Wolfgang Mülhaupt (Bats d'aïme, le 25).

On peut multiplier les exemples, les signaux, les marqueurs. Dans les « autres » festivals, le public n'est pas en soi très différent. Simple, il est plus musicien. Le père d'un festival, sa punition, c'est de mobiliser un public non musicien. Il est plus joueur, plus préoccupé. Parce qu'enfin, sur

le papier, on peut bien se tapoter le menton en se demandant qu'il aura l'idée, à Uzeste, en plein après-midi, sous les pins, de participer au débat : « Identité occitane, citoyenneté et nation française ». Ou « Paroles de femmes », le tout entre un concert (sous les chênes celui-là) de Jacques Di Donato et un artifice opéra de Patrick Auzier. Eh bien, allez-y, vérifiez : trois cents personnes, à l'heure la plus incongrue, seront là pour parler.

Paroles de femmes ? Comment expliquez-vous qu'en un temps de repli éprouvant sur les canons classiques, ce soit une femme, Joëlle Léandre, qui traite la contrebasse sans se piler (Mulhouse le 22 août, Uzeste, le 25) ? Plus net encore : des pléiades de pianistes essaient de jouer galement comme des laborateurs d'avant Bud Powell. Bien. Jacky Terrasson, Mamel Rocheman et quelques autres font de timides exceptions. Mais

pour l'ensemble, on subit (très poliment, au demeurant) une période de régression infantile. Quand on en prendra conscience, on mettra les mains sur les hanches en faisant de gros yeux et un sourire fêlé. Comment se fait-il que dans ce climat de communion solennelle filmé par Eustache, ce soient des femmes, Christine Wodrascka (à Mulhouse, le 22) ou Sophie Domancich (à Cluny, le 30) qui, dans la lignée d'hème Schwellzer, déniaient le clavier ?

Simplement lire le programme de Mulhouse est chaque année une joie aussi compulsive (mais plus délicate) que feuilleter un album de photos aimées : ce ne sont qu'inconnus, métriques et projets ahurissants. Tout ce qu'on aime ! Dans un réseau de courts alsaciennes à charnelles, de salles aux proportions heureuses, de villes et de villages, de nourritures terrestres... on découvre des Nip-

pones surprenantes, un compositeur à facettes (Czeslaw Gladkowski) et quelques héros de la non-médiatisation. Ces brefs embrasements qui éclatent un peu partout répondent à une autre logique, une autre politique, une autre idée de la musique.

ESCLAVAGE ET DIVERTISSEMENT

Leur prototype pourrait bien être Willisan, en Suisse (du 29 au 1^{er} septembre) : dans un village de carte postale, avec son comptant de vaches sages à sonnelles et le nombre de géraniums prévu par la loi, un graphiste, Niklaus Troxler, fou d'« herméisme snob d'avant-garde » (Mike Westbrook, Richard Galliano, Vernon Reid, Dino Saluzzi, Louis Sclavis, Joey Barron, Roscoe Mitchell, Rava, Rita Marcotulli, Han Bennink, plus le dernier des rebelles, monsieur Max Roach), fait croire depuis vingt ans à des paysans de comédie que le

jazz c'est ça : la musique actuelle, créative et qui fait songer à la musique.

Car le moindre des paradoxes de ces festivals autres, c'est qu'on y vit bien, à un rythme bien scandé, qui défait souvent la règle : esclavage le jour, divertissement obligatoire le soir : ou, plus pernicieuse, vacances le jour, amusement le soir. Sans doute, le fait que des musiciens (Di Donato dans le Morvan, Lubat à Uzeste, Levallet à Cluny) ou de grands découvreurs (Kanitzer à Mulhouse) soient à leur tête, est-il central. Les 18 et 19 juillet, un chanteur basque, dans le genre intrépide, a monté une rencontre de chanteurs, musiciens et poètes dans un lieu magique : Itxassou. Que cent, mille, cent mille Itxassou fleurissent partout dans le monde ! On y verra plus clair.

R. M.

Bernard Lubat, musicien, directeur d'Uzeste musical

« Nous avons besoin d'être insolents avec nous-mêmes »

19^e HESTÉJADA DE LAS ARTS D'UZESTE MUSICAL, jusqu'au 25 août. Le Bourg, 35730 Uzeste. Tél. : 56-25-38-46.

En 1977, Bernard Lubat est revenu dans son village, en Gironde : il monte le premier Uzeste musical. Le festival est le couronnement turbulent d'une année d'agitation, d'interventions et de « tchatche ». C'est un des points forts du monde actuel pour deux raisons : Lubat a une pensée désorganisée très organisée ; c'est un musicien incontestable (percussions dans la musique contemporaine, batteur de Stan Getz, chanteur au Double Six, la variété au plus haut niveau). Avec un mélange de génie oratoire, de drôlerie verbale et de mauvaise foi très

convaincante, il mène de main de maître une aventure qui tient du Grand Magic Circus (aux meilleures heures), du Living Theatre et du Tour de France.

« Pourquoi Uzeste fait une place si large au théâtre et au cinéma ?

— C'est pour faire entendre des mots, de la parole poétique. Philippe Caubère a écrit une pièce, il cherchait à dire Aragon. Ce retour à Aragon est essentiel. Nous avons besoin d'être insolents avec nous-mêmes. La projection du Destin de Juliette d'Alice Isenman, avec Laure Duthilleul, a ce sens.

— Uzeste cherche-t-elle toujours à être première scène nationale en milieu rural ?

— C'est une longue bagarre. On est



BERNARD LUBAT

obligé de plonger dans les milieux des élus locaux, régionaux. C'est un voyage, du point de vue culturel, politique, très étonnant. Quand je plaide, il est hors de question d'argumenter. C'est en deça ou au-delà. Donc, pour convaincre, pour arracher le morceau, je dois faire des choros. Mes meilleurs choros, je les fais devant les élus. C'est de la musique « oraculaire » — écrivait. Un spécial. Devant les élus, sur le terrain, pour tenir la route, je suis formel : il n'y a que la syntaxe « harmonologique » qui vaille. J'ai l'impression d'être au cœur d'un centre de recherches astro-physiques. C'est tout un boulot. En un sens, avec notre festival et nos actions de toute l'année, on va trop vite. Difficile de supporter qu'on ait des capacités à poser des questions, à résoudre des conflits. Bref, on continue, comme un labo sous les pins. Ce n'est qu'un combat, continuons le début ! »

Didier Levallet, musicien, directeur de Jazz à Cluny

« La question n'est pas celle du style ou des écoles »

20^e JAZZ À CLUNY, du 24 au 31 août. Office municipal de la culture, hôtel de ville, 71250 Cluny. Tél. : 85-59-10-96.

Contrebassiste et compositeur, Didier Levallet a dirigé plusieurs formations, Perception, Confluence, Swing Strings System, jalons d'une carrière sans vaine, d'accompagnement des grands musiciens en tournée, de découvreur et de professeur. Installé près de Cluny depuis vingt ans, il y organise une manifestation importante comme lieu de formation, de représentation et de réflexion.

« Quelles sont les ambitions du festival de Cluny ?

— Nous voulons participer à la refondation du discours sur le jazz ; sortir des avis de décès et autres dé-



DIDIER LEVALLET

clarations présumées (« la fin du jazz », comme on a cru voir venir la fin de l'histoire). Nous fonctionnons par réseaux, croisements, transversalité. Cluny est un petit centre rural. Les actions prennent du temps. Mais on voit apparaître d'autres

points, d'autres lieux, Mèze, dans la Nièvre, avec Di Donato ; des groupes, comme le Collectif Mu, réunion de huit musiciens, inimaginable à Mâcon il y a vingt ans. C'est cela qu'il faut prendre en compte : la question n'est pas celle du style ou des écoles. Cluny a vu défiler des musiciens très différents, des pratiques éloignées, mais sans compromission ni soumission. Si j'avais fait venir des « noms connus », tout le monde me serait tombé dans les bras. Mais les « noms connus », pour respectables qu'ils soient, c'est Claude Bolling et Michel Legrand. Donc, on a pris la voie étroite : celle d'un long mouvement d'assimilation, d'une implantation lente, en commençant dans une salle polyvalente. Public régional, stagiaires, internationaux et travail dans la du-

rée. On ne joue pas le chantage à la création qui, en musique improvisée, s'accommodent mal des rythmes d'élaboration et de réflexion. On préfère voir des groupes réguliers, comme le trio de Claude Barthélemy ou celui de Sophia Domancich. » L'événement majeur de ces quinze dernières années, c'est l'intégration du jazz dans le patrimoine et la légitimité culturelles. Bien. On est au bout du système. Tout le monde joue bien. Parfait. Puisque le jazz est mort, on peut le fréquenter. On doit même le faire. Notre ambition, c'est de sortir de là, de ce discours obligé, de ces jeux de masques. Et de penser : l'improvisation, l'action, la pensée même. »

Propos recueillis par Francis Marmande

Mulhouse, le sens du partage

13^e JAZZ À MULHOUSE, jusqu'au 25 août. 7, rue Alfred-Engel, 68100 Mulhouse. Tél. : 89-45-63-95.

Dans le livre qu'il consacre à Theonious Monk (Monk, L'Arpenteur/Gallimard, 1996), le pianiste Laurent de Wilde présente ainsi les producteurs de jazz : « Courageux, affairistes, escrocs, visionnaires, amoureux, prudents, suicidaires, ruinés, millionnaires... » Paul Kanitzer, directeur de jazz à Mulhouse, ne colle à aucune de ces définitions. Disons-le plutôt obstiné, généreux, activiste pour qu'existe sur scène ces musiques issues du free jazz américain, et qu'on appelle, faute de mieux, « improvisées européennes ».

Si Mulhouse n'est pas l'unique lieu en France où s'épanouit ce jazz qui a toujours en tête un air de révolte, c'est l'un de ceux où les propos sont les plus clairs. « On ne défend bien que ce que l'on connaît vraiment bien », explique Paul Kanitzer. Et ce que j'aime, je veux le faire partager. » C'est assez simple, moderne. Pas d'excuses socioculturelles ou de justifications artistiques. Ce sens du partage, c'est la force de jazz à Mulhouse. Les musiciens le savent ; ils se passent le mot. Certains feront des milliers de kilomètres pour y jouer une heure. Les cachets sont nommeux — le budget du festival est de 1,8 million de francs pour dix jours —, c'est-à-dire qu'ils permettent de vivre à des musiciens parfois au bord de la survie. A Mulhouse, on se pose et on joue. Souvent magnifiquement parce qu'il y a un des plus beaux publics du circuit de ces musiques improvisées. Quelques centaines de fidèles qui seront là jusqu'au dernier souffle. Des novices aussi, plus jeunes, qui viennent tendre l'oreille avec le sentiment qu'il peut y avoir

là des connivences avec le rock. Ces musiques improvisées ont réappris le collectif. Le jazz consensuel qui s'est figé sur des noms l'a oublié. A Mulhouse, on entend des musiciens qui ont toujours cette envie de vibrer ensemble. Paul Kanitzer cite le festival de Nickelsdorf en Autriche, à la frontière hongroise. Deux cents spectateurs, trois jours, seize formations. Mulhouse présente une même densité. Le violoncelliste Ernst Reijger, qui figure sur l'affiche du festival, y jouera avec le trio Clusone et le quintette de Gerry Hemingway. La plupart de ceux qui hantent les grands festivals d'été ne savent pas qu'il est au centre de bien des aventures. Comme tous ceux qui se retrouvent à Mulhouse, l'un des lieux les plus inventifs de la création musicale.

Sylvain Schlier

LEOS JANACEK : Sur un sentier herbeux. FRANZ SCHUBERT : Sonate en si bémol majeur D. 960. Ralf Gothoni (piano), festival de La Roque-d'Anthéron, le 16 août. Dernier concert : Les nuits du piano. Œuvres de Brahms, Liszt, Rachmaninov, Mozart, Alexandre Tharaud, François Chaplin, Claire Désert, Emmanuel Strosser, Pascal Devoyon, Christian Ivaldi (pianos). Le 20 août, de 20 heures à 24 heures. Tél. : (16) 42-50-51-15.

LA ROQUE-D'ANTHÉRON de notre envoyé spécial Ralf Gothoni est l'un de ces noms que tout le monde connaît sans pouvoir, pour autant, les associer à une entreprise précise. Pianiste concertiste, bien sûr, mais

aussi chambriste, accompagnateur de chanteurs, chef d'orchestre et directeur de festival : une sorte de Daniel Barenboïm, en quelque sorte, sans l'esbroufe, osera-t-on dire...

Ce musicien, qui n'en est pas à son premier concert à La Roque, vient, à son corps défendant mais fort à propos, de gagner le « concours » international le plus attendu et probablement le plus significatif du moment. La Fondation Gilmore vient de le désigner « Artiste Gilmore » 1996. Tréqué dans le plus grand secret par les milliers de la fondation américaine, il a été sélectionné parmi divers candidats désignés par des experts internationaux, puis a séduit le jury clandestin infiltré dans le public de ses concerts. Est-ce étonnant ? Comme le précédent

lauréat, David Owen-Norris, excellent musicien britannique hors des sentiers battus, Ralf Gothoni s'avère davantage préoccupé par la musique que par la carrière. L'un et l'autre aiment les programmes raffinés, toxiques ; l'un et l'autre ont une manière élégante et radicale de ne pas jouer pour le public. Mais, comme le charme, cette qualité paradoxale d'oubli des autres, et donc de soi, est la plus efficace des manières de toucher.

Ce vendredi soir, le public de La Roque n'est pas au grand complet. Mais lorsque Haydn fait fuir ces mélomanes qui, le 15 août, applaudissent à tout rompre le plus mauvais concerto de Mozart (le Trois pianos, K. 242), comment s'étonner que les deux cahiers du cycle Sur un sentier herbeux (1901-1911)

de Leos Janacek (1854-1928) les attire ? Cette musique est presque artiste à ne vouloir point (dé) montrer, convaincre. Secrètement douloureuse, pudique, elle exige des pianistes ce que les derniers cycles de Fauré réclament aux chanteurs : le moins spectaculaire d'eux-mêmes. Gothoni séduit d'abord par une sonorité concentrée, ronde, feutrée, avec cette qualité de patine qui fait que les quelques traits d'octaves dans l'air gu sonnent pleinement. Il enchaine les deux cahiers : les quarante minutes de cette musique passent comme un charme, un charme un peu triste, d'une nostalgie sans objet, sans exotisme.

Alors que sa réputation est d'adopter des tempi lents, Gothoni développe le long *Molto moderato* initial de la Sonate D. 960 de Schu-

bert avec un calme donnant le sentiment d'être en constante progression. Aussi le mouvement paraît-il avancer toujours, tout en planant au-dessus de lui-même. Le second mouvement est simple, et suit son chemin de douleur, sans tendre la main. Le *Scherzo* est vraiment joué « con delicatezza », léger, mendelssohnien. Le finale commence par une apparente bizarrerie de jeu de pédale : la note est énoncée et la pédale enfoncée au moment où la touche est relâchée. Effet d'écho fantomatique. Le mouvement s'achève. Schubert est passé, svelte et dense. Gothoni a tracé sans peser. On a envie, comme le public, de se ruier sur ses disques Schubert publiés par le petit label nordique Ondine.

Renaud Machart

Les élections législatives au Mont-Liban ont été largement favorables au pouvoir

Le scrutin a été entaché de nombreuses fraudes et d'actes d'intimidation

QUE FAUT-IL RETENIR de la première phase des élections législatives au Liban, qui a concerné le Mont-Liban, et dont les résultats ont été rendus publics, lundi 19 août ? Le taux élevé de participation - 45 % des électeurs, un taux presque jamais égalé -, censé être un signe de santé civique et politique, ou la fraude éhontée et les actes d'intimidation qui ont précédé et accompagné les opérations de vote ?

Selon les résultats officiels, trois seulement des trente-cinq sièges qui étaient en jeu - sur cent vingt-huit pour l'ensemble du parlement unicaméral - sont revenus à des chrétiens de l'opposition. Députés du parlement sortant, cinq ministres du gouvernement de Rafic Hariri ont retrouvé leurs sièges. Les autres élus étaient tous soutenus par le pouvoir et avaient donc l'aval de la Syrie. L'unique candidat du Mouvement chiite Hezbollah (pro-iranien) dans cette circonscription a été battu. Douze élus font leur entrée au parlement.

Ce scrutin ouvrait la série de votes qui se succéderont jusqu'au 15 septembre, à raison d'une circonscription électorale par dimanche. Ses résultats présentent déjà sur les futures étapes, notamment sur les alliances électorales qui se dessineront à Beyrouth, où le vote est prévu le 1^{er} septembre.

Contrairement à une idée largement répandue, le Liban n'a jamais été un modèle de démocratie parlementaire, ni électorale, mais plutôt une anarchie plus ou moins organisée, marquée par les « achats » de voix, les allégeances familiales et le clientélisme. Loin de s'être érodées après quinze ans de guerre et cinq autres de frustrations poli-

tiques, ces pratiques ont, selon l'opposition, atteint cette fois-ci des sommets, balayant tous les effets de cette quasi-ruée vers les urnes d'électeurs désireux de faire entendre leur voix de l'intérieur même des institutions de l'Etat.

« LA DÉMOCRATIE A ÉTÉ DÉFAITE » Nassib Lahoud, un opposant indépendant, qui a été élu, a imputé au ministre de l'Intérieur, Michel Murr, la responsabilité des « menaces et autres méthodes coercitives utilisées contre les citoyens », après que M. Murr l'eût accusé d'« acheter » des voix. Après avoir demandé au premier ministre de mettre fin aux pratiques de M. Murr, M. Lahoud a réclamé avec insistance la démission de ce dernier - lequel fait partie des heureux élus.

« La démocratie a été défaite », a

titré en manchette le quotidien indépendant *al Nahar*, cependant que *L'Orient-Le Jour* parlait de « parodie d'élection » et déplorait le « manque de place » pour dresser « la liste des irrégularités qui ont marqué le scrutin ». A s'en tenir à la seule liste dressée par l'Association libanaise pour la démocratie des élections, ces irrégularités vont du truchement des listes électorales, aux menaces, à l'absence d'isoloirs, aux fausses cartes d'identité, en passant par la séquestration provisoire de responsables des campagnes électorales de certains candidats, à la manipulation des personnes fraîchement naturalisées, etc.

Enfreignant les consignes de boycottage des opposants en exil, les Libanais, singulièrement les chrétiens, ont répondu aux appels de leur gouvernement, de la

France, des Etats-Unis, et du Vatican qui leur avaient demandé avec insistance de participer au vote, pour faire en sorte que le Parlement soit le miroir de la mosaïque politique du pays, face à un ex-cultif monocroire et inféodé à la Syrie.

L'expérience du dimanche 18 août a de quoi en décourager plus d'un. Pourtant, le ver était déjà dans ce découpage électoral, taillé sur mesure pour le Mont-Liban, afin de garantir le succès des principaux amis de la Syrie. Comme il était dans cet amendement constitutionnel qui a permis, en octobre 1995, au président de la République, Elias Hraoui, de demeurer à la tête de l'Etat pour trois ans encore.

Mouna Naïm

Création d'un Conseil supérieur des mosquées de France

DALIL BOUBAKEUR, recteur de la grande mosquée de Paris, et Kamel Kabtane, directeur de la grande mosquée de Lyon, ont créé, vendredi 16 août, un Conseil supérieur des mosquées de France, appelé à devenir « une structure permanente de concertation et d'échange » au sein de la communauté musulmane, avec les pouvoirs publics et les autres cultes. La création de ce Conseil, qui a déjà reçu le soutien des autorités algériennes et marocaines à Paris, se veut une riposte à la campagne de déstabilisation menée par le Haut Conseil des musulmans de France (HCMF), qui a commencé par l'« occupation » de la mosquée d'Evry, le 4 août

(Le Monde daté 11-12 août). « Paris, Lyon et Evry vont devenir le symbole de la lutte pour la transparence, avait prévenu Abderrahmane Dahmane, président du Haut Conseil. Les recteurs auto-proclamés vont devoir rendre des comptes. Le principe monarchique héréditaire pour la désignation des gestionnaires de lieux de culte n'existe pas en Islam. »

Cette campagne d'« assainissement » des mosquées est toutefois loin de faire l'unanimité au Haut Conseil même, où M. Dahmane a été mis en minorité au sein du bureau exécutif le 6 juillet. Depuis, des poursuites sont engagées contre l'« usage abusif et illégal » des titres de direction

de cette association. Afin de répliquer aux accusations menées contre sa gestion, notamment celle de cumul de « tous les pouvoirs administratif, immobilier, financier et religieux », les dirigeants laïcs de la mosquée de Lyon, Kamel Kabtane et Rabah Kheliff, nous demandent de préciser que « différents organes régulièrement désignés exercent de manière légitime, au sein de chacune des composantes de la mosquée de Lyon, les attributions que la loi et les statuts leur ont confiées ». Deux audits, en 1995 et 1996, concluent à l'« absolue transparence » et à une totale « rigueur de gestion ».

Henri Tivoc

La torera Cristina Sanchez boude Bayonne

BAYONNE

de notre envoyé spécial

Dimanche 18 août, Cristina Sanchez est annoncée en clôture de la fête de l'Assomption à Bayonne (taureaux de Camacho), avec Enrique Ponce et Vicente Barrera. Sa venue est un événement. C'est sa seule prestation dans le Sud-Ouest. Elle a pris l'alternative à Nîmes, le dimanche 26 mai (Le Monde du 28 mai). La fête fit grand bruit. Elle est venue célébrer le cinquantenaire du cercle taurin bayonnais, au printemps dernier. Elle toréa bien. L'annonce du 18 août fait lever d'autant plus d'intérêt que l'on connaît l'exigence de la place Lachapelle (Bayonne) en matière de taureau.

Ainsi, ce fut un plaisir d'intelligence de voir le trio vedette de la saison - Manzaneros, Rincon et Josellito - devant de jolis taureaux aux cornes très commodées, à Dax, le 16 août (taureaux de Torrealta) et le lendemain 17, devant des taureaux sérieux (La Ermita), intacts et pourtant hard. Corrida brillante (et très plaisante), pluie d'oreilles le 16 ; corrida sérieuse le 17. La venue de Cristina Sanchez est le point marquant du 18, plus la

présence, à la même affiche, de Ponce, qui accomplit une saison remarquable. Exemple : l'écervain et critique taurin Antonio Del Moral, renonce à aller à Bilbao le 18, pour voir Cristina devant de vrais taureaux le même jour.

Le vendredi, les organisateurs apprennent par fax que Cristina Sanchez a été examinée par un médecin pour coliques néphrétiques : elle doit garder le lit pendant cinq jours et prendre des médicaments antispasmodiques. Samedi, son représentant adresse un autre fax à 22 h 37, deuxième certificat d'un deuxième médecin qui confirme le diagnostic et les prescriptions du premier. A 22 h 55, soit 18 minutes plus tard, Cristina Sanchez sort en triomphe d'Alfaro, près de Tudela en Navarre, après avoir coupé deux oreilles.

On rapporte qu'il y aurait eu d'énormes pressions pour que les taureaux de Cristina Sanchez soient arrangés, c'est-à-dire « affectés », au sens littéral du terme : rasés. Ce qui suppose un délicat coup de lime sur la pointe des cornes qui ne se voit absolument pas. Cela fait perdre au taureau l'essentiel de ses repères, le diminue psychologiquement et

donne au torero l'avantage de savoir. Cela dit, les blessures les plus graves, voire mortelles (Manolete en est l'exemple le plus fameux), sont aussi bien le fait de taureaux « affectés ». Le danger ne disparaît pas : il est encadré.

Un torero ne se désiste jamais, au grand jamais. C'est dire que Cristina Sanchez prend sa juste place dans la longue série des certificats de complaisance et des tentatives de pression. Le 18 août, à Bayonne, elle s'est en outre inutilement privée d'un sixième taureau (elle ne pouvait pas le savoir) qui était une telle merveille qu'il a permis à Barrera de décliner tout son répertoire hiératique et immobile, à l'endroit et à l'envers.

Cristina enfin a prouvé qu'elle fait vraiment partie du club. Son alternative n'a pas été compliquée par les détails, c'est de bonne guerre. Par la suite, le triomphe et une pseudo-rivalité très médiatisée avec le Corbado ont amusé la galerie. Maintenant, elle appartient de plein droit à la confrérie des pressions, de la lime et des certificats médicaux.

Francis Marmande

Un industriel japonais libéré par ses ravisseurs au Mexique

Des policiers sont impliqués dans l'enlèvement de plusieurs hommes d'affaires

MEXICO

de notre correspondant

Le président de la filiale régionale de Sanyo, Mamoru Konno, enlevé le 10 août, dans la ville mexicaine de Tijuana, près de la frontière avec les Etats-Unis, a été relâché par ses ravisseurs, lundi 19 août, quelques heures avant le début de la visite officielle au Mexique du premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto.

Selon les autorités mexicaines, qui ont rompu le mystère observé depuis le début de l'enlèvement, l'industriel japonais, âgé de cinquante-six ans, est en bonne santé et l'enquête aurait permis d'identifier ses ravisseurs. La rançon exigée par ceux-ci se monte à 2 millions de dollars (environ 10 millions de francs).

Mamoru Konno, qui réside du côté américain de la frontière, dans la ville californienne de San Diego, et travaille à Tijuana, où se trouvent les quatre usines de la filiale de Sanyo (pièces de téléviseurs), avait été enlevé à l'issue

d'un match de base-ball opposant ses employés à une autre équipe locale. Respectant les exigences des ravisseurs, qui leur avaient demandé de ne pas informer la police sur le déroulement des négociations, la famille et la direction de Sanyo n'avaient émis aucun commentaire, refusant notamment de confirmer les rumeurs selon lesquelles, lors du premier contact téléphonique, l'un des ravisseurs s'était exprimé dans un « japonais payant ». Les proches de la victime s'étaient également abstenus de commenter l'éventuelle participation au kidnapping d'agents de la police judiciaire.

Quelques semaines plus tôt, un autre chef d'entreprise avait été enlevé et assassiné par trois policiers à Mexicali, près de Tijuana. La presse mexicaine a publié, au cours des derniers mois, de nombreux reportages sur l'implication des différents corps policiers du pays dans la multiplication des enlèvements, en particulier dans la capitale ainsi que dans les Etats de Guerrero et

de Morelos. Au début du mois, les guérilleros de l'Armée populaire révolutionnaire (EPR) ont reconnu publiquement qu'ils pratiquaient, eux aussi, ce genre d'activité pour financer leur organisation. Selon des informations non confirmées, ils seraient à l'origine de l'enlèvement, en 1994, d'un des principaux banquiers mexicains, Alfredo Harp, qui fut libéré en échange d'une rançon de 25 millions de dollars.

Près de 20 % des effectifs de la police judiciaire de Mexico viennent d'être licenciés

Préoccupés par l'augmentation spectaculaire de la délinquance et ses effets dissuasifs auprès des investisseurs étrangers, les autorités

mexicaines ont décidé la « militarisation » des cadres supérieurs de la police de la capitale et ont entrepris de purger la police judiciaire de ses éléments les plus corrompus. Plus de sept cents policiers, y compris plusieurs commandants, soit près de 20 % des effectifs totaux de la police judiciaire de Mexico, viennent d'être licenciés à la suite d'une enquête indiquant qu'ils n'avaient pas le « profil éthique » requis (Le Monde daté 18-19 août).

Cette mesure draconienne a provoqué des réactions mitigées qui révèlent à quel point les Mexicains ont peur de leurs policiers. Si certains y voient une décision « audacieuse » et se félicitent de la détermination du gouvernement d'autres, en revanche, redoutant que la purge ne contribue à aggraver la situation dans la mesure où les policiers licenciés, qui étaient jusqu'alors des « délinquants à temps partiel », ne deviennent des « criminels à temps complet ».

Bertrand de la Grange

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 20 août, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTUE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 21106,40 +1,31 +6,33

Hong Kong Index 11213,50 +0,34 +12,15

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

22250,00

22190,00

22130,00

22070,00

22010,00

21950,00

21890,00

21830,00

21770,00

21710,00

21650,00

21590,00

21530,00

21470,00

21410,00

21350,00

21290,00

21230,00

21170,00

21110,00

21050,00

20990,00

20930,00

20870,00

20810,00

20750,00

20690,00

20630,00

20570,00

20510,00

20450,00

20390,00

20330,00

20270,00

20210,00

20150,00

20090,00

20030,00

19970,00

19910,00

19850,00

19790,00

19730,00

19670,00

19610,00

19550,00

19490,00

19430,00

19370,00

19310,00

19250,00

19190,00

19130,00

19070,00

19010,00

18950,00

18890,00

18830,00

18770,00

18710,00

18650,00

18590,00

18530,00

18470,00

18410,00

18350,00

18290,00

18230,00

18170,00

18110,00

18050,00

17990,00

17930,00

17870,00

هكذا من الأصل